

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



ASSURANCES



SOLVENCY AND FINANCIAL CONDITION REPORT 2021



CREDIT AGRICOLE ASSURANCES



Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Synthèse | 4 |
| A. Activité et résultats | 6 |
| A.1 Activité | 6 |
| A.1.1 Périmètre | 6 |
| A.1.2 Présentation générale | 6 |
| A.1.3 Faits marquants de l'exercice et perspectives | 8 |
| A.1.4 Opérations et transactions au sein du groupe | 10 |
| A.1.5 Renseignements sur le capital et l'actionariat | 10 |
| A.2 Performance associée aux portefeuilles de contrats | 11 |
| A.2.1 Activité Vie | 11 |
| A.2.2 Activité Non-Vie | 12 |
| A.3 Performance associée aux activités de placements | 14 |
| A.4 Autres produits et charges | 17 |
| B. Système de gouvernance | 18 |
| B.1 Information générale sur le système de gouvernance | 18 |
| B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance | 18 |
| B.1.2 Changements importants au sein de la gouvernance survenus au cours de la période de référence | 22 |
| B.1.3 Informations relatives à la politique de rémunération | 22 |
| B.1.4 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées | 26 |
| B.2 Exigences de Compétence et d'Honorabilité | 27 |
| B.2.1 Dispositions du groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité | 27 |
| B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité | 27 |
| B.3 Système de gestion des risques | 29 |
| B.3.1 Dispositif de gestion des risques | 29 |
| B.3.2 Dispositif ORSA | 29 |
| B.4 Système de contrôle interne | 31 |
| B.5 Fonction audit interne | 33 |
| B.5.1 Principe général | 33 |
| B.5.2 Missions de la Fonction audit interne | 33 |
| B.6 Fonction actuarielle | 34 |
| B.7 Sous-traitance | 35 |
| B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du groupe | 35 |
| B.7.2 Relation entre le groupe et les filiales | 35 |
| B.7.3 Cas des activités critiques ou importantes | 35 |
| C. Profil de risques | 36 |
| C.1 Introduction | 36 |
| C.2 Risque de souscription | 37 |
| C.2.1 Exposition aux principaux risques | 37 |
| C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque | 37 |
| C.2.3 Principales concentrations | 38 |
| C.2.4 Sensibilités | 38 |
| C.3 Risque de marché | 39 |
| C.3.1 Exposition aux risques | 39 |
| C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque | 39 |
| C.3.3 Concentration | 40 |
| C.3.4 Sensibilités | 40 |
| C.4 Risque de contrepartie | 42 |
| C.4.1 Exposition aux risques | 42 |
| C.4.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque | 42 |
| C.4.3 Principales concentrations | 42 |
| C.5 Risque de liquidité | 43 |

| | |
|--|-----------|
| C.5.1 Exposition aux risques | 43 |
| C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque | 43 |
| C.5.3 Sensibilités..... | 43 |
| C.6 Risque opérationnel..... | 44 |
| C.6.1 Exposition aux risques | 44 |
| C.6.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque | 44 |
| C.6.3 Sensibilités..... | 44 |
| C.7 Autres risques significatifs | 45 |
| C.7.1 Exposition aux risques | 45 |
| C.7.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque | 45 |
| D. Valorisation à des fins de solvabilité..... | 46 |
| Introduction | 46 |
| D.1 Actifs..... | 48 |
| D.1.1 Actifs incorporels et frais différés..... | 49 |
| D.1.2 Actifs d'impôts différés | 49 |
| D.1.3 Immobilisations corporelles | 49 |
| D.1.4 Instruments financiers | 49 |
| D.1.5 Placement en représentation des contrats en unités de compte..... | 51 |
| D.1.6 Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (provisions techniques cédées)..... | 51 |
| D.1.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie | 51 |
| D.2 Provisions techniques..... | 52 |
| D.2.1 Synthèse des provisions techniques | 52 |
| D.2.2 Principes de valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité..... | 52 |
| D.2.3 Segmentation..... | 52 |
| D.2.4 Comptabilisation initiale..... | 53 |
| D.2.5 Principes généraux d'évaluation de la meilleure estimation (BE) | 53 |
| D.2.6 Mesures transitoires pour les provisions techniques..... | 54 |
| D.2.7 Principaux changements d'hypothèses utilisées dans le calcul des provisions techniques par rapport à l'exercice précédent..... | 54 |
| D.2.8 Marge de risque (Risk Margin) | 54 |
| D.2.9 Niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques..... | 55 |
| D.3 Autres passifs | 56 |
| D.3.1 Provisions et passifs éventuels | 56 |
| D.3.2 Provisions pour retraite | 56 |
| D.3.3 Passifs d'impôts différés..... | 56 |
| D.3.4 Passifs financiers | 57 |
| D.4 Méthodes de valorisation alternatives..... | 58 |
| D.5 Autres informations | 58 |
| E. Gestion des fonds propres | 59 |
| E.1 Fonds propres..... | 59 |
| E.1.1 Politique de gestion des fonds propres..... | 59 |
| E.1.2 Méthode de consolidation | 59 |
| E.1.3 Fonds propres disponibles | 59 |
| E.1.4 Fonds propres éligibles | 62 |
| E.2 Capital de solvabilité requis (SCR) | 64 |
| F. Annexes – QRTs..... | 65 |

SYNTHÈSE

Depuis l'entrée en vigueur de Solvabilité 2 au 1^{er} janvier 2016 et plus spécifiquement dans le cadre du Pilier 3 de la Directive relatif à la diffusion d'information au public, le rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) de Crédit Agricole Assurances filiale à 100% du groupe bancaire Crédit Agricole, rend compte de l'exercice écoulé sur l'année 2021.

Le SFCR du groupe Crédit Agricole Assurances consiste à apporter une vision d'ensemble des activités d'assurance en environnement Solvabilité 2. Ce rapport ainsi que les différents états quantitatifs annuels (QRT), permettent de présenter et d'apporter des explications sur l'activité et la performance de Crédit Agricole Assurances, de présenter le caractère approprié de son système de gouvernance, de présenter le profil de risques du Groupe, d'apprécier les écarts de valorisation de son bilan entre normes locales et Solvabilité 2 et d'évaluer sa solvabilité. Ce rapport a été présenté en Comité d'audit le 4 avril 2022 et validé par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Assurances le 6 avril 2022.

Activité et résultats

Premier bancassureur en Europe¹ et premier assureur en France² par le montant des primes émises, Crédit Agricole Assurances est un assureur complet, diversifié au travers de trois métiers : Epargne / Retraite, Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives et Assurance Dommages.

Avec un chiffre d'affaires IFRS de 36,5 milliards d'euros à fin 2021 (81,6% en France et 18,4% à l'étranger), une collecte nette de +6,7 milliards d'euros dont +7,1 milliards en unités de compte, et un résultat net part du Groupe qui atteint 1 531 millions d'euros, Crédit Agricole Assurances démontre sa solidité et sa bonne résilience dans un contexte de crise sanitaire persistant et un environnement économique et financier toujours incertain bien qu'en reprise. Ces résultats témoignent du dynamisme commercial des réseaux, tant en France qu'à l'international et montrent la pertinence du modèle de bancassurance intégré co-construit autour des réseaux des Caisses régionales du Crédit Agricole, de LCL et des banques du groupe Crédit Agricole en Europe.

Système de gouvernance

Crédit Agricole Assurances s'est muni d'un système de gouvernance, adapté aux lignes d'activités du Groupe, en adéquation avec ses différents métiers et ses modalités de pilotage.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre et assume au niveau du Groupe la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la directive Solvabilité 2. Le Conseil est en lien avec la Direction Générale, comprenant le directeur général et les deux autres dirigeants effectifs de Crédit Agricole Assurances ainsi que les responsables des quatre fonctions clés.

Ce système de gouvernance contribue à la réalisation des objectifs stratégiques de Crédit Agricole Assurances et garantit une maîtrise efficace de ses risques compte tenu de leur nature, de leur ampleur et de leur complexité, et les contrôle à intervalles réguliers afin qu'ils garantissent une gestion saine et prudente de l'activité.

Profil de risque

Le profil de risque de Crédit Agricole Assurances décrit par la suite dans la section C du présent rapport est établi à partir du processus d'identification des risques majeurs qui constitue l'outil principal permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels chaque entité, et plus généralement le groupe Crédit Agricole Assurances, est exposé. Les principaux risques du groupe Crédit Agricole Assurances sont les risques de marché et de souscription vie, liés à l'importance des activités d'épargne et de retraite. Compte tenu de son profil de risque, la formule standard est adaptée au calcul du besoin en capital du groupe Crédit Agricole Assurances. Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance en cas de déviation par rapport au cadre de gestion courante.

Valorisation à des fins de solvabilité

Le bilan prudentiel du groupe Crédit Agricole Assurances est arrêté au 31 décembre.

Le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

- ▶ les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- ▶ les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Dans la plupart des cas, les normes IFRS permettent une valorisation à la juste valeur conforme aux principes de Solvabilité 2. Cependant, certaines méthodes de valorisation telles que le coût amorti ne peuvent être retenues pour la réalisation du bilan économique.

¹ Source interne, données à fin 2020. Crédit Agricole Assurances est qualifié de bancassureur en raison de son appartenance au groupe Crédit Agricole, dont les réseaux de distribution bancaires commercialisent les produits d'assurance

² Source : *L'Argus de l'assurance* du 17 décembre 2021, données à fin 2020

Gestion des fonds propres

Le groupe Crédit Agricole Assurances a mis en place une politique de gestion des fonds propres. Elle définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres, ainsi que le processus de financement du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales.

Elle a été conçue de façon à intégrer les contraintes de la réglementation applicable au groupe d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomérats financiers, ainsi que les objectifs propres du groupe Crédit Agricole.

Au 31 décembre 2021, le niveau des fonds propres éligibles s'élève à 34 327 millions d'euros et le besoin en capital (SCR) à 14 025 millions d'euros. Au 31 décembre 2021, le Minimum de Capital Requis (MCR) s'élève à 6 461 millions d'euros.

Aucune mesure transitoire n'a été retenue par le groupe Crédit Agricole Assurances pour le calcul de son ratio de solvabilité, à l'exception de la clause de *grandfathering* des dettes subordonnées.

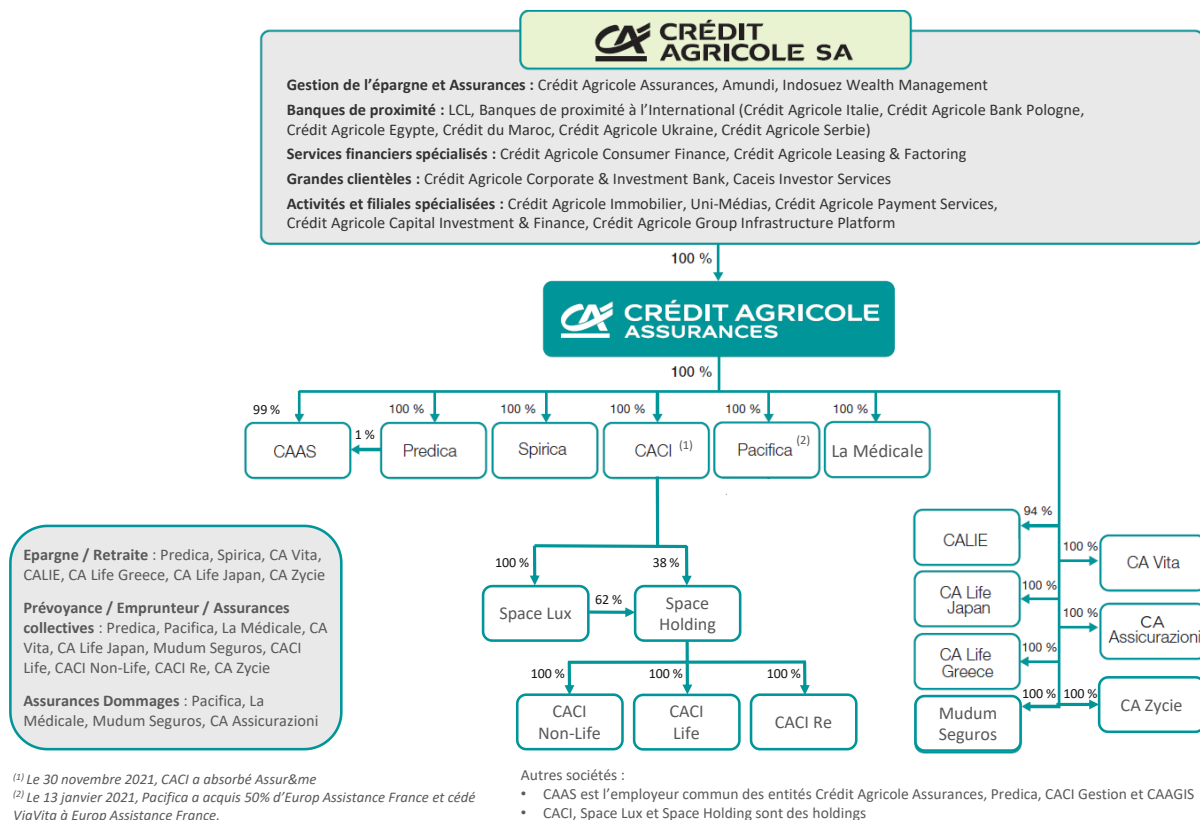
Ainsi à fin 2021, le ratio de solvabilité du groupe Crédit Agricole Assurances est de 245% et le ratio de couverture du MCR est de 471%.

A. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

A.1 ACTIVITÉ

A.1.1 Périmètre

Crédit Agricole Assurances, société holding au capital de 1 490 403 670 euros, sise au 16/18 boulevard de Vaugirard à Paris et administrée par un Conseil d'Administration, est la société mère du groupe Crédit Agricole Assurances, et est détenue à 100% par Crédit Agricole S.A. Le graphique ci-dessous illustre les principales filiales du groupe Crédit Agricole Assurances³ :



Le 1^{er} février 2022, Crédit Agricole Assurances a signé un accord avec Generali pour la cession de La Médicale. La réalisation de cette transaction reste soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

Le groupe Crédit Agricole Assurances est soumis au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sise au 4 place de Budapest à Paris. Le Groupe est audité par les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit sis au 63 rue de Villiers à Neuilly-sur-Seine et Ernst and Young et Autres sis dans la Tour First, 1 place des Saisons à Courbevoie.

A.1.2 Présentation générale

Le groupe Crédit Agricole est le 1^{er} bancassureur en Europe⁴ et le 1^{er} assureur en France⁵ par le montant des primes émises. Ces positions s'appuient sur une offre complète et compétitive, adaptée aux spécificités de chaque marché national et de chaque partenaire local.

Depuis plus de 35 ans, le Groupe construit son succès sur sa capacité à répondre aux besoins de ses clients et de ses distributeurs, grâce à la qualité de son offre et à sa réactivité vis-à-vis des changements de l'environnement. Crédit Agricole

³ Hors entités traditionnelles non-assurance consolidées en intégration globale suivantes : Iris Holding, Holding Euromarseille, Predica Infra, Vaugirard Infra, Alta Vai.

⁴ Source interne CAA, données à fin 2020. Crédit Agricole Assurances est qualifié de bancassureur en raison de son appartenance au groupe Crédit Agricole, dont les réseaux de distribution bancaires commercialisent les produits d'assurance

⁵ Source : L'Argus de l'assurance du 17 décembre 2021, données à fin 2020



Assurances couvre en effet l'ensemble des besoins de ses clients en assurances en France et à l'international, via trois grands métiers : Epargne / Retraite, Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives et Assurance dommages.

- ▶ Le métier « Epargne / Retraite » : Crédit Agricole Assurances confirme sa position de leader en assurance de personnes en France⁶, et devient le 1^{er} assureur vie par les encours⁷.

Ce métier regroupe l'ensemble des activités d'épargne, notamment les produits d'assurance vie en euro ou en unités de compte (UC), ainsi que des contrats dédiés à la retraite dont les plans d'épargne retraite (PER), lancés en 2019 après l'entrée en vigueur de la loi Pacte. En France, le Crédit Agricole Assurances distribue ses offres auprès des clients des Caisses régionales de Crédit Agricole (environ 6 600 agences) et de LCL (environ 1 500 agences) : particuliers, clientèle patrimoniale, agriculteurs, professionnels et entreprises. À l'international, Crédit Agricole Assurances est présent au travers des entités du groupe Crédit Agricole en Italie, au Luxembourg, et en Pologne, dans lesquelles il continue d'exporter et d'adapter son savoir-faire de bancassureur et poursuit par ailleurs son développement via des accords de distribution avec des partenaires externes (Italie, Portugal, Japon, Luxembourg, Espagne). En outre, le groupe Crédit Agricole Assurances se développe auprès de réseaux alternatifs : plateformes et groupements de conseillers en gestion de patrimoine indépendants, réseau de 128 agents généraux répartis dans 45 agences régionales dédié aux professionnels de la santé, courtiers Internet, banquiers privés.

- ▶ Le métier « Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives » : Crédit Agricole Assurances est leader de la prévoyance individuelle en France⁸ et 2^{ème} assureur en assurance des emprunteurs⁹. Activité lancée en 2015, les assurances collectives comptent environ 762 000 personnes couvertes au 1^{er} janvier 2022.

Ce métier regroupe les activités de prévoyance individuelle et collective, d'assurance des emprunteurs et de santé collective. Grâce aux compétences conjuguées de ses différentes compagnies, en France et à l'international, le groupe Crédit Agricole Assurances propose des solutions d'assurance individuelle ou collective à ses clients.

L'offre de prévoyance s'appuie sur les réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole, en France et à l'international, complétés dans l'Hexagone par un réseau d'agents généraux dédié aux professionnels de la santé et par des partenariats avec des conseillers en gestion de patrimoine indépendants.

En assurance emprunteur, Crédit Agricole Assurances propose ses services via plus de cinquante partenaires, établissements de crédit à la consommation et banques de proximité, répartis dans sept pays.

- ▶ Le métier « Dommages » : Crédit Agricole Assurances est le 1^{er} bancassureur automobile, habitation et santé¹⁰ et le 5^{ème} assureur de biens et de responsabilités en France¹¹.

Pour protéger ses clients face aux aléas et les accompagner au quotidien, Crédit Agricole Assurances propose une gamme complète de contrats d'assurance dommages aux particuliers et professionnels :

- assurance de biens et responsabilités (automobile, habitation...) pour faire face à certains imprévus tels que des incendies, des vols ou encore des intempéries ;
- protection des biens agricoles et professionnels ;
- complémentaires santé ;
- assurance des accidents de la vie pour prendre en main de manière efficace et sûre sa protection et celle de sa famille ;
- protection des appareils électroniques nomades du foyer ;
- protection juridique ;
- responsabilité civile professionnelle ;
- parabancaire (garantie en cas de perte ou vol des moyens de paiement et leur utilisation frauduleuse) ;
- pour le marché agricole, assurance Aléas climatiques, Récoltes et contrat Prairies ;
- cyber protection pour sécuriser l'activité des professionnels et des entreprises ;
- une nouvelle gamme IARD pour les entreprises : Multirisque Entreprise, Flotte, Missions, Marchandises transportées, Cyber et Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux ;
- une nouvelle assurance auto enrichie d'une offre inclusive avec sa formule EKO/ PRIMO.

Crédit Agricole Assurances commercialise principalement ses produits auprès des clients des Caisses régionales de Crédit Agricole (réseau d'environ 6 600 agences avec 37 500 professionnels de l'assurance dont 550 AssurPros dédiés aux marchés des professionnels et des agriculteurs), de LCL (réseau d'environ 1 500 agences avec 8 500 professionnels de l'assurance) et via un réseau d'agents pour le secteur des professionnels de la santé.

En France, le Groupe compte en outre 18 Unités de Gestion de Sinistres, qui se composent de 13 Unités de Gestion dédiées aux risques IARD et 5 Unités de Gestion dédiées à la Protection Juridique, 2 Unités de Gestion de Risques Spécialisés et une Unité de Gestion de Sinistres et une Unité de Gestion des Opérations dédiées à la gamme IARD pour les entreprises.

⁶ Source : L'Argus de l'assurance du 17 décembre 2021, données à fin 2020

⁷ Source : L'Argus de l'assurance du 21 mai 2021, données à fin 2020

⁸ Source : L'Argus de l'assurance du 2 avril 2021, données à fin 2020

⁹ Source : L'Argus de l'assurance du 1^{er} septembre 2021, données à fin 2020

¹⁰ Source : L'Argus de l'assurance du 21 avril 2021, données à fin 2020

¹¹ Source : L'Argus de l'assurance du 17 décembre 2021, données à fin 2020

À l'international, Crédit Agricole Assurances capitalise sur le succès de son modèle de bancassurance en déclinant ses savoir-faire en assurance dommages : en Espagne, suite au partenariat en assurance non-vie signé avec le groupe bancaire espagnol Abanca, la compagnie d'assurance dommages en joint-venture détenue à 50/50, Abanca Seguros Genrales, a lancé la commercialisation de ses premiers produits en janvier 2021. La société bénéficie notamment d'une exclusivité de long terme sur la distribution de ces produits dans le réseau bancaire et digital d'Abanca. De plus, au Portugal, Crédit Agricole Assurances a signé un accord de distribution d'assurance non-vie d'une durée de 22 ans entre Novo Banco et Mudum Seguros pour la distribution des contrats de Mudum Seguros au Portugal. Cet accord de distribution s'inscrit dans le cadre d'une opération entre Crédit Agricole Assurances et Novo Banco visant à porter la participation du Groupe à 100 % du capital de Mudum Seguros.

La force de Crédit Agricole Assurances repose également sur son appartenance au groupe Crédit Agricole, avec l'efficacité et la performance de l'un des plus grands réseaux bancaires d'Europe : environ 50 000 conseillers sont au contact de 53 millions de clients à travers le monde, engagés à la réalisation de tous leurs projets.

Le Groupe s'appuie sur trois modes de distribution :

- ▶ le modèle de bancassurance (85% du chiffre d'affaires 2021) qui assure la distribution des produits d'assurance de personnes, dommages et emprunteurs dans les réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole ;
- ▶ les partenariats Groupe (7% du chiffre d'affaires 2021), via un dispositif de partenaires financiers internes complété par des canaux complémentaires (Internet, conseillers en gestion de patrimoines indépendants, réseau dédié aux professionnels de la santé) ;
- ▶ les partenariats hors Groupe (8% du chiffre d'affaires 2021), en l'absence de réseaux appartenant au groupe Crédit Agricole (Japon par exemple).

Les effectifs du groupe Crédit Agricole Assurances se présentent de la façon suivante par zone géographique :

| (en nombre d'employés) | 2021 | 2020 | Variation |
|------------------------|--------------|--------------|-----------|
| France | 2 807 | 2 793 | 1% |
| International | 651 | 618 | 5% |
| Effectif total | 3 458 | 3 411 | 1% |

Effectifs du périmètre consolidé IFRS

A.1.3 Faits marquants de l'exercice et perspectives

Faits marquants

2021 a été marquée par la continuité de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, et par un contexte économique et financier toujours incertain bien qu'en reprise, avec notamment un contexte de taux d'intérêt qui demeure toujours bas. Depuis le début de la crise sanitaire, le groupe Crédit Agricole Assurances a assuré son rôle et ses responsabilités vis-à-vis de ses clients et de la société en accompagnant les plus fragilisés par la crise, tout en poursuivant ses objectifs stratégiques de diversification et de développement à l'international.

▶ Au plan de la Responsabilité Sociale et Environnementale:

- Le 26 octobre 2021, en annonçant son adhésion à la Net Zéro Asset Owner Alliance et aux principes pour une assurance durable (PSI), Crédit Agricole Assurances a confirmé son engagement pour une assurance durable et une économie bas carbone. S'inscrivant pleinement dans les engagements du groupe Crédit Agricole en faveur du climat, Crédit Agricole Assurances poursuit son action pour une économie bas-carbone au travers de ses investissements en faveur de la transition énergétique et poursuit l'intégration des enjeux ESG dans son activité (offres et investissements). Ainsi, à horizon 2025, Crédit Agricole Assurances s'engage :

- à baisser de 25% l'empreinte carbone de son portefeuille d'investissements coté en actions et obligations corporate.

- à doubler ses investissements dans les énergies renouvelables pour permettre, à terme, d'atteindre une capacité installée de 10,5 GW, soit la consommation moyenne en énergie de 4 millions de foyers par an.

- Crédit Agricole Assurances soutient l'engagement d'Edison dans la transition énergétique et devient son partenaire financier avec l'acquisition de 49 % de la plateforme Edison Renewables. Crédit Agricole Assurances contribuera à porter à 4 GW la capacité installée d'Edison Renewables pour l'éolien et le photovoltaïque d'ici 2030. Par cette opération, Crédit Agricole Assurances, en ligne avec les engagements du groupe Crédit Agricole en faveur du climat, devient le partenaire financier à long terme d'Edison Renewables, reconnaissant la solidité du plan de développement de l'entreprise et partageant son engagement sur les enjeux de la décarbonation.
- Crédit Agricole Assurances et ENGIE ont annoncé le 11 novembre 2021 la conclusion d'un accord pour l'acquisition auprès du fonds canadien Alberta Investment Management Corporation, de 97,33% des parts d'Eolia Renewables, l'un des plus grands producteurs d'énergie renouvelable en Espagne. La transaction porte sur la propriété et l'exploitation de 899 MW d'actifs opérationnels (821 MW d'éolien terrestre et 78 MW de solaire photovoltaïque) et d'un portefeuille de 1,2 GW de projets renouvelables.
- Crédit Agricole Assurances, associé à CA Vita, sa filiale italienne d'assurance-vie, a annoncé l'acquisition de 30% du capital d'EF Solare auprès de F2i Sgr, le principal fonds d'infrastructure italien. Grâce à ce nouvel investissement, Crédit Agricole Assurances et CA Vita renforcent leur stratégie en faveur de la transition énergétique en Europe, et participent à l'ambition du groupe Crédit Agricole de se positionner d'ici 2022 comme leader européen dans les investissements responsables.

▶ Au plan de la solidarité :

- Un engagement en faveur de l'inclusion qui se poursuit, en ligne avec le Projet Sociétal du Groupe. En tant que bancassureur universel, Crédit Agricole Assurances intègre dans sa nouvelle gamme auto, une offre d'assurance inclusive, sans rogner sur la qualité des garanties essentielles, parce que chacun a le droit d'être bien protégé face aux aléas de la vie. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de

la mobilisation collective du groupe Crédit Agricole pour son Projet Sociétal, véritable plan programme qui s'articule autour de trois priorités : le climat, la cohésion sociale et les transitions agricole et agro-alimentaire.

- Crédit Agricole Assurances a participé au financement des Prêts Participatifs Relance à hauteur de 2,25 milliards d'euros. Ces prêts, distribués par les banques, dont les réseaux du Crédit Agricole, en permettant aux entreprises de financer leur développement en sortie de crise sanitaire, contribuent à soutenir les créations d'emplois et les investissements. Cet engagement vient compléter l'ensemble des mesures prises par le groupe Crédit Agricole pour accompagner ses clients professionnels dans cette période difficile.

▶ Au plan de la digitalisation :

- Dans le contexte de crise sanitaire et particulièrement lors des périodes de confinement, Crédit Agricole Assurances s'est mobilisé pour maintenir son accessibilité et la qualité de service qu'il doit à ses assurés, notamment à travers la simplification et la digitalisation de nombreux processus qui ont permis de faciliter la poursuite de l'activité et la continuité de service auprès des clients. En outre, depuis juin 2021, les clients des Caisses Régionales qui souhaitent adhérer à un contrat de garantie décès peuvent désormais répondre au questionnaire santé et signer leur proposition de contrat en ligne, à partir de leur espace client ; et les parcours devis et souscription en ligne Dommages ont été repensés dans une approche *mobile first* moderne afin de renforcer l'expérience client et être un acteur de référence du digital.
- L'application Crédit Agricole « Ma Santé » a permis la mise en place d'un dispositif d'accompagnement des assurés pendant la crise (actualités sur la Covid, consultations de médecin en ligne, soutien psychologique). Cette plateforme a, par ailleurs, poursuivi son développement en 2021 : 77 % des assurés sont inscrits sur la plateforme et 60 % de leurs factures sont transmises sous format dématérialisé. 90% des utilisateurs se déclarent satisfaits des démarches au sein de l'appli (envoi de factures, prise en charge, devis, ...).

▶ Au plan commercial :

- Crédit Agricole Assurances poursuit son développement sur le marché des entreprises avec une nouvelle gamme d'assurance dommages, et poursuit ainsi son ambition de créer un modèle unique de bancassurance des entreprises en lançant une offre complète en assurance dommages, orientée autour des besoins des PME-PMI et complétant sa gamme assurances collectives santé, prévoyance, retraite. Présent depuis 15 ans sur le marché de l'assurance des professionnels et fort de ses expertises, Crédit Agricole Assurances entend devenir l'assureur partenaire des entreprises en leur proposant une offre globale et des services personnalisés (prévention, assistance, télésurveillance, ...), grâce à des équipes dédiées à ce nouveau segment. Ce déploiement s'appuie sur le réseau bancaire du groupe Crédit Agricole pour conforter son modèle de bancassurance. Première banque des entreprises avec plus de 40 % des PME et ETI clientes des Caisses régionales et de LCL, le Groupe dispose d'un potentiel très significatif.
- Crédit Agricole Assurances a lancé en 2021 « Mon Assurance Décès », une offre unique de prévoyance décès adaptée à l'ensemble des marchés (particuliers, patrimoniaux, professionnels et agriculteurs). Parce qu'elle répond à un ensemble de besoins de protection des clients et de leur famille mais aussi de leur patrimoine, la prévoyance occupe une place centrale au sein du groupe Crédit Agricole.

▶ Au plan financier :

- A fin décembre 2021, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole Assurances atteint 1 531 millions d'euros, en progression de 24 % par rapport à fin 2020. En outre, le Groupe a poursuivi cette année la diversification de son modèle d'affaires à travers le développement de ses lignes prioritaires d'activité (la protection des biens et des personnes, et les unités de compte en assurance-vie). Crédit Agricole Assurances réalise un chiffre d'affaires de 36,5 milliards d'euros, en hausse de +24% par rapport à fin 2020.
- Crédit Agricole Assurances a poursuivi l'adaptation de sa politique commerciale, de son allocation d'actifs et de ses ressources financières aux exigences quantitatives de Solvabilité 2. Le ratio prudentiel du Groupe se situe au niveau toujours élevé de 245% à fin 2021.
- Crédit Agricole Assurances a réalisé avec succès le placement d'une émission d'un milliard d'euros d'obligations subordonnées (Subordinated Notes - les Obligations -) d'une maturité de 10 ans. Les Obligations portent intérêt au taux fixe annuel de 1,500% jusqu'à échéance en 2031, structurée afin que les obligations soient éligibles en capital Tier 2 sous Solvabilité II. Cette émission permet à Crédit Agricole Assurances d'optimiser et d'allonger le profil de maturité de ses dettes tout en profitant des conditions favorables des marchés pour rembourser par anticipation les instruments de dettes subordonnées souscrits par Crédit Agricole S.A. Elle s'inscrit ainsi dans la continuité de celles réalisées précédemment en 2014, 2015, 2018 et 2020, qui avaient permis à Crédit Agricole Assurances de financer notamment le remboursement anticipé de dettes subordonnées souscrites par le groupe Crédit Agricole. Au niveau du groupe Crédit Agricole, les objectifs de cette émission sont d'améliorer les ratios de solvabilité réglementaires et les ratios Standard & Poor's de Crédit Agricole S.A. Crédit Agricole Assurances est noté A-/perspective stable par Standard & Poor's. Les Obligations sont notées BBB par Standard & Poor's. Le règlement des obligations est réalisé le 6 octobre 2021.

▶ Au plan stratégique :

- A compter du 1er janvier 2022, Crédit Agricole Assurances et ses filiales a confié l'intégralité de leurs activités d'assistance en France à Europ Assistance qui devient l'assisteur partenaire des assureurs du groupe Crédit Agricole (Predica, Pacifica, CAMCA, La Médicale). Pour Crédit Agricole Assurances, l'objectif est d'élargir son offre de services, l'activité d'assistance s'inscrivant pleinement dans les ambitions du groupe Crédit Agricole avec notamment, l'accompagnement de ses clients dans tous leurs moments de vie.
- Crédit Agricole Assurances poursuit son développement vers les métiers plus créateurs de valeur. Ainsi, dans le contexte de taux historiquement bas de ces dernières années, le Groupe a renforcé sa stratégie de diversification de son mix-produit en accélérant le développement des activités d'assurance dommages et de protection des personnes, ainsi qu'en renforçant en 2021 sa politique de réorientation vers les unités de compte sur l'épargne et la retraite, tout en mettant en avant son devoir de conseil.
- En janvier 2021, la filiale espagnole d'assurance non-vie en joint-venture détenue à 50/50 avec le groupe bancaire espagnol Abanca, Abanca Seguros Generales, a lancé la commercialisation de ses premières offres dans les réseaux d'agences et digital d'Abanca, illustrant ainsi la stratégie du Groupe de développement du métier de l'assurance via des partenariats à l'international.

Le 1er février 2022, Crédit Agricole Assurances a signé un accord avec Generali pour la cession de La Médicale, filiale d'assurance des professionnels de santé de Crédit Agricole Assurances. Cette opération s'accompagne de la cession par Predica à Generali Vie du portefeuille de garanties décès commercialisé par La Médicale. La cession de La Médicale à Generali répond à la volonté de Crédit Agricole Assurances de se focaliser sur le développement de son modèle de bancassurance, vecteur de synergies significatives avec les autres entités du groupe Crédit Agricole. En tant que bancassureur universel et acteur majeur

de la santé, Crédit Agricole Assurances souhaite renforcer son offre en la matière auprès de l'ensemble de ses clients via les banques de proximité du Groupe. La réalisation de cette transaction reste soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

Perspectives

- Fin février 2022, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont débouché sur un conflit armé. L'ampleur et la durée de cette guerre, tout comme ses impacts économiques et financiers, sont évidemment difficiles à prévoir. Outre ses conséquences financières immédiates (aversion pour le risque, baisse des marchés d'actions, repli des taux des obligations les plus sûres dont Etats-Unis et Allemagne, hausse de la volatilité), le conflit russo-ukrainien s'est traduit par une hausse sensible des cours matières premières pour les productions desquelles les belligérants sont des acteurs majeurs¹². Dans un contexte d'incertitude très forte et d'érosion de la confiance, l'effet dépressif sur l'activité et l'augmentation des pressions inflationnistes déjà sensibles vont complexifier la tâche des banques centrales, tout particulièrement celle de la BCE.

A.1.4 Opérations et transactions au sein du groupe

A.1.4.1 Opérations et transactions au sein du groupe Crédit Agricole Assurances

Les principales transactions intragroupes réalisées au titre de l'exercice 2021 concernent essentiellement l'émission de dettes subordonnées entre Crédit Agricole Assurances et ses filiales.

A.1.4.2 Opérations et transactions au sein du groupe Crédit Agricole S.A.

Le financement de Crédit Agricole Assurances est effectué par le Groupe Crédit Agricole et sur le marché.

Au 31 décembre 2021, 0,8 milliards d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) et 0,6 milliards d'euros de titres subordonnés remboursables (TSR) étaient souscrits par le groupe Crédit Agricole (en normes IFRS).

Dans son portefeuille de placements, le groupe Crédit Agricole Assurances détient des titres émis par le groupe Crédit Agricole pour 16,0 milliards d'euros, dont 11,6 milliards d'euros d'actifs en représentation des contrats en unités de compte à fin 2021.

A.1.5 Renseignements sur le capital et l'actionnariat

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du nombre d'actions de Crédit Agricole Assurances et de leur détention au cours des trois dernières années :

| Actionnaires | 31/12/2021 | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Crédit Agricole S.A. | 149 040 366 | 149 040 366 | 149 040 361 |
| Autres | 1 | 1 | 6 |
| Total | 149 040 367 | 149 040 367 | 149 040 367 |

Au 31 décembre 2021, le capital social de Crédit Agricole Assurances S.A. se compose de 149 040 367 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 10 euros. Les actions de la société n'ont fait l'objet d'aucune offre au public et ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé. Au 31 décembre 2021, il n'y a aucune participation des salariés du groupe Crédit Agricole Assurances au capital social de Crédit Agricole Assurances S.A.

Distribution au titre de l'exercice 2021

Le Conseil d'Administration du 9 décembre 2021 a décidé du versement d'un acompte sur dividende en numéraire d'un montant de 634 911 963,42 euros, soit 4,26 euros par action.

Le Conseil d'Administration du 8 février 2022 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires du 3 mai 2022 un solde de dividendes de 746 692 238,67 euros, soit 5,01 euros par action. Le dividende global au titre de l'exercice 2021 s'élève donc à 1 381 604 202,09 euros, soit 9,27 euros par action.

¹² Pétrole, gaz, céréales en premier lieu mais aussi charbon, platine, aluminium, cuivre, nickel, argent, or, palladium.

A.2 PERFORMANCE ASSOCIÉE AUX PORTEFEUILLES DE CONTRATS

A fin décembre 2021, Crédit Agricole Assurances enregistre un chiffre d'affaires en normes IFRS de 36,5 milliards d'euros, réalisé à 81,6% en France. Les autres pays les plus significatifs dans lesquels Crédit Agricole Assurances exerce ses activités sont l'Italie, le Luxembourg et la Pologne.

L'année 2021 a été marquée par la reprise économique consécutive au contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 qui a eu pour conséquence de ralentir fortement l'activité 2020. A fin 2021, le chiffre d'affaires est en augmentation de 23,8%, ce qui s'explique à la fois par un effet de base favorable suite à une année 2020 au cours de laquelle la collecte avait été affectée par les effets de la crise sanitaire, mais aussi par la poursuite de la mise en œuvre de la politique de collecte initiée fin 2019 visant à réorienter l'activité d'épargne/retraite vers les unités de compte. Le chiffre d'affaires des activités de protection des biens poursuit sa progression, notamment sur l'assurance emprunteur, et celui des activités de protection des personnes reste quant à lui assez stable.

La part des unités de compte dans la collecte brute s'élève ainsi à 41,7 % en 2021 (normes françaises), en progression de 3,0 points sur un an. En outre, les encours en unités de compte progressent de 16,2% et représentent 26,8% des encours globaux à fin décembre 2021, soit une part des unités de compte en progression de 2,6 points sur un an.

A.2.1 Activité Vie

Crédit Agricole Assurances est le premier assureur-vie en France par les encours¹³, et le troisième sur les plans d'épargne retraite (PER) individuels¹⁴.

A fin 2021, les activités vie, essentiellement les métiers Epargne / Retraite, Prévoyance, du groupe Crédit Agricole Assurances représentent environ 85% de son chiffre d'affaires, principalement portées par les activités en France, en Italie et au Luxembourg.

La performance de souscription vie illustrée dans les tableaux ci-dessous, présentée en lignes d'activité selon le référentiel Solvabilité 2 et basée sur le périmètre prudentiel du groupe Crédit Agricole Assurances, ne comprend pas les produits financiers dont la performance sera développée dans la prochaine partie A.3 Performance associée aux activités de placement.

| | 31/12/2021 | | | | Total |
|---|--|---|---|------------|----------|
| | Assurance avec participation aux bénéfices | Engagements d'assurance indexés ou en unité de compte | Autres engagements de (ré)assurance vie | Autres LoB | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | |
| Primes émises brutes | 16 391 | 11 037 | 2 514 | 1 283 | 31 224 |
| Primes acquises brutes | 16 391 | 11 037 | 2 457 | 1 287 | 31 172 |
| Sinistres bruts | 16 622 | 4 299 | 636 | 706 | 22 264 |
| Variation des autres provisions techniques brutes | (7 236) | (11 996) | (24) | (437) | (19 692) |
| Dépenses engagées brutes (hors frais de gestion des placements) | 1 042 | 632 | 1 313 | 478 | 3 464 |

¹³ Source : L'Argus de l'assurance du 21 mai 2021, données à fin 2020

¹⁴ Source : L'Argus de l'assurance du 24 septembre 2021, données à fin 2020

| | 31/12/2020 | | | | |
|---|--|---|---|------------|---------|
| (en millions d'euros) | Assurance avec participation aux bénéfices | Engagements d'assurance indexés ou en unité de compte | Autres engagements de (ré)assurance vie | Autres LoB | Total |
| Primes émises brutes | 13 035 | 7 799 | 2 288 | 1 180 | 24 303 |
| Primes acquises brutes | 13 035 | 7 799 | 2 231 | 1 184 | 24 249 |
| Sinistres bruts | 16 324 | 3 085 | 598 | 628 | 20 635 |
| Variation des autres provisions techniques brutes | 2 527 | (5 382) | (46) | (197) | (3 099) |
| Dépenses engagées brutes (hors frais de gestion des placements) | 1 064 | 526 | 1 163 | 443 | 3 197 |

A fin 2021, le chiffre d'affaires vie de Crédit Agricole Assurances s'élève à 31 224 millions d'euros, en hausse de 28,5% par rapport à fin 2020, principalement en raison de la hausse des engagements d'assurance en unités de compte. Cette évolution s'explique par le contexte de rebond des marchés financiers en 2021, ainsi que par la mise en œuvre d'une nouvelle politique de collecte initiée fin 2019 visant à réorienter l'activité d'épargne/retraite vers les unités de compte.

Les contrats en unités de compte enregistrent ainsi une hausse de 41,5% par rapport à fin 2020 représentant désormais 35% des primes émises vie pour un montant de 11 037 millions d'euros.

Les contrats d'assurance avec participation aux bénéfices enregistrent une hausse de 26% par rapport à fin 2020 et représentent désormais 52% des primes émises vie pour un montant de 16 391 millions d'euros.

D'autre part, les activités de Prévoyance au travers des produits tels que les garanties arrêt de travail (incapacité, invalidité) et décès mais également les produits obsèques et dépendance, constituent l'essentiel des autres engagements d'assurance vie et représentent environ 8% du chiffre d'affaires vie à fin 2021 du groupe Crédit Agricole Assurances, soit 2 514 millions d'euros.

La charge de prestations liée aux sinistres est constituée principalement de la participation aux bénéfices distribuée aux assurés et de la dotation de la provision pour participation aux excédents.

A fin 2021, la provision pour participation aux excédents¹⁵ s'élève à 13,1 milliards d'euros, en dotation de 1,6 milliard d'euros par rapport à fin 2020.

A.2.2 Activité Non-Vie

Crédit Agricole Assurances est le premier bancassureur automobile, habitation et santé en France¹⁶ et le cinquième assureur de biens et de responsabilités en France¹⁷.

L'analyse de la performance de souscription non-vie, illustrée dans les tableaux ci-dessous, présentée en lignes d'activité selon le référentiel Solvabilité 2 est basée sur le périmètre prudentiel du groupe Crédit Agricole Assurances et met en évidence la grande diversité des métiers dommages :

| | 31/12/2021 | | | | | | | | |
|---|----------------|------------------------|---|---|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|------------|-------|
| (en millions d'euros) | Frais médicaux | Protection des revenus | Responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés | Domage lié à l'usage de véhicules motorisés | Incendie et autres dommages aux biens | Responsabilité civile | Pertes pécuniaires diverses | Autres LoB | Total |
| Primes émises brutes | 858 | 599 | 519 | 876 | 1 626 | 235 | 390 | 222 | 5 323 |
| Primes acquises brutes | 843 | 593 | 511 | 857 | 1 572 | 229 | 405 | 213 | 5 223 |
| Sinistres bruts | 663 | 307 | 496 | 521 | 964 | 193 | 132 | 74 | 3 351 |
| Variation des autres provisions techniques brutes | - | 1 | 14 | - | 2 | (3) | (4) | - | 9 |
| Dépenses engagées brutes (hors frais de gestion des placements) | 164 | 227 | 122 | 222 | 462 | 72 | 165 | 105 | 1 539 |

¹⁵ Périmètre Vie France (Predica et Spirica)

¹⁶ Source : L'Argus de l'assurance du 21 avril 2021, données à fin 2020

¹⁷ Source : L'Argus de l'assurance du 17 décembre 2021, données à fin 2020

| | 31/12/2020 | | | | | | | | |
|---|----------------|------------------------|---|--|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|------------|--------------|
| | Frais médicaux | Protection des revenus | Responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés | Dommage lié à l'usage de véhicules motorisés | Incendie et autres dommages aux biens | Responsabilité civile | Pertes pécuniaires diverses | Autres LoB | Total |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | | |
| Primes émises brutes | 847 | 587 | 643 | 844 | 1 542 | 231 | 242 | 203 | 5 139 |
| Primes acquises brutes | 823 | 572 | 629 | 817 | 1 481 | 211 | 244 | 193 | 4 969 |
| Sinistres bruts | 601 | 317 | 594 | 474 | 1 018 | 172 | 46 | 68 | 3 291 |
| Variation des autres provisions techniques brutes | - | (1) | (7) | - | 12 | (3) | - | - | 1 |
| Dépenses engagées brutes (hors frais de gestion des placements) | 154 | 225 | 270 | 177 | 344 | 76 | 116 | 88 | 1 450 |

A fin 2021, le chiffre d'affaires non-vie de Crédit Agricole Assurances s'élève à 5 323 millions d'euros, en hausse de 3,6% par rapport à fin 2020. Il est pour l'essentiel réalisé en France. Cette hausse s'explique essentiellement par une forte hausse sur le segment Pertes Pécuniaires de 61% et malgré une forte baisse de 19% sur le segment Responsabilité Civile relative à l'usage de véhicules motorisés. Ces derniers représentent respectivement 7% et 10% du total du chiffre d'affaires non-vie à fin 2021.

Les primes émises pour la ligne d'activité Incendie et autres dommages aux biens représentent 31% du total des primes émises non-vie, soit 1 626 millions d'euros. Leur croissance de 5,4% par rapport à fin 2020 s'explique principalement par le dynamisme de l'activité commerciale des produits Multirisque Habitation.

Les primes émises en Dommages lié à l'usage de véhicules motorisés représentent 16% du total des primes, soit 876 millions d'euros, en hausse de 3,8%, tiré par le dynamisme de l'activité commerciale des produits Automobile.

A fin 2021, le chiffre d'affaires des activités santé atteint 858 millions d'euros, en progression de 1,3% par rapport à fin 2020, portée par le dynamisme de l'activité commerciale des produits santé individuelle.

Le ratio combiné en France, où le groupe Crédit Agricole Assurances réalise l'essentiel de son activité, reste bien maîtrisé à 96,4%¹⁸.

¹⁸ Ratio (Sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance, périmètre Pacifica.

A.3 PERFORMANCE ASSOCIÉE AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENTS

Après une année 2020 marquée par une crise économique inédite et bien que l'épidémie de Covid-19 ait de nouveau dominé l'actualité de l'année, 2021 a signé le retour de la croissance économique. Les progrès de la vaccination ont permis une normalisation graduelle de l'activité, quoiqu'à des rythmes très variables suivant les pays, et non sans épisodes temporaires de nouvelles restrictions liées à la pandémie. L'effet cumulé du rétablissement de la demande et d'une offre perturbée a porté, presque partout, l'inflation à des niveaux très élevés. En fin d'année, les grandes banques centrales des économies avancées ont annoncé un allègement progressif de leurs mesures de soutien, celles des économies émergentes ayant déjà durci leurs politiques monétaires.

Sur le plan économique, en Europe, après un premier trimestre sévèrement impacté l'épidémie et ses conséquences, un redressement très net du climat économique s'est opéré grâce à la réouverture de nombreux secteurs, rendus possibles notamment grâce aux progrès de la vaccination. En fin d'année, la remontée des contaminations et les incertitudes liées au variant Omicron ont finalement entraîné un nouveau ralentissement de l'activité. Les perturbations des chaînes industrielles mondiales, la forte hausse des prix de l'énergie, des effets de base et la forte demande générée par la réouverture de l'économie ont généré une très forte hausse de l'inflation dans l'ensemble de la zone. Le marché du travail s'est également amélioré malgré l'allègement des dispositifs de soutien. Dans ce contexte, la BCE, qui a maintenu une attitude très accommodante, a annoncé en fin d'année l'ajustement, de son arsenal monétaire en 2022.

L'économie américaine a également connu en 2021 une très forte reprise, suivant toutefois une trajectoire irrégulière, face à l'évolution des contaminations au Covid-19. L'année a été marquée par d'importantes difficultés d'approvisionnement en produits intermédiaires, du fait des perturbations et goulets d'étranglement dans les chaînes industrielles mondiales, générant des tensions sur les prix. Le marché du travail a continué de se redresser, tandis que le climat des affaires est resté porteur. La Réserve fédérale, après avoir maintenu une attitude accommodante, a annoncé en fin d'année la réduction progressive de ses achats d'actifs.

Dans les pays émergents, les gouvernements ont multiplié les mesures de soutien, l'amélioration de la conjoncture dans les économies avancées générant des retombées positives. L'inflation a fortement accéléré au second semestre du fait d'une demande domestique robuste et des perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement. Les banques centrales n'ont pas eu d'autre choix que d'augmenter rapidement leurs taux directeurs, contrairement à leurs homologues des pays avancés. En Chine, la priorité a été donnée à des objectifs davantage structurels que conjoncturels, via le durcissement de la réglementation de plusieurs secteurs, afin notamment d'augmenter la part des travailleurs dans le partage du revenu national et de contenir la hausse des inégalités sociales.

L'apparition de nouveaux variants et les problématiques liées à l'inflation auront induit quelques moments de volatilité au sein d'une tendance très porteuse pour les marchés actions en 2021. À noter toutefois, une divergence marquée entre les indices des pays développés et les marchés émergents, qui ont notamment souffert de la hausse du dollar, des annonces d'un moindre soutien de l'économie chinoise et de son durcissement réglementaire sans précédent. **Sur les marchés obligataires, l'année 2021 a été marquée par une forte hausse des taux souverains.** Les investisseurs, puis les banquiers centraux, ont fortement revu à la hausse leurs anticipations de hausse des taux face aux pressions inflationnistes et à la forte reprise de l'activité économique.

| | 31/12/2021 | Plus haut 2021 | Plus bas 2021 | 31/12/2020 | Variation 2021 rapportée 12/2020 |
|----------------------------|--------------|-------------------|------------------|---------------|-------------------------------------|
| Taux | | | | | |
| T Bill 10 ans | 1,51% | 1,74% | 0,91% | 0,91% | +60bp |
| EUR CMS 2 ans | -0,30% | -0,22% | -0,55% | -0,52% | +22bp |
| EUR CMS 10 ans | 0,30% | 0,32% | -0,29% | -0,26% | +56bp |
| OAT 10 ans (TEC 10) | 0,19% | 0,26% | -0,37% | -0,34% | +53bp |
| Spread Corporate BBB 7 ans | 0,65% | 0,76% | 0,62% | 0,85% | -20bp |
| Actions | | | | | |
| S&P 500 | 4 766 | 4 793 | 3 701 | 3 756 | +26,9% |
| EuroStoxx 50 | 4 298 | 4 401 | 3 481 | 3 553 | +21% |
| CAC 40 | 7 153 | 7 181 | 5 399 | 5 551 | +28,9% |
| Nikkēi | 28 792 | 30 670 | 27 013 | 27 444 | +4,9% |
| EUR/USD | 1,14 | 1,233 | 1,120 | 1,23 | -6,9% |
| Pétrole (Brent en USD) | 77,8 | 86,40 | 51,09 | 51,8 | +50,2% |

A fin décembre 2021, les produits financiers générés par les investissements des activités d'assurance de Crédit Agricole Assurances s'élèvent à 14 890 millions d'euros, en hausse de 7 229 millions d'euros par rapport à fin 2020. Cette évolution s'explique principalement par la variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat (en grande partie celle des actifs représentatifs de contrats en unités de compte) qui bénéficie de l'euphorie boursière qui a contaminé presque tous les grands indices mondiaux en 2021.

Le tableau ci-dessous illustre les produits des placements nets de charges (y compris dividendes) tels que comptabilisés dans les états financiers consolidés IFRS pour l'année 2021 et l'année 2020:

| (en millions d'euros) | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|---------------|----------------|
| Produits des placements | 6 957 | 7 154 |
| Dividendes | 769 | 722 |
| Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat | 764 | 717 |
| Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables | 5 | 5 |
| Produits d'intérêts | 5 482 | 5 882 |
| Produits d'intérêts sur les actifs financiers au coût amorti | 199 | 239 |
| Produits d'intérêts sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 4 297 | 4 537 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | 227 | 132 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 759 | 974 |
| Autres produits des placements | 706 | 550 |
| Charges des placements | (460) | (587) |
| Charges d'intérêts | (54) | (21) |
| Charges d'intérêts sur les passifs financiers au coût amorti | - | - |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | - | - |
| Autres intérêts et charges assimilées | (54) | (21) |
| Charges de commissions | (266) | (385) |
| Autres charges des placements | (140) | (181) |
| Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement | (178) | 426 |
| Plus et moins-values de cession nettes sur actifs financiers au coût amorti | - | - |
| Gains résultant de la cession d'actifs financiers au coût amorti | - | - |
| Pertes résultant de la cession d'actifs financiers au coût amorti | - | - |
| Plus et moins-values de cession nettes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | (178) | 426 |
| Plus et moins-values de cession nettes sur instruments de couverture | - | - |
| Plus et moins-values de cession nettes sur immeubles de placement | - | - |
| Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat | 10 115 | (1 778) |
| Variation de juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction | - | - |
| Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres | 1 986 | (2 902) |
| Variation de juste valeur des instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI | 2 208 | (185) |
| Variation de juste valeur des actifs représentatifs de contrats en unités de compte | 5 658 | 976 |
| Variation de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | - | - |
| Variation de juste valeur des instruments dérivés de transaction | 263 | 333 |
| Résultat de la comptabilité de couverture | - | - |
| Variation des dépréciations sur placements | (52) | 27 |
| Variation des dépréciations sur actifs sains (Stage 1 et Stage 2) | (50) | 28 |
| Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | (34) | 36 |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | (33) | 35 |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | (1) | 1 |
| Engagements | - | - |
| Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie | (16) | (8) |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | (16) | (8) |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | - | - |
| Engagements | - | - |
| Variation des dépréciations sur actifs dépréciés (Stage 3) | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | - |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | - | - |
| Engagements | - | - |

| | | |
|---|----------------|--------------|
| Variations des dépréciations sur immeubles de placement | (2) | (1) |
| Variations des dépréciations sur autres actifs | - | - |
| Montant reclassé en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres en application de l'approche par superposition | (1 492) | 2 419 |
| TOTAL PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES | 14 890 | 7 661 |

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole Assurances détient au 31 décembre 2021 des actifs titrisés à hauteur de 0,3 milliard d'euros (en direct et au travers d'Opc dédiés) dont 63% de titres investment grade.

Le tableau ci-dessous illustre les gains et les pertes comptabilisés en capitaux propres, tels qu'ils figurent dans les états financiers consolidés IFRS pour l'année 2021:

| <i>(in millions of euros)</i> | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|--------------|
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | (1) | - |
| Ecart de réévaluation de la période | - | - |
| Transferts en résultat | - | - |
| Autres variations | (1) | - |
| Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | (1 518) | 473 |
| Ecart de réévaluation de la période | (9 418) | 3 550 |
| Transferts en résultat | 183 | (409) |
| Autres variations | 44 | (45) |
| Variation de participation aux bénéfices différée de la période | 7 673 | (2 623) |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | (115) | (34) |
| Ecart de réévaluation de la période | (683) | (203) |
| Transferts en résultat | - | - |
| Autres variations | - | - |
| Variation de participation aux bénéfices différée de la période | 568 | 169 |
| Reclassement des gains et pertes sur actifs financiers lié à l'approche par superposition | 169 | (197) |
| Ecart de réévaluation de la période | 1 492 | (2 419) |
| Transferts en résultat | - | - |
| Autres variations | (4) | (1) |
| Variation de participation aux bénéfices différée de la période | (1 319) | 2 223 |
| Gains et pertes avant impôts comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence | (1 467) | 242 |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence | - | - |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence | 444 | (212) |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées | (1) | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | (1 024) | 30 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | 2 | (2) |
| Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables | (29) | 33 |
| Ecart de réévaluation de la période | (2) | 33 |
| Transferts en réserves | (27) | - |
| Autres variations | - | - |
| Variation de participation aux bénéfices différée de la période | - | - |

| | | |
|---|----------------|-----------|
| Gains et pertes avant impôts comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence | (27) | 31 |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence | 23 | 3 |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence | 5 | (9) |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence | (14) | (2) |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées | - | - |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | (13) | 23 |
| GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | (1 037) | 52 |
| Dont part du Groupe | (1 037) | 53 |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | - | (1) |

A.4 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

L'essentiel des autres produits et charges est composé par l'impôt et par les charges financières liées aux titres de dettes subordonnées.

B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

Le groupe Crédit Agricole Assurances s'est muni d'un système de gouvernance en adéquation avec ses différents métiers et ses modalités de pilotage. Ce système de gouvernance contribue activement à la réalisation des objectifs stratégiques du groupe Crédit Agricole Assurances tout en garantissant une gestion saine et prudente de ses risques compte tenu de leur nature, de leur ampleur et de leur complexité.

B.1 INFORMATION GÉNÉRALE SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

L'organisation générale de Crédit Agricole Assurances, société tête de groupe d'assurance est articulée autour :

- ▶ d'un Conseil d'Administration avec ses comités spécialisés (Comité d'Audit et des Comptes et Comité Stratégique IT et Processus Client) ;
- ▶ d'une Direction Générale avec notamment ses dirigeants effectifs ;
- ▶ d'un fonctionnement hiérarchique ;
- ▶ et d'un fonctionnement transverse assuré par des comités.

Pour chacune des entités du groupe Crédit Agricole Assurances, l'appartenance au groupe Crédit Agricole S.A. se traduit par un fonctionnement sous forme de lignes métier. Le rattachement est hiérarchique dans le cas de la fonction Contrôle Périodique, Contrôle Permanent et Risques, Juridique et Conformité et fonctionnel dans le cas de la fonction Finances, de la Direction Communication et de la Direction des Ressources Humaines. Les responsables de ces sujets effectuent un double reporting, d'une part à la direction de l'entité du groupe Crédit Agricole Assurances dont ils dépendent, d'autre part au responsable de la ligne métier Groupe.

Certaines fonctions sont par ailleurs mutualisées pour plusieurs entités du groupe Crédit Agricole Assurances, comme notamment celles des Investissements, de la Communication Corporate, de la Communication Clients, de l'Audit, des Ressources Humaines et de la fonction Achats.

B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance

B.1.1.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances, société tête de groupe d'assurance, est composé au 31 décembre 2021 de neuf administrateurs et d'un censeur.

Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation de son Président, aussi souvent que les intérêts de la Société le nécessitent et, conformément à son règlement intérieur, au moins quatre fois par an. En général Il se réunit six fois par an.

Le Conseil d'Administration exerce les missions qui lui sont dévolues par la loi et les Statuts de la Société. Il agit en toute circonstance dans l'intérêt social de l'entreprise. Il s'attache à promouvoir la création de valeur par l'entreprise à long terme en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de ses activités. Il détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Dans la limite de ses pouvoirs, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il propose, le cas échéant, toute évolution statutaire qu'il estime opportune. Il définit la stratégie ainsi que les politiques générales de la Société. Il approuve, le cas échéant, sur proposition du Directeur Général, les moyens, structures et plans destinés à mettre en oeuvre la stratégie et les politiques générales qu'il a définies. Il se prononce sur toutes les questions liées à l'administration de la Société qui lui sont soumises par le Président et le Directeur Général. Il délibère sur toutes les opérations de la Société relevant de sa compétence exclusive. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Il établit et approuve notamment les différents rapports exigés par la loi. Il valide également les politiques applicables au groupe Crédit Agricole Assurances. Le Conseil peut procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires.

Le Conseil assume au niveau du Groupe la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires adoptées en vertu de la directive Solvabilité 2. Il veille à ce qu'une évaluation interne des risques et de la solvabilité soit menée au niveau du Groupe.

Il est également responsable de l'efficacité du système de gouvernance des risques en fixant l'appétence au risque et les limites de tolérance au risque en approuvant les politiques principales de gestion des risques du Groupe.

A ce titre, il fixe et approuve l'organisation générale du Groupe, son système de gouvernance et de gestion des risques ainsi que son dispositif de contrôle interne. Il s'assure qu'ils sont adaptés à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques des opérations et les contrôle à intervalle régulier afin qu'ils garantissent une gestion saine et prudente de l'activité. Il est ainsi impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus par le Groupe, dans la fixation des limites dont il est régulièrement informé de leur respect.

Il s'assure que le système de gouvernance des risques mis en place au niveau du Groupe exerce une gestion intégrée, cohérente et efficace.

Le Conseil est en lien avec la Direction Générale et les responsables des fonctions clés.

Le Conseil entend directement les responsables des fonctions clés au moins une fois par an afin de prendre connaissance de leurs bilan et plan annuels et chaque fois que ceux-ci souhaitent l'informer d'un événement de nature à le justifier. Les



responsables des fonctions clés participent par ailleurs à chaque réunion du Comité d'Audit et des Comptes qui rend compte de ses travaux au Conseil.

B.1.1.2 Comités sous la responsabilité du Conseil d'Administration

Comité d'Audit et des Comptes

Il est composé de quatre administrateurs. Assistent également aux réunions le Censeur, les Commissaires aux comptes et toute personne en charge ou habilitée à reporter les questions relatives aux contrôles des risques, travaux d'audit, finances et comptabilité. Conformément au règlement intérieur, participent à ce Comité des représentants de la Direction des Finances, du Secrétariat Général, ainsi que les quatre responsables des fonctions clés.

Le Comité se réunit a minima deux fois par an (en général le Comité d'Audit tient six réunions dans l'année) sur l'initiative de son Président ou à la demande du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général. Le Comité rend compte de ses travaux à la prochaine réunion du Conseil d'Administration et informe ce dernier sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le Comité d'Audit et des Comptes assure le suivi du processus d'élaboration de l'information comptable et financière en s'interrogeant sur la traduction des événements marquants ayant une incidence sur les comptes. Il est chargé également de suivre la réalisation par les Commissaires aux comptes de leur mission et d'assurer le suivi de l'indépendance de ces derniers.

Le Comité d'Audit et des Comptes a pour mission également d'examiner l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques (veille au traitement adéquat des opérations significatives, des risques majeurs, à la cohérence de l'ensemble, etc.). Il examine notamment le plan d'audit interne du groupe Crédit Agricole Assurances.

Plus généralement, le Comité d'Audit et des Comptes suit tout dossier stratégique à la demande de la Direction générale ou du Président du Comité d'Audit et des Comptes ou du Président du Conseil d'Administration pouvant avoir un impact majeur sur la situation financière du groupe Crédit Agricole Assurances.

Comité Stratégique IT & Processus Clients Groupe Crédit Agricole Assurances

Le Comité Stratégique IT & Processus Clients Groupe Crédit Agricole Assurances a été créé par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2017. Il est composé de trois membres désignés par le Conseil d'Administration. Participent également au Comité Stratégique IT & Processus Clients des invités permanents qui sont notamment les présidents des Comités spécialisés IT & Processus clients vie et non vie France, des représentants internes de Crédit Agricole Assurances Solutions ainsi que des Directeurs bancaires et Assurances distributeurs.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an. L'ordre du jour est établi par le Président du Comité. Un compte rendu des réunions de ce Comité sera présenté par son Président au Conseil d'Administration suivant.

Ce Comité a pour mission de définir les orientations stratégiques IT et processus clients et ainsi garantir la cohérence du Groupe Crédit Agricole Assurances dans ces domaines.

Comités exceptionnels

Le Conseil peut décider la création de comités chargés d'étudier des questions spécifiques de sa compétence. Ces comités exercent leur activité sous sa responsabilité.

Depuis 2013, l'exercice des fonctions du Comité des Rémunérations de Crédit Agricole Assurances a été transféré au Comité des Rémunérations de Crédit Agricole S.A.

Direction Générale

En application des dispositions légales, les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées au sein de Crédit Agricole Assurances.

Sous réserve des pouvoirs que la loi (ou le règlement intérieur, le cas échéant) attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, la Direction Générale est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de son objet social.

La Direction Générale fixe les modalités opérationnelles de mise en œuvre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances et rend compte à ce dernier de son action. Elle supervise, pilote, le fonctionnement du système de gouvernance des risques mis en place au sein du Groupe. Elle propose au Conseil les orientations stratégiques et établit les politiques que le Conseil approuve pour Crédit Agricole Assurances. Elle fixe des procédures décisionnelles efficaces, une structure organisationnelle qui indique clairement les lignes de *reporting*, assigne les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et attribue les moyens adéquats.

Elle est directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne et s'assure notamment que les stratégies et les limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées pour le Groupe. Elle veille à ce que les principales informations relatives aux entités et au Groupe soient régulièrement reportées et correctement documentées, les principaux dysfonctionnements identifiés et les mesures correctrices mises en œuvre. Elle interagit de manière appropriée avec les comités mis en place au sein de l'entreprise et notamment les responsables des fonctions clés.

Le 6 novembre 2019, le Conseil d'Administration a nommé Philippe DUMONT Directeur Général, dirigeant effectif à compter du 1^{er} janvier 2020.



B.1.1.3 Dirigeants effectifs

Jusqu'au 1er octobre 2021, Crédit Agricole Assurances compte trois dirigeants effectifs, Philippe DUMONT, Directeur Général, Henri LE BIHAN Directeur Général Adjoint et Thierry LANGRENEY, Directeur Général Adjoint.

Thierry LANGRENEY ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Conseil a nommé le 21 décembre 2021, en remplacement de Thierry LANGRENEY un nouveau dirigeant effectif : Guillaume ORECKIN, Directeur Général Adjoint à effet du 17 janvier 2022.

B.1.1.4 Comités sous la responsabilité de la Direction générale

La comitologie du groupe Crédit Agricole Assurances est structurée autour :

- ▶ d'un Comité de Direction Générale groupe Crédit Agricole Assurances,
- ▶ d'un Comité Exécutif groupe CAA qui se tient en alternance avec le Comité de Direction groupe Crédit Agricole Assurances,
- ▶ de Comités stratégiques thématiques du groupe Crédit Agricole Assurances.

B.1.1.5 Fonctions clés

Quatre fonctions clés ont été mises en place au sein du groupe Crédit Agricole Assurances et pour chacune de ses entités :

- une Fonction Gestion des Risques ;
- une Fonction Actuarielle ;
- une Fonction Conformité ;
- une Fonction Audit Interne.

Ces fonctions clés éclairent et assistent la Direction Générale et le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances dans l'animation du système de gouvernance. Elles disposent de l'autorité et de l'indépendance nécessaires à la bonne réalisation de leurs missions.

Fonction Gestion des Risques

La Fonction Gestion des Risques est organisée selon les principes de la Ligne Métier Risques du groupe Crédit Agricole S.A. et les exigences découlant de la Directive Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction

La Fonction Gestion des Risques vise à répondre au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances aux enjeux suivants:

- ▶ disposer d'un cadre de risques incluant notamment une stratégie risques groupe Crédit Agricole Assurances, articulée avec le cadre d'appétence aux risques validé par le Conseil d'Administration ;
- ▶ mettre en place et animer un dispositif de maîtrise des risques (détection, mesure, alertes, contrôles, déclaration des risques et suivi des plans d'actions) ;
- ▶ veiller à la cohérence de sa déclinaison dans les filiales ;
- ▶ répondre aux besoins de pilotage et de communication ;
- ▶ rendre compte à la gouvernance de l'exposition aux risques et des éléments de maîtrise.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La Fonction Gestion des Risques du groupe Crédit Agricole Assurances est placée sous la responsabilité du Responsable de la Fonction de Gestion des Risques du groupe Crédit Agricole Assurances (RFGR Groupe). Ce dernier est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Risques du groupe de Crédit Agricole S.A. et fonctionnellement au Directeur Général de Crédit Agricole Assurances.

Le RFGR Groupe s'appuie sur les Responsables de la fonction de Gestion des Risques des entités du groupe Crédit Agricole Assurances, qui, de la même manière, sont soumis à un double rattachement (RFGR du Groupe fonctionnellement au Directeur Général de l'entité).

La Fonction Gestion des Risques du groupe Crédit Agricole Assurances assure de plus un rôle transverse au groupe sur les domaines de risque nécessitant une expertise technique spécifique. La Fonction Gestion des Risques du groupe Crédit Agricole Assurances s'appuie également sur la contribution des autres fonctions clés et sur les dispositifs de contrôle interne du Groupe et des entités.

Fonction Actuarielle

Rôles et responsabilités de la fonction

La Fonction Actuarielle vise à répondre au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances aux enjeux suivants :

- ▶ mettre en œuvre un dispositif Groupe destiné à assurer une coordination et une homogénéité des pratiques actuarielles et des travaux de chaque Fonction Actuarielle au sein des entités ;
- ▶ assurer la fiabilité et le caractère adéquat des provisions techniques prudentielles consolidées ;
- ▶ émettre un avis sur la politique de souscription et sur les dispositions prises en matière de réassurance, en s'assurant notamment que les entités définissent et mettent en œuvre des politiques appropriées, et en s'appuyant sur les travaux des fonctions Actuariales de chaque entité ;

- ▶ formaliser l'ensemble de ses travaux et de ses conclusions dans un rapport annuel pour présentation au Comité d'audit et des Comptes ainsi qu'au Conseil d'Administration.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La Fonction Actuarielle est assurée par le Directeur de la Fonction Actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances, elle est rattachée au Directeur Général du groupe Crédit Agricole Assurances.

La Fonction Actuarielle Groupe s'appuie sur le principe de subsidiarité. Chaque filiale met en place une Fonction Actuarielle proportionnée à son activité. La Fonction Actuarielle de chaque entité, distincte des fonctions opérationnelles en respect du principe de séparation des tâches, a pour principales missions :

- ▶ de coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ d'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ d'émettre un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- ▶ de contribuer au système de gestion des risques en particulier concernant la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital et de l'ORSA.

Les fonctions Actuarielles des entités échangent avec la Fonction Actuarielle Groupe sur la conduite de leurs missions et sur la mise en œuvre des revues et des missions relatives à la Fonction Actuarielle.

Fonction de vérification de la Conformité

Les principes d'organisation de la Fonction Conformité du groupe Crédit Agricole Assurances s'inscrivent dans ceux de la ligne métier Conformité du groupe Crédit Agricole S.A. et les exigences découlant de Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction

La Fonction Conformité vise à répondre au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances aux enjeux suivants :

- ▶ prémunir le Groupe contre les risques de non-conformité aux lois et aux règlements applicables à ses activités incluant également les domaines relevant de la conformité tels que définis par la Ligne Métier du groupe Crédit Agricole ;
- ▶ obtenir une vision des risques de non-conformité sur le périmètre groupe Crédit Agricole Assurances notamment par la supervision des filiales et la déclinaison de règles communes au sein du groupe Crédit Agricole Assurances ;
- ▶ déployer des dispositifs concourant à la maîtrise des risques de non-conformité et assurer la communication associée à ses missions auprès de la gouvernance.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

L'organisation de la Fonction Conformité du groupe Crédit Agricole Assurances s'appuie sur :

- ▶ Le responsable Fonction clé Conformité, fonction exercée :
 - pour le groupe Crédit Agricole Assurances par le Secrétaire Général de Crédit Agricole Assurances rattaché au Directeur Général de Crédit Agricole Assurances ;
 - pour les compagnies françaises par le Responsable Conformité groupe Crédit Agricole Assurances ;
- ▶ Le Responsable Conformité groupe Crédit Agricole Assurances, rattaché fonctionnellement au Secrétaire Général de Crédit Agricole Assurances et hiérarchiquement au Directeur de la Conformité du groupe Crédit Agricole ; il est en charge du pilotage de la Ligne Métier Conformité Assurances, déclinée en mode hiérarchique en France comme à l'étranger, sauf incompatibilité avec les règles locales ;
- ▶ Les responsables des Fonctions Conformité de chaque filiale et de la holding et leurs équipes.

La Fonction Conformité peut également solliciter les métiers et d'autres fonctions support, notamment la Fonction Juridique.

Fonction Audit Interne

Rôles et responsabilités de la fonction

La Direction de l'Audit des Assurances (DAA) mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, portant sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidé du groupe Crédit Agricole Assurances, incluant ses prestataires de service essentiels. Elle s'appuie en premier niveau sur les travaux menés par les unités d'audit dédiées en Italie, en Pologne, au Japon et en Espagne. Ses missions ont pour objet de s'assurer :

- ▶ de la correcte mesure et maîtrise des risques ;
- ▶ de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôle ;
- ▶ de la conformité des opérations et du respect des procédures ;



- ▶ de la correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées ;
- ▶ d'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement.

Ces missions permettent de fournir une opinion professionnelle et indépendante sur le fonctionnement et le contrôle interne du Groupe et de ses entités aux Directions Générales et Conseils d'Administration du Groupe et de ses filiales.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La Fonction Audit interne est incarnée, au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales françaises par le Directeur de l'Audit du groupe Crédit Agricole Assurances. Par ailleurs, afin de garantir son indépendance, le Directeur de l'Audit du groupe Crédit Agricole Assurances bénéficie d'un rattachement hiérarchique à la Ligne Métier Audit Inspection du Crédit Agricole et fonctionnel au Directeur Général du groupe Crédit Agricole Assurances. Ce dernier veille en particulier à ce que les moyens nécessaires lui soient alloués pour l'accomplissement de ses missions.

B.1.2 Changements importants au sein de la gouvernance survenus au cours de la période de référence

Conseil d'Administration :

Au cours de l'exercice 2021, aucun mouvement sur la composition du Conseil n'a été opéré.

Direction effective :

Jusqu'au 1er octobre 2021, Crédit Agricole Assurances compte trois dirigeants effectifs, Philippe DUMONT, Directeur Général, Henri LE BIHAN Directeur Général Adjoint et Thierry LANGRENEY, Directeur Général Adjoint.

Thierry LANGRENEY ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Conseil a nommé le 21 décembre 2021, en remplacement de Thierry LANGRENEY un nouveau dirigeant effectif : Guillaume ORECKIN, Directeur Général Adjoint à effet du 17 janvier 2022.

Responsables de fonctions clés :

Au cours de l'exercice 2021, David GRIMAL responsable de la Fonction Actuarielle a été nommé pour remplacer à partir du 15 septembre 2021 Yannick APPERT RAULLIN.

B.1.3 Informations relatives à la politique de rémunération

Crédit Agricole Assurances s'est doté d'une politique de rémunération alignée avec celle du groupe Crédit Agricole et adaptée à sa structure interne. Le groupe Crédit Agricole Assurances s'est ainsi muni de pratiques de rémunération responsables qui le préserve de toute prise de risque excessive par ses dirigeants et salariés dans le respect de l'ensemble des parties prenantes : collaborateurs, clients et actionnaires.

B.1.3.1 Présentation générale et principales composantes de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale

Conseil d'Administration

Rémunération

L'enveloppe globale des jetons de présence est fixée chaque année par l'Assemblée Générale et répartie entre chaque administrateur et censeur par décision du Conseil d'Administration. Un montant fixe, décidé par le Conseil, est ainsi alloué à chaque administrateur et censeur présent à une séance du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et des Comptes, Comité IT et Processus Client et de tout comité d'étude exceptionnel (comme notamment le Comité de Sélection d'un Nouvel Administrateur Indépendant).

Informations sur les dispositifs ouvrant droits à des composantes variables de la rémunération.

Les mandataires sociaux de Crédit Agricole Assurances ne détiennent aucune option d'achat, de souscription ou d'attribution gratuite d'actions. Crédit Agricole Assurances n'ayant pas de titres de capital admis aux négociations, mais seulement des titres de créances, de tels éléments de rémunération en actions Crédit Agricole Assurances ne sont donc pas attribués.

Dirigeants mandataires sociaux

Le mandat du Directeur général de Crédit Agricole Assurances est effectué à titre gratuit. En effet, sa rémunération est assurée par Crédit Agricole S.A. en respect des dispositions applicables au sein du Groupe. Les dirigeants mandataires sociaux de Crédit Agricole Assurances ne bénéficient pas d'avantages en nature, de régimes spécifiques de retraite, de prévoyance ou d'indemnité de rupture liés à leur mandat social. Ils sont cependant « personnels identifiés » (tels que défini dans la rubrique 'Rémunération des personnels identifiés') et les rémunérations perçues font l'objet d'un encadrement visant à garantir leur alignement avec les intérêts à long terme de l'entreprise.

Principes généraux

La politique de rémunération du groupe Crédit Agricole Assurances est directement intégrée à la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole : elle est définie par la Direction Générale du Groupe, sur proposition de la Direction des Ressources Humaines et après avis du Comité de Contrôle des Politiques de Rémunération. Cette politique est examinée et validée chaque année par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A.

Dans le cadre des spécificités de ses métiers, de ses entités juridiques et des législations pays, le Groupe veille à développer un système de rémunération qui assure aux collaborateurs des rétributions cohérentes vis-à-vis de ses marchés de référence afin d'attirer et retenir les talents dont le Groupe a besoin. Les rémunérations sont dépendantes de la performance individuelle mais aussi collective des métiers. Enfin, la politique de rémunération tend à limiter la prise de risques excessive.

La politique de rémunération de Crédit Agricole Assurances est ainsi élaborée en déclinaison des objectifs définis par le Groupe tout en s'attachant à les adapter aux différentes catégories de collaborateurs et aux particularités du marché de l'Assurance.

Gouvernance

La gouvernance des politiques et pratiques de rémunération des entités de Crédit Agricole Assurances est établie en déclinaison des modalités et processus définis au sein du groupe Crédit Agricole.

C'est ainsi que Crédit Agricole Assurances a mis en place un Comité de Déclinaison des Politiques de Rémunération, rassemblant la Direction des Risques et du Contrôle Permanent, la Conformité et la Direction des Ressources Humaines.

Ce comité, qui permet d'impliquer les fonctions de contrôle au processus de revue des rémunérations variables et plus spécifiquement du personnel identifié, a pour rôle de :

- ▶ Définir les critères d'identification des collaborateurs dits « preneurs de risque », en cohérence avec le cadre donné par le Groupe pour chaque exercice, et les exigences réglementaires propres à l'assurance.
- ▶ Recenser et mettre à jour la liste du personnel identifié
- ▶ Coordonner la mise en œuvre effective d'un contrôle des comportements à risques, dans le cadre des procédures et des normes applicables
- ▶ Valider le bilan de ce processus et le reporting aux instances de gouvernance du Groupe, y compris l'information sur les cas individuels constatés de comportements à risques.

Une procédure d'arbitrage a également été formalisée par ce Comité afin de pouvoir traiter des éventuels cas de comportements à risques constatés au cours d'un exercice.

La politique de rémunération de Crédit Agricole Assurances, élaborée sur proposition de la Direction des Ressources Humaines est ainsi ajustée régulièrement en fonction des travaux, bilans et recommandations de ce comité, des éventuelles évolutions réglementaires et des modifications de la politique de rémunération du Groupe.

La politique de rémunération étant placée sous le contrôle du Comité des Rémunérations du groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole Assurances, par l'intermédiaire de la Direction des Ressources Humaines Groupe, met donc à la disposition de ce Comité toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances est ensuite informé chaque année des travaux conduits par le Comité des Rémunérations de Crédit Agricole S.A., notamment au travers de :

- ▶ L'émission des avis relatifs à la politique de rémunération, ses mises à jour et des différentes notes d'application afférentes
- ▶ Sa position relative à l'enveloppe de rémunération variable au regard de la situation financière de Crédit Agricole Assurances, de ses performances sur le long terme, et de sa conformité avec la politique de risque
- ▶ Sur la réalisation du recensement du personnel identifié
- ▶ Sur l'examen de l'avis des fonctions de contrôles sur le déploiement et le contrôle de la politique de rémunération

Ces travaux permettant ainsi au Conseil d'Administration l'examen et l'approbation de la politique de rémunération.

La Direction Financière Groupe intervient également dans la validation des modalités de détermination des résultats économiques de la rémunération variable des cadres dirigeants.

Enfin, l'Inspection Générale Groupe garantit, par ses audits, le respect de la politique et la conformité des pratiques.

B.1.3.2 Principales composantes de la politique de rémunération des collaborateurs et cadres dirigeants

Collaborateurs

La rétribution des collaborateurs repose sur les éléments suivants :

- ▶ Le salaire de base ;
- ▶ La rémunération variable individuelle ;
- ▶ La rémunération variable collective ;
- ▶ La rémunération variable long terme et différée ;
- ▶ Les périphériques de rémunérations (régimes de retraite supplémentaire et de prévoyance santé).

Crédit Agricole Assurances compare ses pratiques à celles des sociétés d'assurance et de réassurance du marché français et vise ainsi à positionner la rémunération globale de ses collaborateurs à la médiane des pratiques de marché.



La rémunération variable individuelle rétribue la performance du collaborateur et constitue une partie intégrante de la structure de rémunération annuelle. Elle repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année en tenant compte des conditions de mise en œuvre.

En réponse aux exigences réglementaires européennes (Solvabilité 2) mais également américaines (Volcker rule), des règles de bonne conduite ont été intégrées à la politique de rémunération afin que les pratiques de rémunération :

- ▶ ne créent pas des incitations qui pourraient encourager les personnes concernées à favoriser leurs propres intérêts au détriment potentiel de leur client ;
- ▶ n'encouragent pas la prise de positions spéculatives au sein des activités de négociation pour compte propre permise par les textes ;
- ▶ interdisent aux collaborateurs tout recours à une stratégie individuelle de couverture ou assurance de maintien de revenu ou de responsabilité civile qui compromettrait l'alignement sur les risques prévu par les dispositifs de rémunération variable.

Toujours en réponse aux exigences réglementaires fixées par Solvabilité 2 et afin de prévenir tout conflit d'intérêt, la rémunération des personnels occupant des fonctions clés est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations. Les objectifs qui leur sont fixés et les indicateurs servant à la détermination de leur rémunération variable ne prennent pas en considération des critères relatifs aux résultats et aux performances économiques des entités dont ils assurent le contrôle.

Enfin, suite à l'entrée en vigueur de la Directive sur la Distribution d'Assurances, les règles de bonne conduite ont été complétées afin que les pratiques de rémunération n'entravent pas la capacité des salariés à agir aux mieux des intérêts des clients, ni ne les dissuadent de présenter l'information de manière impartiale, claire et non trompeuse.

La rémunération variable collective rétribue la performance collective de Crédit Agricole Assurances. Elle est constituée de la participation et de l'intéressement. Elle est complétée d'un plan d'épargne d'entreprise et d'un plan d'épargne pour la retraite collective.

Cadres dirigeants

Rémunération variable individuelle

Les cadres dirigeants de Crédit Agricole Assurances bénéficient du programme de rémunération variable déployé au sein du groupe Crédit Agricole. : la Rémunération Variable Personnelle (RVP), fondée sur le management par objectifs et l'atteinte d'objectifs individuels et collectifs prédéfinis sur le périmètre de responsabilité du collaborateur.

Ce programme a été décliné et adapté aux cadres supérieurs de Crédit Agricole Assurances qui bénéficient également d'une Rémunération Variable Personnelle. La RVP mesure la performance individuelle sur la base d'objectifs collectifs et individuels autour de quatre champs :

- ▶ Les résultats économiques ;
- ▶ Le capital humain ;
- ▶ Les clients internes / externes ;
- ▶ La société.

La rémunération variable attribuée est également directement impactée par la constatation de comportements non respectueux des exigences d'honorabilité, des règles et procédures de conformité et des limites de risques. Les niveaux de rémunération variable annuelle sont définis en pourcentage du salaire de base et sont croissants selon le niveau de responsabilité du dirigeant. Chaque cadre dirigeant, quel que soit son métier ou sa fonction, a une part de ses objectifs économiques assise sur des critères Groupe, cette part dépendant de son niveau de responsabilité, l'autre part étant assise sur la base des objectifs économiques de son entité.

La rémunération variable long terme

Le plan de rémunération long terme mis en place par le groupe Crédit Agricole en 2011, prend la forme d'un plan d'attribution d'actions et/ou de numéraire indexé sous conditions de performance long terme.

Les cadres dirigeants de Crédit Agricole Assurances et les postes clefs du Groupe sont éligibles à ce plan long terme, dont l'attribution effective est à la discrétion du Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

Les objectifs du plan d'intéressement long terme sont triples :

- ▶ renforcer le lien entre performance durable et rémunération
- ▶ adapter les structures de rémunération, en cohérence avec la réglementation, en permettant une gestion des rémunérations à horizons court terme et long terme
- ▶ assurer le caractère « aléatoire » du gain, en liant l'attribution à la performance réalisée et l'acquisition définitive des actions ou du numéraire indexé, au terme de la période de différé, à des critères exigeants de performance durable liés à la performance économique, boursière et sociétale du Groupe.

Le niveau cible d'attribution correspond à l'attribution réalisée pour une performance constatée conforme aux attentes. Il a été déterminé en fonction des pratiques antérieures du groupe Crédit Agricole et aux benchmarks.

Les attributions sont annuelles et décidées sur proposition du Directeur Général de Crédit Agricole S.A pour chaque cadre dirigeant et poste clef éligible en fonction de sa performance et de son potentiel.



Les plans peuvent prendre la forme d'attribution d'actions de performance ou de numéraire dont le cours sera indexé sur un critère pertinent reflétant la croissance de la valorisation du groupe Crédit Agricole.

Cette performance est mesurée par l'atteinte des objectifs annuels selon les règles Groupe de la Rémunération Variable Personnelle telles que décrites au paragraphe 4 ci-avant :

- ▶ En cas d'atteinte ou de dépassement des objectifs annuels, l'attribution effective correspond au niveau cible
- ▶ En cas de réalisation partielle des objectifs annuels (inférieure à 100%), le taux de réalisation des objectifs est appliqué sur le niveau cible d'attribution pour déterminer l'attribution effective.

Les actions et/ou le numéraire indexé, sous réserve de la réalisation des conditions de performance, sont acquis définitivement sur une période de trois ans.

A la suite de l'acquisition définitive, une condition de rétention pendant une période supplémentaire peut être imposée aux bénéficiaires.

Au terme de la période de différé, l'acquisition définitive des actions et/ou du numéraire indexé est liée à la réalisation de conditions exigeantes de performance durable, sur la base de critères liés à la performance économique, boursière et sociétale du groupe Crédit Agricole.

Ces critères de performance sont arrêtés lors de la mise en place de chaque plan.

Si les conditions de performance sont réalisées ou dépassées au terme de la période d'acquisition, 100% des droits attribués sont réputés acquis.

En cas d'atteinte partielle des conditions de performance, un abattement est calculé de façon linéaire.

Chaque condition de performance porte sur 1/3 de l'attribution initiale.

Informations sur les principales caractéristiques des régimes de retraite supplémentaire

De 2011 à 2019, le régime de retraite supplémentaire était constitué d'une combinaison de régimes de retraite à cotisations définies et d'un régime à prestations définies de type additif :

- ▶ les cotisations cumulées des deux régimes de retraite supplémentaire à cotisations définies (le régime de branche et le régime collectif d'entreprise), sont égales à 8 % du salaire brut plafonné à concurrence de huit fois le plafond de la Sécurité Sociale (dont 5 % à la charge de l'employeur et 3 % à la charge du bénéficiaire);
- ▶ les droits du régime additif à prestations définies, qui sont déterminés sous déduction de la rente constituée dans le cadre des régimes à cotisations définies. Ces droits sont égaux, sous condition de présence au terme, au produit d'un taux de pension compris entre 0,125 % et 0,30 % par trimestre d'ancienneté, dans la limite de 120 trimestres, et de la rémunération de référence.

Ce régime de retraite supplémentaire à prestations définies répond aux recommandations du Code AFEP-MEDEF ainsi qu'aux anciennes dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de Commerce qui, pour les périodes concernées, limitaient le rythme d'acquisition des droits des régimes à prestations définies à 3% par an (texte abrogé par l'ordonnance n°2019-1234 du 27 novembre 2019).

En tout état de cause, à la liquidation, la rente totale de retraite est plafonnée, tous régimes confondus, à 70 % de la rémunération de référence par application du règlement de retraite supplémentaire des cadres dirigeants de Crédit Agricole Assurances.

Dans le cadre de la loi PACTE et conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019, le régime additif à prestations définies a été définitivement fermé depuis le 4 juillet 2019 et les droits conditionnels qu'il procure ont été cristallisés au 31 décembre 2019.

Les droits constitués au sein du Groupe antérieurement à la date d'effet du règlement de 2011, sont maintenus conformément aux dispositions du règlement et se cumulent le cas échéant, avec les droits nés de l'application du règlement en vigueur pour le calcul du plafonnement de la rente versée.

Ainsi, aucun droit supplémentaire au titre du régime de retraite supplémentaire à prestations définies ne sera octroyé au titre des périodes d'emploi postérieures au 1er janvier 2020. Les droits constitués au titre des périodes d'emploi antérieures au 1er janvier 2020 continueront à être calculés sur le salaire de fin de carrière, dans les conditions prévues par le régime, et le bénéfice de ces droits passés reste aléatoire et soumis à condition de présence.

A partir du 1er janvier 2020, Crédit Agricole Assurances a déployé un nouveau dispositif d'épargne à vocation retraite, mis en place par Crédit Agricole S.A., et qui permettra la constitution d'un capital de façon progressive avec l'aide de l'entreprise. Ce dispositif est constitué d'un régime à cotisations définies Article 82 et d'attributions gratuites d'actions. Une partie de ce capital évoluera ainsi au gré des la performance du Groupe, renforçant l'alignement avec les objectifs de croissance forte et durable de la stratégie d'entreprise du Groupe.

Prime de performance sur objectifs des Cadres et Non Cadres

Les primes de performance reposent sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année (combien) en tenant compte des conditions de mise en œuvre (comment). Elles ne rémunèrent pas la réalisation des missions liées à la fonction.

Le degré d'atteinte ou de dépassement des objectifs est le point central pris en compte pour l'attribution des primes de performance ; mais il est accompagné d'une appréciation qualitative sur la manière dont les objectifs ont été atteints (en termes



d'autonomie, d'implication, d'incertitude, de contexte...) et au regard des conséquences pour les autres acteurs de l'entreprise (manager, collègues, autres secteurs...).

La prise en compte de ces aspects permet de différencier l'attribution des primes selon les situations. L'évaluation est formalisée dans le cadre d'un entretien annuel d'évaluation.

En synthèse, la prime de performance est variable d'un collaborateur à l'autre (y compris au sein d'une même catégorie) et d'une année sur l'autre. Cette variabilité pouvant aller jusqu'à zéro.

Rémunération des personnels identifiés

La détermination des collaborateurs en tant que personnel identifié relève d'un processus conjoint entre la Direction des Risques et du Contrôle Permanent, la Conformité et la Direction des Ressources Humaines. Ce processus est sous la supervision du Comité des Rémunérations de Crédit Agricole S.A. Les collaborateurs dits « personnels identifiés » couvrent les collaborateurs appartenant à une catégorie de personnel susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque de par leurs fonctions exercées, à savoir :

- ▶ les mandataires sociaux et dirigeants effectifs ;
- ▶ les membres du comité exécutif de Crédit Agricole Assurances ;
- ▶ le personnel exerçant les fonctions clés ;
- ▶ les responsables d'activité de souscription et de développement commercial ;
- ▶ les responsables des Investissements.

B.1.4 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées

Les principales transactions significatives réalisées sur l'exercice 2021 sont les dividendes distribués pendant l'année 2021 (tels que présentés en partie A.1.5). Il n'y a pas de transactions significatives avec les membres de la direction.



B.2 EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

Le groupe Crédit Agricole Assurances a formalisé les règles d'appréciation et de justification de la compétence (individuelle et collective) et de l'honorabilité des personnes visées (Conseils d'Administration, dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés) au sein de la « politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du groupe Crédit Agricole ».

Cette politique est revue annuellement et modifiée si un évènement le justifie tel qu'une modification de règles d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité.

B.2.1 Dispositions du groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité

B.2.1.1 Dispositions en matière de compétence

Appréciation de la compétence

L'appréciation de la compétence collective se fait au regard de l'ensemble des qualifications, des connaissances et des expériences du Conseil d'Administration du groupe Crédit Agricole Assurances. Elle tient compte des différentes tâches confiées à chacun de ces membres, afin d'assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propre à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

Concernant, l'appréciation de la compétence individuelle :

- ▶ Pour les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés, elle tient compte des diplômes, de l'expérience de manière proportionnée aux attributions. Elle se base également sur l'existence des mandats antérieurs et sur l'ensemble des formations suivies tout au long du mandat ;
- ▶ Pour les administrateurs, elle est un moyen d'appréciation pour les fonctions individuelles qui leur sont attribuées mais aussi pour la détermination de la compétence collective.

Domaine de compétence

Les domaines de compétence sont au nombre de cinq aussi bien pour l'appréciation de la compétence individuelle que pour la compétence collective. Il s'agit des domaines de l'assurance, de la gestion, de la finance, de la comptabilité et de l'actuariat.

Ces domaines permettent de s'assurer notamment que le Conseil d'Administration dispose collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et marchés financiers, de stratégie de l'entreprise et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'entreprise d'assurance. Les compétences par domaine sont décrites dans la politique.

B.2.1.2 Dispositions en matière d'honorabilité

L'honorabilité est appréciée en vérifiant que chaque personne n'a pas fait l'objet de condamnation pour : blanchiment, corruption, trafic d'influence, détournement de biens, trafic de stupéfiants, fraude fiscale, faillite personnelle, etc. La réputation des personnes ainsi que leur intégrité sont aussi des éléments à prendre en considération dans l'évaluation.

En cas de non honorabilité, les personnes faisant l'objet d'une condamnation cesseront leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est définitive.

La preuve demandée pour justifier de l'honorabilité consiste, *a minima*, en la production d'un casier judiciaire ou à défaut un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente.

B.2.1.3 Dispositions en matière de notification auprès de l'autorité de contrôle

L'ensemble des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés en activité fait l'objet d'une notification à l'autorité de contrôle ainsi que toute nomination ou renouvellement de poste.

La Direction Juridique de chaque entité est en charge de recenser les informations nécessaires pour préparer les dossiers de notification auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité

B.2.2.1 Dispositif d'appréciation de la compétence

Compétence individuelle

L'appréciation s'appuie essentiellement sur les expériences acquises (fonction actuelle, mandats antérieurs, etc.) et les principes d'appréciation retenus se basent sur les éléments suivants:

- ▶ dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés : l'appréciation de leur compétence, sur l'ensemble des cinq domaines s'agissant des dirigeants effectifs et sur leur domaine de responsabilité pour les responsables des fonctions clés, se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs, des expériences, des formations suivies qui sont détaillés dans le cadre du dossier d'agrément transmis à l'ACPR pour leurs fonctions exercées au sein d'une compagnie d'assurance ;



- ▶ administrateurs : l'appréciation de leur compétence sur l'ensemble des cinq domaines cités précédemment se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs et de leurs expériences et des agréments au titre des fonctions de dirigeants exercées.

Pour le recensement des diplômes, des mandats, des expériences et des formations suivies, un support a été mis en place. Ce support intitulé « fiche de synthèse des expériences et des compétences » est complété pour chaque administrateur.

Compétence collective

En complément du support « fiche de synthèse des expériences et compétences » demandé pour l'appréciation de la compétence individuelle, un questionnaire permettant d'évaluer le niveau de compétence attendu pour chacun des cinq thèmes est déployé annuellement auprès des administrateurs. Ce questionnaire est intitulé « auto-évaluation des connaissances liées à Solvabilité 2 ».

B.2.2.2 Plan de formation

L'analyse des résultats des évaluations des compétences réalisées permet de déterminer les plans de formations à mettre en œuvre.

- ▶ dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés : dans le cadre de la prise de fonction et suivant les besoins identifiés, des plans de formations peuvent être proposés et suivis par les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés à titre individuel ;
- ▶ administrateurs : le plan de formation proposé est identique pour tous les membres d'un même conseil. Néanmoins, des zooms sur des aspects spécifiques peuvent être réalisés sur demande d'un administrateur ce qui peut venir étayer le plan de formation collectif ou ces formations peuvent être dispensées à titre individuel.

B.2.2.3 Dispositif d'appréciation de l'honorabilité

Le Secrétariat Général de Crédit Agricole Assurances et sa Direction Juridique apporte la preuve de l'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés.

Pour ce faire, en complément de la production d'un extrait de casier judiciaire ou d'un document équivalent, une déclaration sur l'honneur est transmise aux administrateurs, aux dirigeants effectifs et aux responsables des fonctions clés pour signature afin de justifier de leur honorabilité.



B.3 SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

B.3.1 Dispositif de gestion des risques

Pour conduire sa stratégie, tout en maîtrisant ses risques, le groupe Crédit Agricole Assurances se fixe un cadre d'appétence aux risques comprenant des indicateurs stratégiques relatifs à la solvabilité, au résultat et à la valeur, lesquels se déclinent en indicateurs clés par nature de risques constituant le socle de la stratégie risques du Groupe.

Celle-ci, revue annuellement, formalise le dispositif d'encadrement et de surveillance des risques auxquels l'expose son activité (risques financiers, risques techniques et risques opérationnels) et notamment l'ensemble des limites et seuils d'alerte afférents. La stratégie risques et le cadre d'appétence sont validés par le Conseil d'Administration du groupe Crédit Agricole Assurances, après examen des indicateurs et limites majeurs par le Comité des Risques du groupe Crédit Agricole (émanation du Comité Exécutif de Crédit Agricole S.A. présidé par son Directeur Général).

Tout franchissement d'une limite ou d'un seuil d'alerte de la déclaration d'appétence, ainsi que, le cas échéant, les mesures correctives associées, sont notifiés à la Direction Générale et au Conseil d'Administration du groupe Crédit Agricole Assurances, voire à la Direction des Risques du groupe Crédit Agricole. Ce dispositif de gestion des risques est complété par le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) comme présenté ci-dessous dans la section B.3.2.

La cartographie des risques constitue l'outil permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels chaque entité, et a fortiori le Groupe, sont exposés. Elle est élaborée à partir des sources d'information disponibles et des systèmes de mesure existants qui ont été normés au sein du groupe Crédit Agricole Assurances : tableaux de bord des risques, cartographie des risques opérationnels, résultats des contrôles permanents, de la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, constats des missions d'audit, analyses en provenance des différents métiers...

Par ailleurs, le cadre de risques est complété d'un corpus risques comprenant les politiques Solvabilité 2.

Chaque année, la cartographie des risques fait l'objet d'une réévaluation par au regard notamment de l'évolution des métiers, sous le regard des Risques.

Au-delà de l'identification des expositions aux risques spécifiques au Groupe, la Direction des Risques exerce, en lien avec les autres directions métiers et la Direction Juridique, une veille permanente sur les risques relatifs aux activités d'assurance. Cette veille s'alimente de nombreuses sources (recherches économiques, études internes et externes provenant de cabinets de conseil ou publiées par l'EIOPA, l'ACPR ou encore la FA...).

En complément du cadre de risques, les risques financiers sont pilotés par le groupe Crédit Agricole Assurances via :

- ▶ des analyses des risques financiers et des émissions d'avis pour compte commun, notamment ceux portant sur les investissements réalisés en direct par la Direction des Investissements, sur décision du Directeur Général du groupe Crédit Agricole Assurances dans le respect d'un schéma délégué.
- ▶ un corpus de procédures et de politiques de risques, applicable aux mandats de gestion confiés par les entités à Amundi, la société de gestion d'actifs du groupe Crédit Agricole ;

Les autres types de risques sont également gérés selon un prisme Groupe, avec une coordination et une consolidation impulsées au niveau Groupe (risques techniques, risques opérationnels). La surveillance et le pilotage des risques de sécurité des systèmes d'informations, de continuité d'activité sur le périmètre du groupe Crédit Agricole Assurances sont centralisés, sous l'égide du MRSI (Manager des risques SI et PCA) et sont dissociés du suivi opérationnel de ces risques, sous l'égide du CISO (*Chief Information Security Officer*), également centralisé. Le rôle de deuxième regard du MRSI s'étend, en outre, à la sécurité des biens et des personnes.

Le Comité Exécutif de Crédit Agricole Assurances est informé des éléments d'actualité en matière de risques mensuellement par un « Flash Risques » et trimestriellement par le tableau de bord Risques Groupe, qui permet de surveiller le profil de risque du Groupe et d'en identifier les éventuelles déviations. Les différents risques et le respect des limites consolidées afférentes, sont suivis mensuellement à partir d'un *reporting* standardisé.

Crédit Agricole Assurances a instauré des instances pour piloter les risques au niveau du Groupe : Comité Bimensuel de Surveillance des Risques permettant aux responsables Risques des filiales et aux responsables des pôles d'expertise par risque de signaler les points d'alerte observés sur tout type de risques, Comité Mensuel des Risques Financiers et revues de portefeuille par type d'actifs (portefeuilles obligataires, actions, immobilier...).

Par ailleurs, un Comité Stratégique des Modèles Assurantiels, présidé par la Direction Générale, animé par la Ligne Métier Risques et associant la Fonction Actuarielle, pilote le dispositif de maîtrise des risques de modélisation.

B.3.2 Dispositif ORSA

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) est organisé au niveau de chaque entité et, de façon consolidée, au niveau du Groupe. Il est placé sous la responsabilité de la Fonction Gestion des Risques, avec la contribution de la Direction Financière et de la Fonction Actuarielle, et s'appuie sur le dispositif de gestion des risques existant (stratégie Risques notamment).

La démarche ORSA est intégrée au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit pleinement dans les processus décisionnels en place, au niveau stratégique, au niveau du pilotage et au niveau opérationnel. Ainsi, le Groupe synchronise son ORSA avec son processus budgétaire et en utilise les résultats et analyses pour actualiser, en cohérence avec les éléments budgétaires et le Capital Planning, son cadre d'appétence et ses politiques métiers.



L'ORSA Groupe est réalisé annuellement mais le déclenchement d'exercices ponctuels infra annuels est prévu, en cas de changement significatif de l'environnement ou du profil de risque. Il est alimenté à partir des calculs et des éléments produits par les entités au niveau solo, fondés sur l'utilisation de la formule standard.

La cohérence globale est assurée par le cadre normatif de référence défini par le groupe Crédit Agricole Assurances :

- ▶ une politique interne ORSA du groupe Crédit Agricole Assurances ;
- ▶ des *guidelines* ORSA prospectifs Groupe qui fixent notamment des points structurants de méthodologie ;
- ▶ des scénarios ORSA Groupe appliqués par l'ensemble des entités et établis en lien avec le profil de risque consolidé du groupe Crédit Agricole Assurances, complétés par les compagnies avec des scénarios spécifiques, afin de capter des risques significatifs à leur niveau mais non couverts par le jeu des scénarios Groupe ;
- ▶ un ensemble d'indicateurs partagés au niveau du Groupe pour alimenter le socle commun minimum du tableau de bord Groupe et entités et ainsi faciliter l'évaluation du profil de risque à chacun des niveaux, l'agrégation des indicateurs et leur analyse.

La politique interne ORSA du groupe Crédit Agricole Assurances, validée par son Conseil d'Administration, rappelle les éléments clés de la démarche ORSA et l'articulation entre le Groupe et ses filiales.

Pour l'ORSA 2021, qui a couvert les trois évaluations réglementaires du besoin global en solvabilité, de conformité permanente et d'adéquation du profil de risques aux hypothèses sous-jacentes à la formule standard, les scénarios retenus pour les évaluations prospectives ont été axés principalement sur des stress financiers, compte tenu de la prédominance des risques financiers pour le groupe Crédit Agricole Assurances, et ont tenu compte également des risques non couverts par la formule standard (stress sur les souverains, stress de liquidité...). Ils ont visé à analyser les conséquences de situations pénalisantes telles que des taux d'intérêt durablement négatifs, une baisse importante des actions, une correction du marché immobilier, un écartement des spreads, une persistance des taux bas ou une hausse des taux associée à des demandes de rachat sur les contrats d'assurance vie. Pour chacun de ces scénarios, les hypothèses d'activité ont été adaptées afin de prendre en compte le comportement probable des assurés. En complément, les compagnies les plus exposées aux risques climatiques en ont évalué les impacts au travers de scénarios spécifiques qui ont fait l'objet d'une restitution à la gouvernance du Groupe.

Ces travaux fournissent des éléments sur les besoins de financement du Groupe, en qualité et en quantité, qui permettent de définir les opérations éventuelles de financement à mettre en place si ces scénarios se produisent (ceci est commenté dans le chapitre « E. Gestion des fonds propres »). Ils aident aussi à identifier les leviers d'actions en cas d'évolution vers l'un des scénarios adverses.

B.4 SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le contrôle interne vise à assurer la maîtrise des activités et des risques de toute nature auxquels l'entité est exposée, permettant la régularité (au sens de la réglementation et en tenant compte de la révision de l'arrêté du 3 novembre 2014 survenue en 2021), la sécurité et l'efficacité des opérations.

Crédit Agricole Assurances s'assure de l'existence d'un dispositif adéquat de contrôle interne dont l'organisation répond aux principes communs suivants :

- ▶ une couverture exhaustive des activités, des risques et des responsabilités des différentes parties prenantes ;
- ▶ une Direction Générale directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- ▶ une définition claire des tâches qui comprend une séparation effective des fonctions d'engagement et des fonctions de contrôle et des processus de décision fondés sur des délégations formalisées et à jour ;
- ▶ des normes et procédures formalisées et actualisées, notamment en matière comptable ;
- ▶ des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- ▶ Un système de contrôle comprenant des contrôles permanents intégrés dans le traitement des opérations, le premier niveau de contrôle est exercé par les fonctions opérationnelles qui peuvent s'appuyer sur des équipes dédiées. Un niveau de contrôle indépendant est exercé par la Fonction Gestion des Risques Groupe et la fonction Conformité. Ces niveaux constituent le contrôle permanent. Le troisième niveau de contrôle est exercé par la Fonction d'Audit Interne (Inspection Générale ou l'Audit) et assure un contrôle périodique.
- ▶ une information du Directeur Général et du Conseil d'Administration sur la stratégie risques et le respect des limites fixées ainsi que sur les résultats du contrôle interne et la mise en œuvre des actions associées, dans une démarche corrective.

Le déploiement du dispositif de contrôle interne répond notamment aux objectifs suivants :

- ▶ performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe, ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- ▶ connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- ▶ conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, les normes professionnelles et déontologiques et les normes internes ;
- ▶ prévention et détection des fraudes et des erreurs ;
- ▶ exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables ;
- ▶ maîtrise et conformité réglementaire des données utilisées dans le cadre des processus clés de Solvabilité 2 et en particulier du pilier 1

Les plans de contrôle permanent comprennent :

- ▶ des plans de contrôle locaux ciblant en priorité les processus critiques et les risques majeurs identifiés dans la cartographie des risques et ;
- ▶ un référentiel de contrôles « clés » faitier établi par la Direction des Risques du groupe Crédit Agricole, portant sur la qualité et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance et maîtrise des risques.

Quatre intervenants distincts veillent à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne et au respect de ces principes, sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne de Crédit Agricole Assurances :

- ▶ le Responsable de la Fonction de Gestion des Risques (RFRG) Groupe, responsable à la fois du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques, qui s'appuie sur les RFRG des filiales, acteurs de plein exercice dans leurs entités ;
- ▶ le Responsable de la Fonction de vérification de la Conformité qui supervise directement ses homologues des filiales internationales et des filiales françaises ;
- ▶ Le Responsable de la Fonction clé Actuarielle qui intervient notamment sur la qualité des données et la validation des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ Le Contrôle Périodique (Fonction clé Audit Interne) qui intervient sur l'ensemble du groupe Crédit Agricole Assurances (y compris les Fonctions Risques et Contrôle Permanent, Conformité), selon un mode de fonctionnement régi par la politique d'audit.

La fonction Gestion des Risques interagit régulièrement avec l'Audit Interne lors de la préparation des missions, et lors de la restitution. Les constats et recommandations émis alimentent les plans d'actions et sont utilisés pour actualiser la cartographie des risques. De la même façon, elle travaille en étroite collaboration avec la Fonction Actuarielle, ce qui participe à la maîtrise des risques techniques.

Dans l'ensemble des domaines de la Conformité encadrés au niveau du groupe Crédit Agricole par le corpus « FIDES », la fonction Conformité couvre ceux qui sont applicables à l'assurance et, plus spécifiquement dans chacune des entités, ceux applicables à ses propres activités. Elle s'assure que ce corpus soit décliné en procédures opérationnelles et définit avec les métiers le plan de contrôle permanent visant à s'assurer de son respect et de la maîtrise des risques de non-conformité identifiés lors de l'établissement ou de l'actualisation de la cartographie des risques. L'animation du dispositif de conformité, qui répond à l'objectif constant de préserver la réputation du groupe Crédit Agricole Assurances et éviter les impacts liés à une infraction au regard des réglementations applicables (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), comprend également des actions de formation, d'information des collaborateurs et du management. La Fonction Conformité émet des avis



lors du lancement de nouveaux produits ou nouvelles activités, dont le processus d'approbation est sécurisé par les comités nouvelles activités et produits mis en place dans chaque entité, ainsi que lors de projets d'investissement.

Les dispositifs de conformité du groupe Crédit Agricole Assurances font l'objet d'un bilan annuel qui récapitule les principales actions menées notamment pour améliorer le dispositif et présente le plan d'actions de conformité pour l'année à venir.

Le Responsable de la Conformité du groupe Crédit Agricole Assurances s'assure de la bonne supervision des Responsables Conformité des entités du groupe Crédit Agricole Assurances, notamment par la participation (directe ou déléguée) aux Comités Risques et Contrôle Interne. Ce pilotage de niveau Groupe s'exerce également par la conduite des projets réglementaires.

La Conformité contribue à l'accompagnement des réseaux distributeurs (Caisses régionales et LCL) en particulier par la définition d'un plan de contrôle type pour l'activité d'assurance, conçu avec les distributeurs et validé par les instances du groupe Crédit Agricole.

La Fonction Actuarielle contribue à l'efficacité globale du dispositif notamment en informant de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques prudentielles, en émettant des « avis actuariels » sur la politique globale de souscription et sur les dispositions prises en matière de réassurance. Elle contribue à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques concernant en particulier la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital (SCR/MCR) et l'ORSA (ceci est commenté dans le chapitre « B.6 Fonction actuarielle »).

Le représentant de la Ligne Métier Juridique assure le contrôle de la conformité aux dispositions législatives et réglementaires et participe également au dispositif de contrôle interne.

Le pilotage de niveau Groupe s'exerce à travers des instances de coordination et couvre également la conduite des projets réglementaires lancés par le groupe Crédit Agricole.

Enfin, le Comité Risques et Contrôle Interne du groupe Crédit Agricole Assurances, présidé par la Direction Générale, constitue l'instance de coordination des quatre fonctions clés. Des restitutions de l'ensemble des quatre fonctions clés y sont réalisées mensuellement.



B.5 FONCTION AUDIT INTERNE

B.5.1 Principe général

La Fonction Audit Interne exerce ses activités dans le respect de la Politique d'Audit Interne approuvée en 2021 par le Conseil d'Administration du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales. Cette politique – qui s'inscrit pleinement dans le cadre issu de la directive Solvabilité 2 – fait l'objet d'une révision annuelle. Elle est également conforme aux principes et standards établis par la Ligne Métier Audit Inspection du groupe Crédit Agricole (LMAI).

La Fonction Audit Interne est mutualisée depuis 2010 au sein de la Direction de l'Audit Interne de Crédit Agricole Assurances (DAA). Dotée de 28 collaborateurs à Paris, elle s'appuie aussi sur les moyens et normes méthodologiques de la LMAI. La DAA assure la couverture de l'ensemble du périmètre de surveillance consolidé du groupe Crédit Agricole Assurances. Elle contrôle également en direct les filiales de Crédit Agricole Assurances en France et intervient dans le réseau international en s'appuyant le cas échéant sur les unités d'audit locales (9 collaborateurs au total) en Italie (CA Vita, CA Assicurazioni), au Japon (CA Life Japan), en Pologne (CA T.U., CA Zycie) et en Espagne (Abanca Seguros Generales).

B.5.2 Missions de la Fonction audit interne

La DAA exerce la « Fonction d'Audit Interne » du groupe Crédit Agricole Assurances au sens de la directive Solvabilité 2 et le « Contrôle Périodique » au sens de l'article 17 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié par l'arrêté du 25 février 2021. Elle mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, au sein de l'ensemble des unités du périmètre de contrôle interne du groupe Crédit Agricole Assurances (absence de « sanctuaire »). Son périmètre d'intervention couvre ainsi la totalité des entités, activités, processus et fonctions relevant du périmètre de contrôle interne du groupe Crédit Agricole Assurances en France et dans le réseau international. Il couvre également la gouvernance et les activités des trois autres fonctions clés au sens de la directive Solvabilité 2. Il porte enfin sur les prestations externalisées de services ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014.

L'élaboration du plan d'audit annuel repose sur une cartographie des risques tenant compte de la totalité des activités et de l'ensemble du système de gouvernance, ainsi que de l'évolution attendue des activités. Elle donne lieu, aux niveaux du groupe et de chacune des filiales, à l'élaboration d'un plan d'audit pluriannuel visant une revue complète des activités sur une durée maximale de cinq ans (la fréquence de revue pouvant être plus courte selon l'évaluation des risques). Le plan d'audit est revu annuellement par le Comité d'Audit et des Comptes pour validation par le Conseil d'Administration.

Les missions effectuées par la DAA correspondent à des missions d'assurance au sens des normes professionnelles et non de conseil. Elles ont pour objet de s'assurer de l'adéquation et de l'efficacité du système de gestion des risques et du système de contrôle interne, et notamment :

- ▶ de la correcte mesure et maîtrise des risques liés à l'exercice des activités du Groupe Crédit Agricole Assurances (identification, enregistrement, encadrement, couverture) ;
- ▶ de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôles permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières, de gestion et d'exploitation des domaines audités, en conformité avec le cadre normatif et les procédures en vigueur,
- ▶ de la correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées (y compris suite aux missions des Autorités de Supervision ou de l'Inspection Générale du groupe Crédit Agricole),
- ▶ d'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement général de l'organisation.

Elles permettent ainsi de fournir aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB) du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses entités, ainsi qu'à la Ligne Métier Audit Inspection du groupe Crédit Agricole, une opinion professionnelle, indépendante et objective sur le fonctionnement, le système de gestion des risques et le système de contrôle interne des entités du groupe Crédit Agricole Assurances.



B.6 FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances est organisée conformément aux exigences réglementaires de Solvabilité 2. Elle assure la coordination et l'animation des Fonctions Actuarielles des entités et s'appuie sur le principe de subsidiarité : chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances organise sa fonction Actuarielle en Fonction de ses propres spécificités et selon les attentes des régulateurs ou superviseurs locaux.

Pour formuler ses conclusions et ses recommandations, la Fonction Actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances s'appuie sur sa revue des sujets spécifiques Groupe (ex. : réassurance intragroupe) et sur les revues des fonctions Actuarielles de chaque entité.

La Fonction Actuarielle de chaque entité a pour principales missions :

- ▶ de coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ d'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ d'émettre un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- ▶ de contribuer au système de gestion des risques en particulier concernant la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital et de l'ORSA.

La Fonction Actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances soumet annuellement aux instances de gouvernance son rapport de fonction actuarielle groupe Crédit Agricole Assurances, qui recense :

- ▶ son processus d'interaction avec les Fonctions Actuarielles des entités ;
- ▶ ses conclusions sur la fiabilité et le caractère adéquat du calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ tous les travaux menés par la Fonction Actuarielle et leur résultat, en indiquant clairement toute défaillance et en émettant des recommandations sur la manière d'y remédier.

La Fonction Actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances :

- ▶ anime trimestriellement un comité des Fonctions Actuarielles dont le rôle est d'assurer la coordination des Fonctions Actuarielles Groupe et celles des entités ;
- ▶ intervient au sein des comités clés du système de gestion des risques et du système de contrôle interne.



B.7 SOUS-TRAITANCE

B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du groupe

La politique de sous-traitance :

- ▶ définit la sous-traitance en conformité avec la Directive Solvabilité 2 et avec les Orientations relatives à l'externalisation de l'EBA et des Orientations relatives à la sous-traitance à des prestataires de services en nuage de l'EIOPA ;
- ▶ définit les critères permettant de qualifier une prestation d'externalisation en distinguant les externalisations « critiques ou importantes de celles qui ne le sont pas selon les définitions des normes susmentionnées ;
- ▶ fixe les principes généraux et les étapes principales du pilotage de la sous-traitance ;
- ▶ identifie les responsabilités associées y compris celle de « Pilote » des externalisations, fonction tenue par un cadre supérieur rendant compte directement à l'organe de direction et chargé de piloter le dispositif d'encadrement des externalisations ;
- ▶ rappelle l'obligation d'information au superviseur de l'intention de sous-traiter les activités critiques ou importantes ;
- ▶ décrit le dispositif de contrôle de la sous-traitance (y compris sa prise en compte dans les activités auditées).

La politique de sous-traitance, qui constitue un ensemble de principes directeurs, s'applique à l'ensemble des domaines de sous-traitance du Groupe, quelle que soit la direction prescriptrice.

B.7.2 Relation entre le groupe et les filiales

Cette politique, revue annuellement, est validée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances. Elle est déclinée dans les différentes filiales par les RFGR sur leur périmètre respectif. Les politiques de sous-traitance des filiales sont validées par la Direction Générale de chaque entité, selon son processus de gouvernance propre, et par son Conseil d'Administration. La décision d'externalisation revient à chaque entité sur son périmètre d'activité.

Le Groupe s'est doté d'une politique d'externalisation, d'une stratégie d'externalisation et d'une procédure d'externalisation qui sont déployées dans l'ensemble de ses filiales. Dans ce cadre, le groupe Crédit Agricole Assurances ainsi que chaque entité a nommé un « Pilote » des externalisations.

B.7.3 Cas des activités critiques ou importantes

Crédit Agricole Assurances externalise un certain nombre d'activités critiques ou importantes essentiellement au sein du groupe Crédit Agricole:

- ▶ la commercialisation des contrats d'assurance est réalisée au sein des réseaux bancaires des Caisses régionales et de LCL en France et à l'étranger ainsi qu'au travers des réseaux partenaires à l'international ;
- ▶ la gestion administrative des contrats d'assurance vie commercialisés par des réseaux bancaires est déléguée aux distributeurs (les Caisses régionales déléguant elles-mêmes une partie de cette gestion à Crédit Agricole Assurances Solutions (CAAS)) ;
- ▶ la gestion d'actifs est déléguée aux entités spécialistes des différents marchés (Amundi, CA Immobilier, CACEIS...) ;
- ▶ la maintenance informatique des applicatifs assurances auprès de CA-GIP (Crédit Agricole Group Infrastructure Platform)

C. PROFIL DE RISQUES

C.1 INTRODUCTION

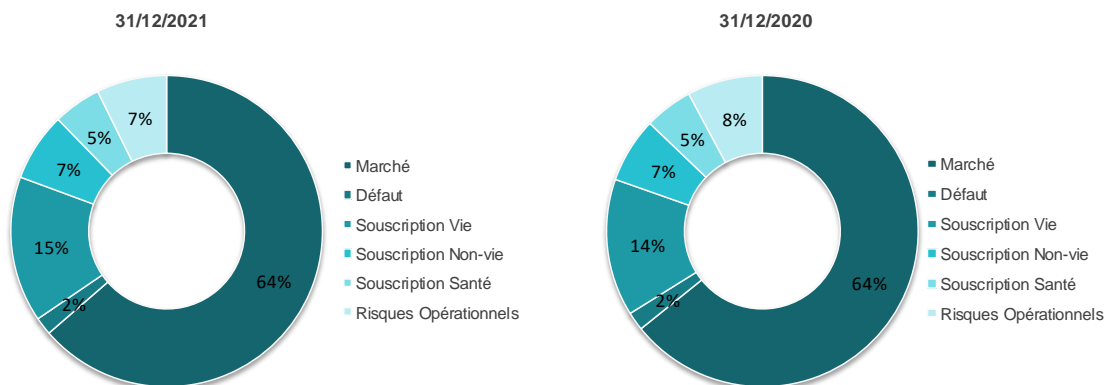
Le profil de risque de Crédit Agricole Assurances décrit par la suite dans cette section est établi à partir du processus d'identification des risques majeurs qui constitue l'outil principal permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels chaque entité, et plus généralement le groupe Crédit Agricole Assurances, est exposé. Ce profil de risque est utilisé comme base d'évaluation du besoin en capital du groupe qui sera lui-même développé ultérieurement dans le chapitre « E. Gestion des fonds propres » du rapport.

En raison de la prédominance de ses activités d'épargne et de retraite, les principaux risques du groupe Crédit Agricole Assurances sont les risques de marché et de souscription vie et, dans une moindre mesure, les autres risques techniques ainsi que les risques opérationnels, tous pris en compte dans la formule standard de calcul du capital de solvabilité requis (SCR). Ces risques font également l'objet d'une analyse qualitative qui vient compléter l'approche quantitative de la formule standard dans l'identification des risques majeurs. Ce dispositif d'encadrement des risques permet en outre de maîtriser certains risques, qui ne sont pas pris en compte explicitement dans la formule standard (en particulier le risque de *spread* souverain, de liquidité, le risque lié à la garantie accordée sur les fonds Euros, le risque de réputation et de dépendance vis-à-vis du groupe Crédit Agricole, le risque climatique, le risque d'évolution de l'environnement légal et le risque stratégique), afin d'alerter la gouvernance si une déviation par rapport au cadre de gestion courante devait être observée. Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie enfin sur les différentes politiques en place et des évaluations complémentaires réalisées dans le cadre de l'ORSA quantitatif.

Au regard des risques quantifiés par la formule standard à fin 2021, le besoin en capital (SCR) du groupe Crédit Agricole Assurances s'élève à 14 025 millions d'euros.

L'exposition aux différents types de risques¹⁹, qui caractérise le profil de risque du groupe Crédit Agricole Assurances dans le capital de solvabilité de base (BSCR) avant diversification, est composée en grande partie par les exigences de capital au titre des risques de marché (64%) et dans une moindre mesure des risques de souscription (27%).

Contribution des modules de la formule au SCR



Le groupe Crédit Agricole Assurances a poursuivi au cours de l'année 2021 la diversification de ses activités et améliore progressivement la maîtrise du SCR marché, comme le reflète l'évolution de la contribution des modules de la formule standard au SCR global.

¹⁹ L'exposition aux risques se définit comme le capital de solvabilité requis de base (BSCR) avant diversification après absorption des pertes par les provisions techniques et intégrant le risque opérationnel.

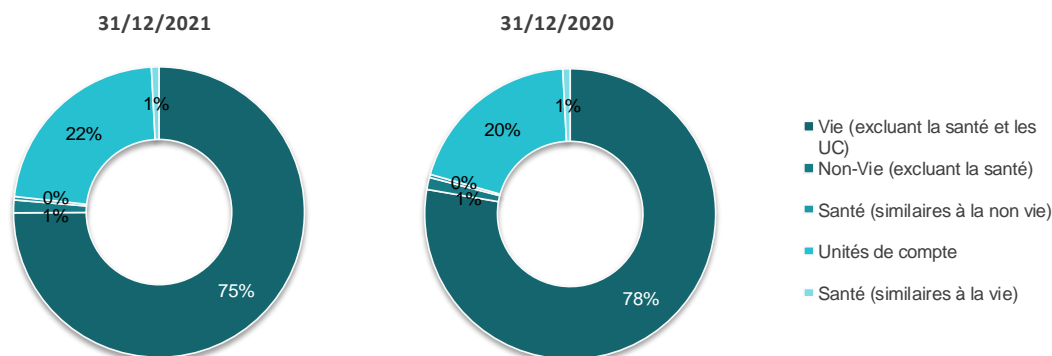
C.2 RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le groupe Crédit Agricole Assurances est présent, au travers de ses filiales en France et à l'international, sur les activités d'épargne / retraite, de prévoyance / emprunteurs / assurances collectives et d'assurance dommages. A fin 2021, l'exposition aux risques de souscription représente 27% de l'exposition aux risques du Groupe, avec une répartition diversifiée entre les risques vie et non vie :

- ▶ 15% des risques sont portés par les risques vie ;
- ▶ 7% par les risques non-vie ;
- ▶ 5% par les risques santé.

L'activité d'épargne et de retraite, représente la part la plus significative des engagements « Best Estimate » vie du Groupe comme l'illustre le graphique ci-dessous :

Best Estimate net de réassurance



C.2.1 Exposition aux principaux risques

C.2.1.1 Risque de souscription vie

Les activités d'épargne / retraite exposent le groupe au risque d'insuffisance des chargements prélevés pour couvrir les charges d'exploitation et les commissions versées aux distributeurs, au risque de mortalité et de longévité, mais surtout au risque de rachats. A noter également les risques associés à la gestion actif / passif en cas de collecte importante sur les contrats Euro dans le contexte de taux d'intérêt très bas qui prévaut depuis plusieurs années.

En prévoyance et assurance des emprunteurs, le Groupe est plus particulièrement exposé aux risques biométriques (longévité, mortalité, incapacité, dépendance) et au risque santé. Le risque « catastrophe », lié à un choc de mortalité (pandémie par exemple) serait susceptible d'impacter les résultats de la prévoyance individuelle ou collective ; l'impact de la pandémie de Covid-19 qui a touché la France en 2020 et 2021 a eu des effets limités au niveau des risques biométriques. Le risque de résiliation est également à prendre en considération, notamment à la suite de l'évolution réglementaire concernant la déliaison en assurance des emprunteurs.

Le risque de souscription vie constitue le second risque porté par le groupe représentant 15 % de l'exposition aux risques à fin 2021. Il est plus stable par nature que le risque de marché et il bénéficie d'une meilleure diversification des risques.

C.2.1.2 Risque de souscription non-vie

Les risques de souscription « non-vie » sont principalement portés par l'assurance dommages. Crédit Agricole Assurances est à ce titre exposé au risque de fréquence et au risque exceptionnel, qu'ils aient pour origine le risque de catastrophe, notamment climatique, ou la survenance de sinistres individuels d'un montant élevé (« graves »).

Le risque de souscription non-vie constitue le quatrième risque porté par le Groupe avec un besoin en capital correspondant à 7% de l'exposition aux risques à fin 2021.

C.2.1.3 Risque de souscription santé

Le risque de souscription santé est principalement porté par l'assurance des emprunteurs pour les risques « similaires à la vie », et par les contrats Santé et Garanties des Accidents de la Vie pour les risques « similaires à la non-vie ».

Le groupe Crédit Agricole Assurances est, à ce titre, principalement exposé au risque de fréquence et au risque exceptionnel (survenance de sinistres individuels d'un montant élevé), ainsi qu'aux risques biométriques (incapacité/invalidité). Le risque de souscription Santé constitue un risque secondaire pour le Groupe.

C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

En assurance-vie (épargne), le principal risque identifié est le risque de rachat. La maîtrise de ce risque passe par une politique de participation aux bénéfices concurrentielle et par une politique financière prudente, notamment dans la gestion des réserves.

La surveillance du taux de rachats s'effectue à plusieurs niveaux :

- ▶ les taux de rachat sont surveillés mensuellement par les entités concernées pour détecter des dérives conjoncturelles ;
- ▶ un suivi annuel permet également de s'assurer que les taux de rachats restent dans la moyenne de ceux du marché ;
- ▶ le risque de trop forte collecte sur les contrats Euros en période de taux bas est également surveillé par des analyses fréquentes de sensibilité du modèle d'affaires, qui ont notamment conduit le groupe Crédit Agricole à infléchir sa politique commerciale et mettre en place une nouvelle gamme épargne.

En assurance dommages, assurance des emprunteurs et en prévoyance, les risques d'anti-sélection et d'insuffisance de tarification sont maîtrisés par :

- ▶ une politique tarifaire appropriée ;
- ▶ la politique de souscription animée par les réseaux bancaires ou les partenaires financiers (par exemple en prévoyance, la sélection médicale et la limite des capitaux décès souscrits par produits et en cumul par assuré) ;
- ▶ la politique de gestion de sinistres assurée par des unités de gestion dédiées, des plateformes France ou multi-pays, ou déléguée à des prestataires locaux.

La politique de provisionnement développée dans chaque entité assure une bonne maîtrise du risque afférent. Les risques de catastrophes et de dérive de la sinistralité sont maîtrisés par la réassurance qui vise à protéger les fonds propres et contenir la volatilité du résultat.

Le rapport entre les sinistres - déclarés, liquidés ou provisionnés - et les primes acquises constitue l'indicateur essentiel de suivi du risque et est comparé au ratio cible construit sur un scénario de sinistralité standard.

Le suivi des risques extrêmes et des risques de provisionnement passe par le suivi de la consommation d'un budget de sinistres climatiques et d'un budget de sinistres graves.

C.2.3 Principales concentrations

Les provisions techniques vie sont portées majoritairement par la principale entité vie du Groupe en France, Predica. Les provisions non-vie sont, quant à elles, majoritairement portées par la principale entité non-vie du groupe Crédit Agricole Assurances en France, Pacifica. Au 31 décembre 2021, les activités vie, non-vie et santé représentent respectivement 56%, 26% et 18% de l'exposition aux risques de souscription (versus 54%, 27 % et 19 % en 2020).

Malgré une prédominance des engagements épargne / retraite avec participation aux bénéficiaires pour les activités vie, les engagements en unités de compte continuent de progresser.

En non-vie, le Groupe présente une grande diversité de métiers, avec six principales lignes d'activité, qui constituent près de 91 % des primes émises en 2021.

C.2.4 Sensibilités

Le principal risque de souscription porté par le groupe Crédit Agricole Assurances est le risque de rachat, dont la sensibilité est testée de manière indirecte lors des analyses de sensibilité effectuées sur l'actif (courbes de taux obligataires) ou de manière plus directe dans le scénario de krach obligataire accompagné de rachats massifs, retenu au titre des scénarios de stress ORSA. Dans l'environnement actuel, ce stress n'a d'impact négatif, ni sur le résultat ni sur la solvabilité.

C.3 RISQUE DE MARCHÉ

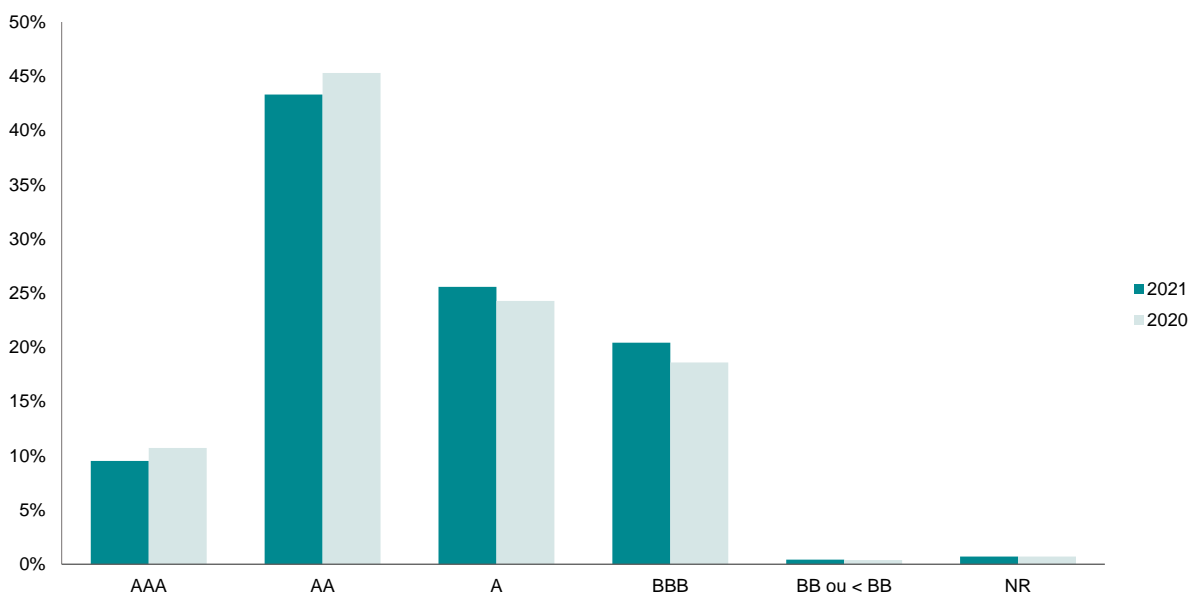
Les risques de marché sont prédominants pour le groupe Crédit Agricole Assurances, du fait d'un montant très important et croissant des actifs financiers en représentation des engagements vis-à-vis des assurés dans les activités d'épargne. A fin 2021, ils représentent 69% de l'exposition aux risques. Compte tenu de la composition des actifs financiers, les risques de marché peuvent provenir principalement des risques sur actions, *spreads*, taux d'intérêt et actifs immobiliers.

C.3.1 Exposition aux risques

Fin 2021, les encours de l'actif général s'élèvent à 340 304 millions d'euros en juste valeur, en progression de 742 millions d'euros sur un an, tandis que les placements financiers en unités de compte, pour leur part, atteignent 72 902 millions d'euros, soit une augmentation de 5 353 millions d'euros par rapport à fin 2020.

L'ensemble du portefeuille obligataire hors unités de compte du groupe Crédit Agricole Assurances, ventilé par notation financière, se présente ainsi :

Exposition au portefeuille obligataire



L'exposition aux obligations souveraines (et garanties d'Etat) est concentrée principalement sur la France et l'Italie. L'exposition aux dettes souveraines italiennes est détenue en grande partie par la filiale vie italienne du groupe.

L'exposition au risque de change est marginale compte tenu des activités et de la politique de couverture du groupe. La faible exposition au risque de concentration résulte de la politique de diversification en matière d'émetteurs mise en œuvre par le Groupe, via le respect de limites de concentration.

C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Crédit Agricole Assurances gère ses placements de manière prudente. Le Groupe s'appuie à la fois sur les analyses faites par la Direction des Investissements, qui prend en compte le cadre d'appétence que s'est fixé Crédit Agricole Assurances, ainsi que sur des informations fournies par des sources externes (établissements financiers, gestionnaires d'actifs, agences de notation). Les différentes techniques de gestion et de réduction du risque exposées ci-après relèvent également de la mise en application de ce principe.

De plus, des dispositifs ont été mis en place pour prévenir tout conflit d'intérêt et sécuriser le processus en cas de nouveau type d'investissement.

C.3.2.1 Risque de spread

Le risque de contrepartie, et d'évolution du spread rémunérant ce risque, est encadré par le biais de limites sur la répartition des émissions dans les différentes catégories de rating.

L'analyse et le suivi rapproché du risque émetteur sont effectués par les équipes Risques d'Amundi (auxquelles est déléguée la gestion des portefeuilles). Des revues trimestrielles de portefeuille examinent les émetteurs individuellement et abordent également des thématiques sectorielles, pays ou en lien avec l'environnement économique ainsi que les points d'attention identifiés. Ces revues de portefeuille permettent une gestion active de ce risque : si nécessaire, un émetteur peut être mis sous surveillance (liste des émetteurs sur lesquels il est interdit d'investir) ou faire l'objet d'un programme de cessions pour risques.

C.3.2.2 Risque de taux

Pour faire face aux différents mouvements de baisse ou de hausse durable des taux d'intérêt, le groupe Crédit Agricole Assurances dispose de différents leviers :

- ▶ une politique prudente de distribution aux assurés de participation aux bénéficiaires et la constitution de réserves (provision pour participation aux excédents - PPE) ;
- ▶ des programmes de couverture via des dérivés (caps pour la couverture à la hausse des taux, *floors*, *swaps* pour réduire le risque de réinvestissement en cas de baisse des taux) ;
- ▶ une politique commerciale adaptée : arrêt de la commercialisation des contrats à taux minimum garanti (TMG) et, dans l'environnement actuel de persistance de taux bas, inflexion de la collecte vers les unités de compte ;
- ▶ ajustement de la durée, en fonction de l'écoulement prévisionnel des passifs ;
- ▶ pilotage des liquidités et des actifs obligataires pouvant être cédés avec un faible impact en termes de moins-values.

Le groupe Crédit Agricole Assurances et chacune des compagnies se sont dotés des indicateurs et des instances permettant de suivre ces leviers.

C.3.2.3 Risque actifs de diversification

Des limites sont fixées globalement aux investissements de diversification et individuellement à chaque classe d'actifs (actions, immobilier, *private equity* et infrastructures, gestion alternative).

Ces actifs, s'ils sont susceptibles de procurer une rentabilité supérieure et d'apporter de la décorrélation, induisent un risque de valorisation et de provisionnement comptable (provision pour dépréciation durable), avec impact éventuel sur la rémunération des assurés. Ils sont donc contraints à la fois au niveau de leur part dans le portefeuille total et au niveau de leur volatilité.

C.3.3 Concentration

Le risque de concentration est maîtrisé par différents jeux de limites, calibrées selon la nature de la contrepartie :

- ▶ pour les souverains et assimilés, le groupe Crédit Agricole Assurances prend en compte le poids de la dette dans le PIB et la notation pays ;
- ▶ pour les financières ou industrielles, le groupe module les limites en fonction de la notation et les complète par une approche groupe émetteur ;
- ▶ pour le groupe Crédit Agricole, la mesure de l'exposition inclut par prudence une quote-part des unités de compte obligataires Crédit Agricole, afin d'intégrer le risque potentiel de portage en cas de vague de rachats.

La consommation de ces limites est suivie mensuellement, afin d'informer, au niveau hiérarchique approprié, les mesures de régularisation en cas de dépassement.

Compte tenu de ces mesures de gestion, l'exposition aux risques de concentration est relativement faible.

Hormis les obligations d'Etat françaises, le groupe Crédit Agricole représente la deuxième concentration de Crédit Agricole Assurances à 2,2 % des engagements réglementés, après la Banque Européenne d'Investissement.

Les investissements en actifs de diversification satisfont également à des règles de concentration unitaire et au sein d'une catégorie (poids des dix premières expositions « top 10 » par exemple pour l'immobilier physique).

C.3.4 Sensibilités

Des scénarios de stress relatifs aux risques financiers sont établis dans le cadre de l'ORSA et fournissent une vision prospective, sur l'horizon de projection, des indicateurs de solvabilité, en intégrant les hypothèses de ces scénarios, en matière notamment de distribution de dividende et de financement et en adaptant la collecte assurance-vie au comportement probable des assurés dans chacun des scénarios.

Lors de l'ORSA 2021, les scénarios de stress choisis, en lien avec le profil de risque du groupe Crédit Agricole Assurances, ont consisté en :

- ▶ une croissance modérée, un retour de l'inflation limité et des taux d'intérêt bas ;
- ▶ une forte baisse des actifs risqués dans un contexte de taux bas ;
- ▶ une situation de taux très bas sur une période prolongée, sans écartement des spreads ;
- ▶ une hausse des taux conjointe à une baisse des marchés boursiers, un écartement des spreads et un stress sur l'inflation.

Crédit Agricole Assurances n'intègre pas de scénario groupe « risque climatique » dans son rapport ORSA. En effet, les évaluations préalables font état d'impacts mesurés et les risques climatiques sont susceptibles d'avoir des effets de manière significative sur un horizon (2030 – 2050) qui dépasse l'horizon ORSA.

Pour autant, les compagnies les plus exposées localement à ce type de risques sont amenées à en évaluer les impacts au travers de scénarios spécifiques qu'elles restituent à leur gouvernance conformément au processus ORSA Crédit Agricole Assurances.

Une réflexion sera menée sur le renforcement de l'intégration du risque climat au sein du processus ORSA 2022.

Le scénario de forte baisse des actifs risqués dans un contexte de taux bas, accompagnée d'un écartement des spreads sur les souverains et les corporates serait le plus impactant pour le ratio de solvabilité du groupe Crédit Agricole Assurances.

Des analyses de sensibilités financières ont été également réalisées sur le ratio de solvabilité au 31 décembre 2021. Elles ont porté sur les principaux facteurs de risque pris isolément (actions, taux, spread), puis combinés.

Les hypothèses retenues sont décrites ci-après :

C.3.4.1 Sensibilités financières « stand-alone »

| | Choc retenu |
|--------------------------------|-------------|
| Actions | (25)% |
| Hausse des taux | + 50 bp |
| Baisse des taux | - 50 bp |
| Hausse des spreads govies | + 75 bp |
| Hausse des spreads corporates | + 75 bp |
| Hausse de la volatilité action | 25% |

C.3.4.2 Sensibilité financière combinée « baisse des taux »

| | Choc retenu |
|---------|---|
| Actions | (15)% |
| Taux | - 25 bp |
| Spread | Govies + 85 bp Corporates :AAA et AA +70 bp A: +110 bp, BBB: +140 bp |

Le ratio de solvabilité du groupe Crédit Agricole Assurances est sensible aux évolutions de taux, avec une dégradation en cas de baisse des taux. Il est également sensible à une baisse des actions et à une hausse des spreads, sur les souverains en particulier. Le stress qui combine baisse des taux, baisse des actions et baisse de l'immobilier est le plus pénalisant pour le ratio de solvabilité même si celui-ci respecte toujours le seuil réglementaire.

C.4 RISQUE DE CONTREPARTIE

C.4.1 Exposition aux risques

Le risque de défaut des contreparties constitue un risque mineur pour le groupe Crédit Agricole Assurances puisqu'il représente 2% de l'exposition aux risques fin 2021. L'exposition peut provenir :

- ▶ des contreparties financières sur les instruments financiers à terme (défaut de la contrepartie à honorer ses engagements) utilisés en couverture ou sur les dépôts / liquidités en banque (défaut de la banque gestionnaire du compte de dépôt à honorer ses engagements) ;
- ▶ des contreparties de réassurance (défaillance d'un réassureur qui ne lui permettrait plus de prendre en charge une part du montant de sinistres qui lui revient) ;
- ▶ des garanties reçues.

C.4.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

C.4.2.1 Contreparties financières

Les liquidités ne sont généralement pas laissées sur les comptes courants mais placées en OPCVM monétaires.

Les opérations de dérivés sur un marché de gré à gré, utilisées notamment dans le cadre d'une couverture prudente du risque de taux, tant à la hausse (portefeuille de *caps*) qu'à la baisse (*floors*, *swaps*, *swaptions*...), sont réalisées avec des contreparties sélectionnées pour la qualité de leur crédit. Comme ces opérations sont assorties de contrats de collatéral, avec des appels de marge quotidiens, le risque de contrepartie résiduel est marginal.

C.4.2.2 Contreparties réassurance

La maîtrise du risque de défaut des réassureurs repose sur des normes internes Groupe, à savoir :

- ▶ en premier lieu, la contractualisation avec des réassureurs satisfaisant à un critère de solidité financière minimum (A-), dont le respect est suivi tout au long de la relation ;
- ▶ des règles de dispersion des réassureurs (par traité) et de limitation de la concentration des primes cédées à un même réassureur, définies par chacune des compagnies qui en assure le suivi. Le groupe surveille la concentration des primes cédées globalement, par réassureur ;
- ▶ une sécurisation des provisions cédées grâce à des clauses standards de nantissement.

C.4.3 Principales concentrations

Les opérations sur instruments dérivés du groupe Crédit Agricole Assurances en portefeuille à fin 2021 ont été traitées avec une vingtaine de contreparties.

En matière de contrepartie de réassurance, hors réassurance interne, les cinq réassureurs externes les plus représentés comptent pour moins de 15% chacun et au total moins de 60% des primes réassurées.

C.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

C.5.1 Exposition aux risques

Les compagnies doivent être en mesure de couvrir leurs passifs exigibles (notamment les rachats et les décès, pour l'assurance-vie). Le risque provient de l'éventualité d'avoir à concrétiser des moins-values pour y faire face (conditions défavorables de marché, choc de prestations).

C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

D'une part, la liquidité est un critère de sélection des investissements : majorité de titres cotés sur des marchés réglementés, limitation des actifs par nature moins liquides comme, par exemple, l'immobilier physique, le *private equity*, les obligations non notées, les titres de participation, la gestion alternative.

D'autre part, des dispositifs de gestion de la liquidité, harmonisés au niveau du groupe, sont définis par les compagnies, dans le cadre de leur gestion actif / passif, avec des indicateurs adaptés aux différents horizons (court terme, moyen terme, long terme). Pour les compagnies vie, le risque de liquidité est maîtrisé et encadré à partir de trois dispositifs :

- ▶ liquidité à long terme : suivi et limitation des *gaps* annuels de trésorerie, estimés sur le portefeuille en *run-off*, de manière à assurer la congruence entre les échéances à l'actif et les échéanciers des engagements au passif, à la fois en régime normal et en environnement stressé (vague de rachats / décès) ;
- ▶ liquidité à moyen terme : calcul d'un indicateur dit « taux de réactivité à 2 ans », qui mesure la capacité à mobiliser des actifs courts ou à taux variable en limitant les impacts en termes de perte en capital. Cet indicateur est comparé à un seuil minimum défini par chacune des compagnies pour être en mesure d'absorber une vague de rachats. Face au risque de rachats massifs en cas de forte hausse des taux, Crédit Agricole Assurances utilise également un Indicateur de Surveillance de la Liquidité (ISL) : il mesure en stress la liquidité à horizon un an avec des hypothèses sur l'actif qui sont celles d'un scénario de crise systémique et globale et, sur le passif, correspondent aux paramètres définis par le modèle standard Solvabilité 2 (pilier 1) et également utilisés par Crédit Agricole Assurances dans ses scénarios ORSA (pilier 2) ;
- ▶ liquidité à court terme : en cas d'incertitude sur la collecte nette, fixation de montants minimum de liquidités à une semaine et à un mois, avec un suivi journalier des rachats.

Des mécanismes de gestion temporaire de la liquidité, en cas de situation exceptionnelle où les marchés seraient indisponibles, ont été également testés (test du circuit de liquéfaction des réserves pour Predica, possibilité de mise en pension avec collatéral en trésorerie, voire actifs éligibles BCE).

Les compagnies vie analysent leurs *gaps* de trésorerie afin d'identifier les éventuelles maturités à privilégier ou au contraire à éviter (excédent de tombées, avec risque de taux lors du emploi). Elles suivent mensuellement, via leur tableau de bord, leur ratio de réactivité et leur indicateur de surveillance de la liquidité, comparés aux seuils qu'elles se sont fixés. Elles surveillent également régulièrement les taux de rachat et les arbitrages entre le fonds euro et les unités de compte, de manière à mettre en place, en cas de stress avéré, un suivi à fréquence très rapprochée.

Les compagnies non-vie conservent des liquidités ou des actifs « peu réactifs », dans des proportions dimensionnées pour répondre à un choc de passif, compte tenu de leur programme de réassurance.

C.5.3 Sensibilités

Les principales compagnies vie réalisent des stress visant à :

- ▶ simuler une crise de confiance dans un environnement perturbé (choc de rachats sur les provisions mathématiques des contrats qualifiés de moins stables associé à une décote des actifs, fonction de la nature, du *rating* et de la maturité du titre et à un temps de liquéfaction compris entre 1 et 6 mois) ;
- ▶ appréhender alors la résilience en termes de liquidité. Celle-ci s'avère satisfaisante.

Par ailleurs, on considère qu'un problème de réputation au niveau du groupe Crédit Agricole n'est pas susceptible de mettre en péril la solvabilité du groupe Crédit Agricole Assurances, en dépit du modèle de bancassurance.

C.6 RISQUE OPÉRATIONNEL

C.6.1 Exposition aux risques

Le besoin en capital au titre du risque opérationnel s'établit à 1 516 millions d'euros fin 2021.

Les thématiques de risques récurrentes les plus sensibles concernent les dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, ainsi que la mauvaise exécution ou gestion des processus (traitement informatique de la gestion des unités de compte notamment).

Les dysfonctionnements informatiques, qui peuvent avoir des conséquences sur les délais de traitements et altérer des données sont généralement difficiles à valoriser. Une attention particulière est aussi portée à la sécurité des biens et des personnes.

Les risques de non-conformité constituent également un enjeu majeur, compte tenu des sanctions auxquelles ils peuvent exposer le Groupe ainsi que du risque de réputation qu'ils peuvent lui faire courir. Ils portent principalement sur :

- ▶ la relation avec les clients, dans un contexte marqué par le renforcement de la réglementation (Directive sur la distribution de l'assurance, General Data Protection Regulation, loi Sapin 2). Dans ce domaine, le groupe Crédit Agricole Assurances est vigilant à la bonne maîtrise de la distribution de ses produits par ses réseaux (Caisses Régionales, LCL, notamment) ;
- ▶ la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- ▶ la réglementation relative aux sanctions internationales (projet de remédiation relatif à l'OFAC) ;
- ▶ le respect de la réglementation relative aux titres, pour ses investissements en direct (franchissements de seuils par exemple, prévention des délits d'initiés...).

C.6.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Le groupe Crédit Agricole Assurances et ses filiales ont mis en place un dispositif de surveillance des risques opérationnels comprenant :

- ▶ une cartographie des processus exposés aux risques, réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque et les conclusions des missions d'audit ;
- ▶ une collecte des incidents et pertes opérationnelles ;
- ▶ un dispositif de surveillance et d'alerte. Les risques considérés comme significatifs après prise en compte des éléments de maîtrise font l'objet de plan d'actions.

Crédit Agricole Assurances applique la politique générale de maîtrise des risques du système d'information du groupe Crédit Agricole. Pour couvrir l'indisponibilité des systèmes d'information, des sites opérationnels et du personnel, le Groupe et ses filiales ont établi leur plan de continuité de l'activité, centré sur les activités essentielles. Il répond aux normes du groupe Crédit Agricole : adoption de la solution du Groupe pour le site de repli utilisateurs, plan de secours informatique s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé (site de Greenfield). Tant le plan de repli utilisateurs, avec déplacement des utilisateurs sur le site, que le plan de secours informatique, sont testés chaque année. En 2021, comme en 2020, le dispositif de télétravail a montré son efficacité afin de permettre 95% de travail à distance durant les périodes de confinement.

La sécurité des systèmes d'information, pour sa part, repose sur les politiques de sécurité du Groupe Crédit Agricole S.A. Suite à la réalisation du programme « CARS » (Crédit Agricole Renforcement de la Sécurité SI) à fin 2020, un nouveau programme triennal de chantiers CyberSécurité (dont un programme habilitation, tests d'intrusion, déploiement des scénarios d'indisponibilité massive logique du SI et des postes de travail) a été mis en place pour lutter contre les menaces de cyber-attaque est en cours. Parallèlement des actions de sensibilisation des collaborateurs sont déployées régulièrement. Par ailleurs, en 2021, la migration du SI de la filiale de Dublin (projet « BlackBrant ») dans les infrastructures du Groupe a permis de réhausser la sécurité et la résilience SI de cette entité. Cette dernière bénéficie désormais des réalisations du programme « CARS ».

Le dispositif de Conformité mis en place au sein du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses entités, incluant des Comités Nouvelles Activités - Nouveaux Produits (Comités NAP), permet de sécuriser les risques de non-conformité. Des instances de coordination concourent au renforcement du pilotage.

Le groupe Crédit Agricole Assurances coordonne également des projets réglementaires ainsi que des thématiques relevant du périmètre de la conformité et de la sécurité financière, le traitement des contrats dénoués non réglés ou encore le projet de remédiation relatif aux actions internationales (OFAC).

C.6.3 Sensibilités

Il n'existe pas de démarche par sensibilité au sein du groupe Crédit Agricole Assurances pour les risques opérationnels.

Les impacts des risques opérationnels sont mesurés en termes d'image ou d'impacts financiers, à travers la cartographie des risques opérationnels. Celle-ci permet d'identifier les processus critiques, porteurs de risques importants, et les plans d'actions nécessaires pour en améliorer la maîtrise.

C.7 AUTRES RISQUES SIGNIFICATIFS

C.7.1 Exposition aux risques

C.7.1.1 Risque de réputation

Compte tenu de son modèle de distribution, qui s'appuie essentiellement sur les réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole et malgré le développement des canaux alternatifs, tout facteur affectant la position concurrentielle, la réputation (produits lancés, commercialisation) ou la qualité de crédit des banques du groupe Crédit Agricole pourrait avoir une incidence sur les résultats du groupe Crédit Agricole Assurances.

C.7.1.2 Risque d'évolution de l'environnement légal

L'assurance étant une activité réglementée, elle peut être fortement impactée par des changements de normes inhérents aux évolutions juridiques et de l'environnement légal dans lequel opèrent les compagnies.

Au cours de l'année 2022, les sociétés d'assurances devront notamment être attentives aux évolutions réglementaires suivantes :

- ▶ La loi réformant le marché de l'assurance emprunteur, promulguée le 28 février 2022, qui entérine la résiliation à tout moment et la suppression du questionnaire de santé ;
- ▶ La loi relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles, publiée le 29 décembre 2021, au Journal Officiel. Elle vise à faciliter les démarches de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, à améliorer et accélérer l'indemnisation des victimes, tout en renforçant la transparence des procédures ;
- ▶ la prise en compte des lignes directrices EIOPA sur l'intégration des risques climatiques dans le processus ORSA ainsi que le renforcement de l'intégration des critères ESG dans les processus d'investissements, des contrôles permanents et des enjeux RSE dans la validation des nouveaux produits ;
- ▶ IFRS 17, la nouvelle norme de comptabilisation des contrats d'assurance, dont l'objectif est de permettre aux investisseurs d'obtenir des informations à jour sur les obligations, les risques liés et la performance des contrats d'assurance ainsi que d'augmenter la transparence de l'information financière tout en facilitant les comparaisons à l'intérieur du secteur des assurances ou avec des entités d'autres secteurs d'activité. Son entrée en vigueur devrait intervenir au 1er janvier 2023 et nécessite un travail préparatoire très en amont.

C.7.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

C.7.2.1 Risque de réputation

Le groupe Crédit Agricole Assurances sécurise la création des nouveaux produits avec la tenue systématique de comités nouvelles activités et nouveaux produits, qui examinent les documents contractuels et commerciaux, les bagages de formation et outils d'aide à la vente destinés aux distributeurs. Les réseaux de distribution sont accompagnés à travers des actions de formation et, plus généralement, le groupe Crédit Agricole Assurances a déployé une démarche de contrôle assurance (vie et non-vie) au sein des banques distributrices LCL et des Caisses régionales pour avoir un dispositif homogène dans la maîtrise de la commercialisation.

Les actions de prévention en matière de réputation et d'image intègrent également des procédures de gestion des relations avec les tiers, notamment avec la presse. Une veille destinée à détecter l'émergence du risque est également maintenue (presse, médias, réseaux sociaux, comparateurs, forums...) afin d'être en mesure d'organiser une réponse appropriée si nécessaire.

C.7.2.2 Risque d'évolution de l'environnement réglementaire

La veille exercée par la Direction juridique et la Conformité, sur les évolutions de la réglementation notamment, qui s'alimente également de la veille au niveau du groupe Crédit Agricole, permet d'en anticiper les impacts et de se préparer aux changements qu'elles peuvent induire.

D. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

INTRODUCTION

Principes généraux de valorisation

Le bilan prudentiel de Crédit Agricole Assurances est arrêté au 31 décembre et est établi en conformité avec la réglementation Solvabilité 2. Le principe général de valorisation du bilan prudentiel, fixé par l'article 75 de la Directive Solvabilité 2, est celui d'une évaluation économique des actifs et des passifs :

- ▶ les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- ▶ les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ; ces passifs ne sont pas ajustés au titre de la qualité de crédit propre.

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2021 et telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour la valorisation des actifs, des provisions techniques et des autres passifs dans les états financiers consolidés du Groupe sont détaillées dans la note 1 « Principes et méthodes applicables dans le groupe Crédit Agricole Assurances, jugements et estimations utilisés » de la partie 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2021 » du Document d'Enregistrement Universel de Crédit Agricole Assurances.

Crédit Agricole Assurances s'appuie sur les normes IFRS pour la valorisation à des fins de solvabilité des actifs et des passifs autres que les provisions techniques, dans la mesure où ces normes sont conformes aux principes de valorisation de Solvabilité 2.

Les principaux ajustements opérés dans le bilan prudentiel par rapport aux états financiers établis en normes IFRS sont:

- ▶ les différences de périmètre de consolidation entre les états financiers IFRS et le bilan prudentiel ;
- ▶ l'élimination de certains actifs incorporels et des frais d'acquisition reportés ;
- ▶ la réévaluation des actifs qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers IFRS ;
- ▶ l'évaluation des provisions techniques (remplacement des provisions techniques en normes IFRS par la meilleure estimation et la marge de risque) ;
- ▶ le reclassement et la réévaluation des dettes financières, dont les dettes subordonnées ;
- ▶ les impacts fiscaux relatifs aux ajustements ci-dessus.

Les principes et méthodes de valorisation des principaux postes du bilan prudentiel sont exposés ci-dessous. La différence entre la valorisation des actifs et des passifs (incluant les provisions techniques) à des fins de solvabilité correspond aux fonds propres, qui sont présentés de manière détaillée en section E.

Règles et méthodes de consolidation

Les modalités de consolidation à retenir pour la préparation du bilan prudentiel consolidé ne sont pas directement définies dans la réglementation Solvabilité 2. Toutefois, ces modalités sont définies pour le calcul des exigences de fonds propres au niveau Groupe, et sont utilisées pour établir les règles de détermination du périmètre et les méthodes consolidation relatives au bilan prudentiel consolidé.

Le bilan prudentiel consolidé couvre le périmètre des entités soumises à la supervision prudentielle au travers du contrôle du Groupe. Du fait de la similarité des critères d'intégration dans le périmètre de consolidation, le périmètre du bilan prudentiel consolidé est aligné dans une large mesure sur celui des états financiers IFRS.

Les méthodes de consolidation retenues sont :

- ▶ l'intégration globale, pour les entités d'assurance, de réassurance, holding d'assurance contrôlées ;
- ▶ la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint, ainsi que les entités non-assurantielles contrôlées.

Des retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des comptes individuels des entités consolidées, par référence aux principes communs du Groupe, sont effectués.

Aux écritures de retraitement s'ajoutent les écritures d'élimination des opérations réalisées entre les sociétés consolidées du Groupe.

Opérations en devises

A la date d'arrêt, les actifs et les passifs libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement de l'entité, l'euro.

Les bilans des filiales étrangères sont convertis en euros, monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture.



Compensation des actifs et des passifs

Le groupe Crédit Agricole Assurances compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation du bilan prudentiel

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers et du bilan prudentiel exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- ▶ les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- ▶ les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- ▶ la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- ▶ les modifications de la réglementation ou de la législation ;
- ▶ le comportement des assurés ;
- ▶ les changements démographiques.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- ▶ les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- ▶ les participations non consolidées ;
- ▶ les provisions techniques ;
- ▶ les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- ▶ les plans de stock-options ;
- ▶ les provisions ;
- ▶ les actifs d'impôts différés.

D.1 ACTIFS

Tableau comparant la valorisation des actifs dans les états financiers et la valorisation des actifs à des fins de solvabilité

| (en millions d'euros) | 31/12/2021 | |
|---|----------------|----------------|
| | Valeur IFRS | Valeur S2 |
| Goodwill | 872 | - |
| Frais d'acquisition différés | 1 116 | - |
| Immobilisations incorporelles | 370 | - |
| Actifs d'impôts différés | 69 | 34 |
| Excédent du régime de retraite | - | - |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | 265 | 227 |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | 342 410 | 339 160 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | 7 068 | 10 504 |
| Détenions dans des entreprises liées, y compris participations | 17 558 | 20 765 |
| Actions | 19 399 | 9 150 |
| Obligations | 232 600 | 233 112 |
| Organismes de placement collectif | 62 075 | 63 707 |
| Produits dérivés | 2 011 | 1 895 |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | 27 | 28 |
| Autres investissements | 1 673 | - |
| Actifs en représentation de contrats en unités de comptes et indexés | 86 325 | 84 924 |
| Prêts et prêts hypothécaires | 3 601 | 434 |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | 1 689 | 1 503 |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | 663 | 675 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | 764 | 828 |
| Vie UC et indexés | - | - |
| Dépôts auprès des cédantes | 526 | 536 |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | 2 126 | 2 122 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 325 | 64 |
| Autres créances (hors assurance) | 2 617 | 1 942 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | - | - |
| Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 565 | 833 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | 17 | 115 |
| Total de l'actif | 443 893 | 431 892 |

Explication des principales différences entre le bilan IFRS et le bilan prudentiel au 31 décembre 2021 :

- ▶ La variation de périmètre pour +12 001 millions d'euros sur le total bilan, s'explique principalement par la déconsolidation de la part liée aux minoritaires du portefeuille « Actions » en unités de compte pour -10 837 millions d'euros, et sur le poste « Actifs en représentation de contrats en unités de compte », par l'exclusion du périmètre de consolidation de CA Life Japan pour -1 764 millions d'euros ;
- ▶ Le retraitement normatif correspondant à l'élimination des incorporels pour -1 206 millions d'euros (goodwill (-872 millions d'euros), logiciels (-370 millions d'euros)) et des frais d'acquisition différés pour -1 116 millions d'euros ;
- ▶ La réévaluation des actifs financiers comptabilisés au coût amorti en IFRS : immobilier de placement (+4 224 millions d'euros).



D.1.1 Actifs incorporels et frais différés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs identifiables non monétaires et sans substance physique. Un actif est considéré comme identifiable s'il peut être vendu ou transféré séparément, ou bien s'il a pour origine des droits contractuels ou d'autres droits juridiques. Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées dans les états financiers IFRS sont les logiciels, les écarts d'acquisition et les frais d'acquisition reportés.

D.1.1.1 Actifs incorporels

Les écarts d'acquisition (*goodwills*) sont valorisés à zéro dans le bilan prudentiel.

Les actifs incorporels (hors *goodwills*) peuvent être reconnus dans le bilan prudentiel pour une valeur non nulle s'ils peuvent être vendus séparément et qu'il peut être démontré qu'il existe pour ces actifs ou des actifs analogues un prix coté sur un marché actif.

Dans ce cas uniquement, ils sont évalués à leur juste valeur dans le bilan prudentiel.

Ainsi, les logiciels développés pour les besoins propres de la société ont une valeur nulle dans le bilan prudentiel, ne faisant pas l'objet de cotation sur un marché actif.

D.1.1.2 Frais d'acquisition différés

Les frais d'acquisition différés comptabilisés dans les états financiers IFRS sont constitués de la fraction imputable aux exercices ultérieurs des commissions versées aux intermédiaires et des frais internes d'acquisition.

Ils sont éliminés dans le bilan prudentiel.

D.1.2 Actifs d'impôts différés

Les principes de comptabilisation et d'évaluation des impôts différés dans le bilan prudentiel sont similaires à ceux retenus dans les états financiers IFRS en application de la norme IAS 12. Les différences entre les soldes figurant dans le bilan prudentiel et le bilan IFRS proviennent des différences dans les principes d'évaluation des actifs et passifs sur lesquels sont calculés ces impôts différés.

La valorisation des impôts différés dans le bilan prudentiel se fait selon une approche bilancielle en comparant la valeur des actifs et passifs dans le bilan prudentiel avec leur valeur fiscale. Les impôts différés comptabilisés dans le bilan prudentiel résultent :

- ▶ de différences temporelles (notamment liées à l'application de la juste valeur) entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale des actifs et passifs ;
- ▶ des crédits d'impôts et déficits reportables non utilisés, le cas échéant.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs (autres que ceux déjà pris en compte par ailleurs dans le bilan prudentiel), sur lesquels ces différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés, seront disponibles.

Les impôts différés actifs d'une entité ne peuvent pas bénéficier aux autres entités du groupe Crédit Agricole Assurances.

D.1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles détenues pour usage propre correspondent à des actifs physiques que l'entreprise entend utiliser au-delà de la clôture de l'exercice comptable en cours et qui sont destinées :

- ▶ soit à être utilisées par l'entreprise dans la production ou la fourniture de biens ou de services ;
- ▶ soit à être louées à des tiers ;
- ▶ soit à des fins de gestion interne.

La majorité des immobilisations corporelles correspondent à l'immobilier d'exploitation, qui est constitué des terrains, immeubles et agencements utilisés par la Société dans le cadre de son activité.

Dans le bilan IFRS, les immeubles d'exploitation sont comptabilisés au coût amorti.

Pour les besoins du bilan prudentiel, les immeubles d'exploitation sont réévalués à leur juste valeur. Celle-ci correspond à la valeur d'expertise, établie au minimum tous les cinq ans et mise à jour annuellement par un expert indépendant.

D.1.4 Instruments financiers

Les investissements sont présentés par nature dans le bilan prudentiel (immobilier de placement, actions, obligations, fonds d'investissement, prêts, actifs en représentation des contrats en unités de compte...).

Dans le bilan IFRS, les instruments financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- ▶ actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- ▶ actifs financiers au coût amorti ;
- ▶ actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers dans le bilan IFRS dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- ▶ d'instrument de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- ▶ d'instrument de capitaux propres (i.e. actions).

Afin de répondre aux principes prudentiels de valorisation, les retraitements suivants sont apportés, en fonction de la classification des actifs financiers retenue pour les états financiers consolidés en normes IFRS :

- ▶ actifs évalués à la juste valeur dans le bilan IFRS : pas de retraitement pour ces actifs, qui sont déjà évalués à la juste valeur ;
- ▶ actifs évalués au coût amorti dans le bilan IFRS : ces actifs sont réévalués à leur valeur économique.

D.1.4.1 Hiérarchie de juste valeur

Le groupe Crédit Agricole Assurances utilise, pour l'évaluation des instruments financiers à des fins de solvabilité, la hiérarchie de juste valeur établie par la norme IFRS 13, cette dernière étant conforme à la réglementation Solvabilité 2.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- ▶ des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- ▶ des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- ▶ des instruments réalisés sur un marché réglementé pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- ▶ des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- ▶ des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

D.1.4.2 Immobilier de placement

L'immobilier de placement, par opposition à l'immobilier d'exploitation, est détenu par l'entreprise afin de lui apporter un certain rendement et une plus-value au moment de sa revente.

Dans le bilan IFRS, les immeubles de placement sont comptabilisés :

- ▶ au coût amorti, lorsqu'ils font partie du fonds général en euros ; ils sont donc réévalués pour produire le bilan prudentiel ;
- ▶ par exception, à la juste valeur lorsque qu'ils constituent des supports admis en représentation de contrats d'assurance libellés en unités de compte ; aucune réévaluation n'est constatée sur ces immeubles pour le bilan prudentiel.

Pour les besoins du bilan prudentiel, les immeubles de placement sont donc tous évalués à leur juste valeur. Celle-ci correspond à la valeur d'expertise établie par un expert indépendant.

D.1.4.3 Cas particulier des participations

La juste valeur retenue pour valoriser les participations dans le bilan IFRS peut différer de la valeur économique retenue pour leur valorisation dans le bilan prudentiel.

Dans le bilan prudentiel, le groupe Crédit Agricole Assurances a retenu les principes de valorisation suivants, s'il n'existe pas de cotation sur un marché actif :

- ▶ les participations dans des sociétés d'assurance sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence ajustée, qui consiste à valoriser la participation sur la base de l'excédent des actifs sur les passifs réévalués selon les principes de la Directive Solvabilité 2 ;
- ▶ les participations dans des sociétés non-assurantielles sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence ajustée sur la base de l'actif net réévalué IFRS, retraité de la valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

D.1.4.4 Pensions et prêts de titres

En termes de principes de valorisation et de comptabilisation, les titres mis en pension ou prêtés font l'objet d'un traitement similaire à celui appliqué dans les états financiers IFRS.

Les titres prêtés ou mis en pension restent comptabilisés dans le bilan prudentiel. Les fonds reçus en contrepartie de la mise en pension de titres sont enregistrés en dette en contrepartie de la trésorerie reçue.

En revanche, les titres empruntés ou pris en pension ne figurent pas dans le bilan prudentiel. Les fonds versés en contrepartie de la prise en pension sont comptabilisés en créances dans le bilan prudentiel.



D.1.5 Placement en représentation des contrats en unités de compte

Dans le bilan IFRS, les actifs représentatifs de contrats dont le risque de placement est supporté par les assurés (contrats en unités de compte) sont évalués à la juste valeur par résultat.

Pour ces actifs, les mêmes principes d'évaluation s'appliquent dans le bilan prudentiel.

D.1.6 Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (provisions techniques cédées)

Les règles de valorisation des provisions techniques cédées suivent les mêmes principes que ceux énoncés pour les provisions techniques brutes, présentés dans la partie D.2.5 sur les provisions techniques ci-dessous.

Les flux de trésorerie futurs cédés sont calculés dans les limites des contrats d'assurance auxquels ils se rapportent.

Lorsqu'un dépôt a été effectué pour les flux de trésorerie, les montants cédés sont ajustés en conséquence pour éviter un double comptage des actifs et des passifs se rapportant au dépôt.

Les flux de trésorerie futurs cédés sont calculés séparément pour les provisions pour primes et les provisions pour sinistres à payer.

D.1.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la caisse, les soldes débiteurs des comptes courants bancaires et les dépôts à court terme.

Dans le bilan IFRS, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût. Dans le bilan prudentiel, ils sont évalués à la juste valeur.

En pratique, compte tenu du caractère de court terme de ces instruments, la juste valeur de ces actifs est très proche de leur valeur au coût. Aucune réévaluation n'est donc effectuée entre le bilan IFRS et le bilan prudentiel.

D.2 PROVISIONS TECHNIQUES

D.2.1 Synthèse des provisions techniques

Les tableaux ci-après présentent une décomposition des meilleures estimations des provisions techniques ainsi qu'une comparaison des provisions techniques IFRS et de celles évaluées selon l'approche prudentielle.

Synthèse de la valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité et dans les états financiers

| | 31/12/2021 | | | | | Total |
|---|-------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--|------------------|----------------|
| | Non-vie (hors santé) | Santé (similaire à la non-vie) | Santé (similaire à la vie) | Vie (hors santé / UC et indexés) | UC et indexés | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | |
| BEL Brut | 5 125 | 1 386 | 3 020 | 265 236 | 80 965 | 355 732 |
| BEL Cédé | 643 | 32 | 717 | 111 | - | 1 503 |
| BEL Net | 4 482 | 1 354 | 2 303 | 265 125 | 80 965 | 354 229 |
| Marge de risque | 331 | 92 | 421 | 1 533 | 1 386 | 3 763 |
| Total Provisions techniques S2 | 5 456 | 1 478 | 3 441 | 266 769 | 82 351 | 359 495 |
| Total Provisions techniques IFRS | 5 600 | 1 148 | 3 145 | 278 809 | 86 591 | 375 293 |

Pour l'année 2021, la différence entre le bilan IFRS et le bilan prudentiel s'explique principalement par :

- ▶ La revalorisation des provisions techniques pour -14 829 millions d'euros ;
- ▶ La variation de périmètre comprenant la sortie de CA Life Japan pour -2 105 millions d'euros et la neutralisation des provisions techniques pour les entités non consolidées pour + 1 200 millions d'euros.
- ▶

D.2.2 Principes de valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité

La valeur des provisions techniques sous Solvabilité 2 correspond à la somme de la meilleure estimation (« BE » ou *Best Estimate*) des engagements et de la marge de risque (« RM » ou *Risk Margin*).

La meilleure estimation représente la moyenne pondérée par leur probabilité des valeurs actuelles des flux de trésorerie futurs et est calculée :

- ▶ en cohérence avec les informations de marché disponibles à la date de l'évaluation, en utilisant la courbe de taux sans risque adéquate ;
- ▶ en adoptant une approche objective et fiable et ;
- ▶ en respectant le cadre réglementaire en vigueur localement.

Les meilleures estimations sont calculées brutes de réassurance, sans déduction des montants cédés aux réassureurs ; les meilleures estimations des engagements cédés sont valorisées séparément.

La marge de risque correspond à un montant de provision complémentaire à la meilleure estimation, calculé de telle sorte que le montant total de provision inscrit au bilan corresponde à celui qu'exigerait un assureur sans portefeuille existant pour honorer les engagements à la charge de Crédit Agricole Assurances. La marge de risque est calculée directement nette de réassurance.

Ainsi les provisions techniques du bilan prudentiel se distinguent des provisions techniques du bilan IFRS par l'actualisation systématique des flux de trésorerie, la valorisation des options et garanties financières (taux garantis, participation aux bénéfices, rachats,...) et la prise en compte d'une marge de risque explicite.

Toutefois, certaines provisions sont évaluées comme un tout, sans identification de la meilleure estimation et de la marge de risque. Le montant de ces provisions n'est pas significatif.

D.2.3 Segmentation

La valorisation des provisions techniques repose sur l'assignation d'un engagement d'assurance à une ligne d'activité qui reflète la nature des risques relatifs à cet engagement. La forme juridique de l'engagement n'est pas nécessairement déterminante pour la nature du risque.

Par ailleurs, si une police couvre des engagements d'assurance sur plusieurs lignes d'activité, l'assignation à chaque ligne d'activité n'est pas requise si une seule des lignes d'activité est matérielle.



Dans le cadre de la segmentation de leurs engagements d'assurance, les filiales du groupe Crédit Agricole Assurances regroupent les contrats par catégorie homogène, permettant ainsi de refléter les risques des contrats individuels : cela conduit à une représentation des engagements similaire à celle obtenue dans le cadre d'une estimation contrat par contrat.

D.2.4 Comptabilisation initiale

Pour le calcul de la meilleure estimation et de la marge de risque, les engagements sont comptabilisés à la date à laquelle Crédit Agricole Assurances devient partie au contrat qui génère l'engagement ou à laquelle la couverture d'assurance ou de réassurance commence, la première de ces deux dates étant retenue.

D.2.5 Principes généraux d'évaluation de la meilleure estimation (BE)

D.2.5.1 Évaluation - Flux de trésorerie

La meilleure estimation brute de réassurance est calculée comme la moyenne pondérée par leur probabilité des valeurs actuelles des flux de trésorerie futurs des prestations envers les assurés et des frais de gestion encourus pour l'administration de ces engagements jusqu'à leur terme, diminués des primes à recevoir au titre des contrats en portefeuille et des éventuels recours.

La projection des flux de trésorerie intègre des hypothèses sur le comportement des assurés et les décisions de gestion de la direction. Ces hypothèses portent notamment sur les rachats, la politique de participation aux bénéfices, la politique d'allocation d'actifs.

D.2.5.2 Évaluation - Granularité des projections

Les contrats sont analysés sur une base unitaire puis regroupés, pour les modélisations, en groupes de risques homogènes qui reflètent de manière appropriée les risques de chacun des contrats inclus dans ces groupes.

Les groupes de risques définis pour l'évaluation des provisions techniques sont homogènes sur la base notamment des critères suivants :

- ▶ la nature de la garantie ;
- ▶ la base temporelle de la garantie (par exemple, gestion en base survenance/déclaration) ;
- ▶ le type d'activité (affaires directes de l'entité, acceptations,...) ;
- ▶ les devises de règlement des sinistres ;
- ▶ le type de sortie des sinistres (rentes...).

Les groupes de risques homogènes sont définis au niveau des entités.

D.2.5.3 Évaluation - Frontière des contrats

La limite d'un contrat ou « frontière » d'un contrat se définit comme la première des dates à laquelle :

- ▶ l'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de résilier le contrat ;
- ▶ l'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de refuser les primes à recevoir au titre du contrat ;
- ▶ l'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de modifier les primes ou les garanties de manière à ce que les primes versées reflètent totalement le risque.

Les primes versées après la date « frontière » d'un contrat d'assurance ou de réassurance et les engagements associés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation.

Indépendamment des dispositions précédentes, aucune prime future n'est prise en compte dans le calcul de la meilleure estimation des provisions dès lors qu'un contrat :

- ▶ ne prévoit pas l'indemnisation d'un événement incertain spécifié affectant défavorablement l'assuré ;
- ▶ ne prévoit pas de garantie financière des prestations.

D.2.5.4 Évaluation - Participation aux bénéfices

La participation aux bénéfices (PB) est intégrée dans les flux de trésorerie modélisés pour valoriser la meilleure estimation des provisions.

Les PB modélisées respectent les contraintes réglementaires locales et contractuelles et font l'objet d'hypothèses stratégiques revues par la direction des entités.

Ainsi sur les entités françaises, le respect de la règle de la participation aux bénéfices minimum dans les projections est vérifié et documenté.

D.2.5.5 Évaluation - Options et garanties

Les contrats d'assurance-vie incluent des options et garanties financières. La meilleure estimation inclut l'impact de ces options et garanties dès lors que celui-ci est matériel.

Des méthodes de simulations stochastiques sont utilisées pour cette valorisation. Les principales options valorisées par Crédit Agricole Assurances sont :

- ▶ l'option de rachat dans les contrats d'épargne ou de retraite ;
- ▶ les taux minimum garantis et les taux techniques ;

- ▶ les clauses de participations aux bénéfices contractuelles ;
- ▶ la garantie plancher des contrats en unités de compte.

D.2.5.6 Évaluation - Frais

La projection des flux de trésorerie utilisée pour calculer la meilleure estimation tient compte de l'ensemble des frais suivants :

- ▶ les charges administratives ;
- ▶ les frais de gestion des investissements ;
- ▶ les frais de gestion des sinistres ;
- ▶ les frais d'acquisition.

Les frais généraux encourus pour la gestion des engagements d'assurance sont également pris en compte. Les projections de frais sont fondées sur l'hypothèse que l'entreprise souscrira de nouveaux contrats à l'avenir.

D.2.5.7 Évaluation - Actualisation

Le groupe Crédit Agricole Assurances utilise à des fins de valorisation des provisions techniques la courbe des taux de base sans risque, l'ajustement pour risque de crédit et la correction pour volatilité visée à l'article 77 *quinquies* de la directive 2014/51/UE modifiant la directive 2009/138/CE, qui sont communiqués par l'EIOPA. Ces éléments sont définis par devise et par pays.

L'ajustement pour risque de crédit (CRA, *credit risk adjustment*) est un ajustement qui permet de prendre en compte le risque de crédit relatif aux investissements.

La correction pour volatilité (VA, *volatility adjustment*) est une correction avec effet contra-cyclique qui permet d'ajuster la courbe des taux de base sans risque afin de réduire l'impact de la volatilité des variations des spreads des obligations d'entreprises et d'Etat sur l'évaluation des passifs techniques.

Le groupe Crédit Agricole Assurances n'utilise pas l'ajustement égalisateur (MA, *matching adjustment*) visé à l'article 77 *ter* de la directive 2014/51/UE modifiant la directive 2009/138/CE.

L'impact de l'annulation de la correction pour volatilité sur la situation financière du Groupe est détaillé dans le tableau ci-dessous :

| <i>En millions d'euros</i> | Montant avec utilisation de la VA | Impact de l'annulation de la VA |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|
| Provisions techniques | 359 495 | 89 |
| Fonds propres de base | 34 327 | 111 |
| Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR | 34 327 | 111 |
| SCR | 14 025 | 451 |
| Ratio de solvabilité | 245% | 238% |

La solvabilité du Groupe ne serait pas remise en cause en cas de non-utilisation de la correction pour volatilité.

D.2.6 Mesures transitoires pour les provisions techniques

Le Groupe n'a appliqué ni la courbe des taux d'intérêt sans risque transitoire visée à l'article 308 *quater* de la directive 2014/51/UE modifiant la directive 2009/138/CE, ni la déduction transitoire visée à l'article 308 *quinquies* de la directive 2014/51/UE modifiant la directive 2009/138/CE.

D.2.7 Principaux changements d'hypothèses utilisées dans le calcul des provisions techniques par rapport à l'exercice précédent

En 2021, au-delà de la mise à jour de certaines hypothèses pour refléter l'évolution des profils de risque de chaque entité, il n'y a pas eu de changement d'hypothèse matériel.

D.2.8 Marge de risque (Risk Margin)

La marge de risque correspond au montant qui permettrait de dédommager une tierce partie qui reprendrait les engagements de Crédit Agricole Assurances pour le coût du capital immobilisé.

La marge de risque est évaluée en actualisant le coût annuel généré par l'immobilisation d'un capital équivalent au SCR de référence sur la durée de vie résiduelle des engagements utilisée pour le calcul de la meilleure estimation.

Conformément à la réglementation en vigueur, la marge de risque consolidée est déterminée comme la somme des marges de risque des entités, sans retraitement des opérations de réassurance intragroupe (article 340 du règlement délégué).



D.2.9 Niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques

Le calcul des provisions techniques comprend par nature un niveau d'incertitude. Les hypothèses, données et modèles à l'origine de ces incertitudes font l'objet d'une documentation et d'un suivi. De plus, des analyses de sensibilité sont réalisées pour encadrer le niveau de ces incertitudes et pour confirmer le caractère adéquat des évaluations au regard de la réglementation.



D.3 AUTRES PASSIFS

Tableau comparant la valorisation des autres passifs dans les états financiers et la valorisation des autres passifs à des fins de solvabilité

| (en millions d'euros) | 31/12/2021 | |
|---|---------------|---------------|
| | Valeur IFRS | Valeur S2 |
| Passifs éventuels | - | - |
| Provisions autres que les provisions techniques | 36 | 79 |
| Provisions pour retraite | 79 | 21 |
| Dépôts des réassureurs | 716 | 794 |
| Passifs d'impôts différés | 347 | 1 771 |
| Produits dérivés | 289 | 173 |
| Dettes envers des établissements de crédit | 2 726 | 1 458 |
| Dettes financières autres celles envers les établissements de crédit | 1 393 | 1 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | 2 395 | 2 393 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 676 | 207 |
| Autres dettes (hors assurance) | 38 808 | 28 311 |
| Passifs subordonnés | 6 740 | 7 423 |
| Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus | 93 | 233 |
| Total du passif hors provisions techniques | 54 298 | 42 863 |

La variation entre le bilan IFRS et le bilan Solvabilité 2 s'explique principalement par la déconsolidation de la part liée aux minoritaires du portefeuille « Actions » en unités de compte pour -11 693 millions d'euros et par la déconsolidation des OPCl pour -1 160 millions d'euros sur le poste « Dettes envers des établissements de crédit ».

D.3.1 Provisions et passifs éventuels

Les provisions autres que les provisions techniques du bilan prudentiel sont évaluées selon la même approche que celles du bilan IFRS : les provisions pour risques et charges sont comptabilisées s'il existe une obligation (juridique ou implicite), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable.

Elles sont évaluées à leur valeur économique, sur la base des flux financiers futurs probables actualisés.

Les passifs éventuels sont comptabilisés dans le bilan prudentiel dès lors qu'ils sont importants. Les passifs éventuels sont importants lorsque les informations relatives à leur taille ou à leur nature actuelle ou potentielle sont susceptibles d'influer sur la prise de décision ou le jugement des destinataires de ces informations, y compris les autorités de contrôle.

La valeur des passifs éventuels est égale à la valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs nécessaires pour régler le passif éventuel sur sa durée de vie, déterminés à partir de la courbe des taux sans risque de base.

D.3.2 Provisions pour retraite

Crédit Agricole Assurances a retenu, pour son bilan prudentiel, une valorisation des engagements envers le personnel identique à celle effectuée en application de la norme IAS 19 dans les états financiers IFRS, puisque cette norme prévoit un mode d'évaluation cohérent avec une évaluation économique.

Les engagements comptabilisés au titre des régimes à prestations définies sont présentés nets de la juste valeur des actifs du régime.

D.3.3 Passifs d'impôts différés

Les principes de comptabilisation et d'évaluation des impôts différés dans le bilan prudentiel sont exposés dans la section D.1.2 ci-dessus.

D.3.4 Passifs financiers

Dans le bilan IFRS, les modalités d'évaluation des passifs financiers déterminent leur classement :

- ▶ passifs financiers évalués au coût amorti (règle générale) ;
- ▶ passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat.

Les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat dans le bilan IFRS ne font pas l'objet d'une revalorisation dans le bilan prudentiel.

Les principales catégories de passifs financiers devant faire l'objet d'une revalorisation à la juste valeur dans le bilan prudentiel de Crédit Agricole Assurances sont les dettes subordonnées et les dettes seniors de financement, évaluées au coût amorti dans le bilan IFRS :

- ▶ dettes émises par Crédit Agricole Assurances et souscrites par Crédit Agricole S.A. ;
- ▶ dettes émises par Crédit Agricole Assurances et souscrites par des investisseurs externes au Groupe.

Le classement retenu pour ces passifs financiers dans le bilan prudentiel est le suivant :

- ▶ dettes émises par Crédit Agricole Assurances et souscrites par Crédit Agricole S.A. : instruments de dette ;
- ▶ dettes émises par Crédit Agricole Assurances et souscrites par des investisseurs externes au Groupe :
 - instruments de capitaux propres, bénéficiant ici de la clause de grand-père²⁰ permettant de les classer en fonds propres de niveau 1 dans Solvabilité 2,
 - instruments de dette, classés en niveau 2 dans Solvabilité 2.

Pour les autres passifs financiers, la valeur IFRS (coût amorti du passif) est considérée comme une approximation acceptable de la valeur Solvabilité 2, dès lors que l'échéance du passif intervient dans l'année qui suit la date d'arrêt.

²⁰ Il existe des incertitudes quant au traitement réglementaire de ces instruments après la période transitoire



D.4 MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

La hiérarchie de juste valeur utilisée pour l'évaluation des instruments financiers est présentée en section D.1.4. 1 ci-dessus.

La majorité des actifs financiers figurant au bilan prudentiel du groupe Crédit Agricole Assurances est évaluée selon le niveau 1 de la hiérarchie, qui correspond aux actifs financiers cotés sur un marché actif.

Les titres faisant l'objet d'une valorisation selon une méthode de valorisation alternative à l'utilisation du cours coté (méthode AVM, *Alternative Valuation Method*) représentent environ 22% du montant total des actifs, et sont composés majoritairement de titres intragroupes et d'immobilier.

Ces titres ne bénéficiant pas d'un marché actif, l'utilisation d'une méthode de valorisation alternative a donc été retenue et permet ainsi de minimiser l'incertitude de valorisation.

D.5 AUTRES INFORMATIONS

Néant.

E. GESTION DES FONDS PROPRES

E.1 FONDS PROPRES

E.1.1 Politique de gestion des fonds propres

Le groupe Crédit Agricole Assurances a mis en place une politique de gestion des fonds propres. Cette politique est déclinée au niveau de chaque filiale du groupe Crédit Agricole Assurances. Elle définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres, ainsi que le processus de financement du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales. Cette politique est validée annuellement par le Conseil d'Administration.

La politique de gestion des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances s'intègre dans le cadre d'appétence au risque du Groupe défini et validé par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances.

Elle a été conçue de façon à intégrer les contraintes de la réglementation applicable aux groupes d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomérats financiers, ainsi que les objectifs propres du groupe Crédit Agricole.

Le pilotage des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances est assuré de façon à :

- ▶ respecter les exigences réglementaires de solvabilité ;
- ▶ participer à l'optimisation des fonds propres au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- ▶ assurer une allocation adéquate des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales.

La définition de la politique d'allocation de fonds propres est adaptée à la réalité des risques portés par l'ensemble des entités d'assurance. Le niveau de fonds propres par rapport au capital requis pour chaque entité est adapté à son profil de risque, à son activité (vie / non-vie), au niveau de maturité de son activité et à sa taille.

Chaque année, le pilotage des fonds propres se matérialise par la validation du plan de gestion du capital par le Conseil d'Administration. Ce plan prévoit le calendrier et la nature des opérations financières sur l'année en cours et à horizon du plan à moyen terme (3 ans). Il s'appuie sur les plans de gestion du capital des filiales et de la consolidation des résultats de l'ORSA pour définir les éventuelles émissions de capital ou passifs subordonnés et estimer l'impact de l'arrivée à maturité des éléments de fonds propres, de la politique de dividende, de la fin des mesures transitoires et de toute autre évolution d'un élément de fonds propres.

Crédit Agricole Assurances s'assure du respect de ce plan de gestion du capital, de sa position de solvabilité par rapport à la zone définie et de la couverture permanente du besoin en capital (SCR) et du minimum de capital requis (MCR) à travers un suivi trimestriel de la solvabilité de chaque filiale, considérée séparément et du Groupe.

E.1.2 Méthode de consolidation

La solvabilité du groupe Crédit Agricole Assurances est calculée selon la méthode de consolidation visée à l'article 230 de la directive 2009/138/CE.

E.1.3 Fonds propres disponibles

E.1.3.1 Composition et évolution des fonds propres disponibles

Le groupe Crédit Agricole Assurances couvre son besoin réglementaire en capital principalement par des fonds propres de niveau 1 (85% des fonds propres disponibles).

Tous les éléments de fonds propres sont des fonds propres de base. Le groupe Crédit Agricole Assurances ne dispose pas de fonds propres auxiliaires.

Les fonds propres disponibles du groupe Crédit Agricole Assurances en 2021 s'élèvent à 34 327 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Conformément à l'article 95 de la directive 2009/138/CE, les éléments de fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances ont été classés par niveau en fonction des caractéristiques de qualité, de subordination, d'absorption des pertes ou de maturité exposés à la section 2, chapitre IV du Règlement Délégué 2015/35.

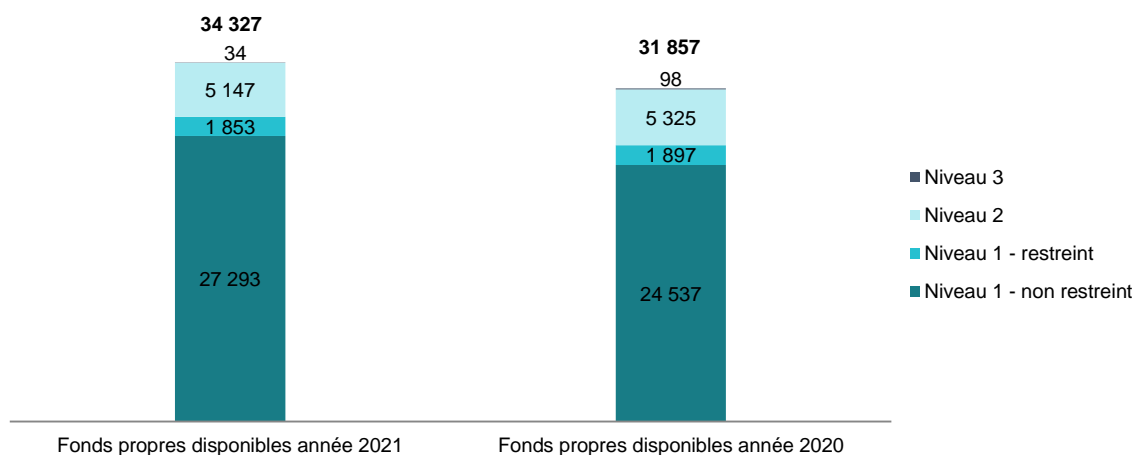
La composition des fonds propres disponibles du groupe Crédit Agricole Assurances est la suivante :

- ▶ les fonds propres de niveau 1 non restreint s'élèvent à 27 293 millions d'euros composés principalement :
 - du capital social, entièrement libéré pour 1 490 millions d'euros, et le compte de primes d'émission lié pour 7 374 millions d'euros ;
 - de la réserve de réconciliation pour 7 676 millions d'euros (cf. détail dans le paragraphe E.1.3.3) ;
 - des fonds excédentaires pour 10 802 millions d'euros.
- ▶ les dettes subordonnées composent le niveau 1 restreint pour 1 853 millions d'euros et le niveau 2 pour 5 147 millions d'euros.
- ▶ les fonds propres de niveau 3 correspondent aux impôts différés actifs disponibles au niveau du groupe pour 34 millions d'euros.

La déduction des fonds propres non disponibles correspond aux éléments de fonds propres des filiales du groupe Crédit Agricole Assurances considérés comme non transférables ou non fongibles. La prise en compte des fonds propres des filiales jugés non disponibles par nature pour le Groupe est autorisée dans la limite de la contribution de l'entité au SCR du Groupe.

Aucune déduction des fonds propres n'est réalisée concernant les excédents de couverture du SCR notionnel par les fonds propres des fonds cantonnés.

Composition des fonds propres disponibles par niveau (en M€)



Les fonds propres disponibles sont en hausse de 2 470 millions d'euros par rapport à fin 2020, avec notamment une augmentation de 2 757 millions d'euros des fonds propres de niveau 1 (non restreint). Cette hausse est essentiellement liée à la croissance de la réserve de réconciliation.

La réserve de réconciliation est en hausse de 2 997 millions d'euros. L'évolution de la réserve de réconciliation est détaillée dans le paragraphe E.1.3.3 Réserve de réconciliation.

E.1.3.2 Dettes subordonnées

La politique de gestion des fonds propres permet au groupe Crédit Agricole Assurances de souscrire des dettes subordonnées auprès de Crédit Agricole S.A. et auprès des investisseurs externes.

Au 31 décembre 2021, les dettes subordonnées du groupe Crédit Agricole Assurances sont valorisées sous Solvabilité 2 à hauteur de 7 423 millions d'euros et sont détenues par le groupe Crédit Agricole à hauteur de 33%.

Le 6 octobre 2021, Crédit Agricole Assurances a émis des titres subordonnés d'une maturité de 10 ans auprès d'investisseurs institutionnels pour un nominal d'un milliard d'euros. Ces titres porteront intérêt au taux fixe annuel de 1,500% jusqu'à échéance en 2031. Ces titres sont éligibles comme fonds propres de niveau 2 sous Solvabilité 2.

Suite à cette émission, Crédit Agricole Assurances a procédé le 29 octobre 2021 au remboursement de dettes subordonnées auprès de Crédit Agricole S.A. pour un montant total d'un milliard d'euros.

A fin 2021, la revalorisation à la juste valeur des dettes subordonnées au bilan s'élève à 7 423 millions d'euros, en baisse de 231 millions d'euros par rapport à 2020 en lien notamment avec la baisse des taux constatée sur l'année 2021.

Les titres subordonnés disposent des clauses contractuelles standards et ne prévoient pas de mécanisme d'absorption des pertes. Pour les dettes subordonnées dont la première date d'appel est passée, l'exercice de l'appel est possible à chaque date de paiement d'intérêts.

Les dettes éligibles dans les fonds propres Solvabilité 2 au titre des mesures transitoires représentent un montant total de 2 291 millions d'euros. Ces instruments, émis avant le 17 janvier 2015, sont inclus dans les fonds propres et classés en niveau 1 ou 2 selon des critères spécifiques pour une durée limitée à 10 ans.

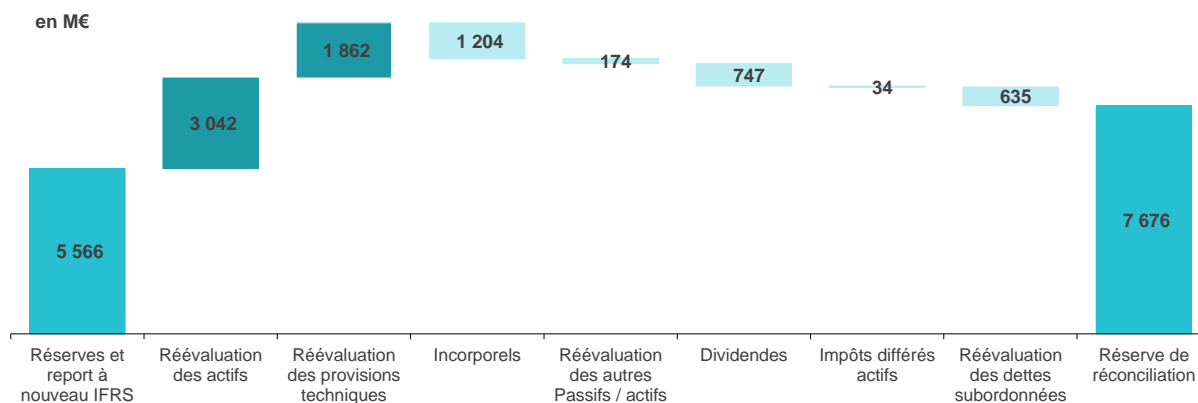
| (en millions d'euros) | Emetteur 1: CAA 2: Autres | ISIN | Mesure transitoire | Maturité légale | Prochaine date d'appel | Montant |
|-----------------------|---------------------------------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------------|--------------|
| Niveau 1 | 1 | FR0012222297 | oui | Perpétuelle | 14/10/2025 | 787 |
| | 1 | FR0012444750 | oui | Perpétuelle | 13/01/2025 | 1 065 |
| | 2 | | oui | Perpétuelle | 09/10/2021 | 38 |
| | 2 | | oui | Perpétuelle | 19/11/2021 | 38 |
| | 2 | | oui | Perpétuelle | 16/10/2021 | 31 |
| Niveau 2 | 2 | | oui | 20/12/2023 | | 15 |
| | 2 | | oui | 12/12/2022 | 12/03/2021 | 148 |
| | 2 | | oui | 24/07/2023 | 24/01/2021 | 168 |
| Sous-total | | | | | | 2 291 |
| Niveau 2 | 1 | | non | Perpétuelle | 13/12/2022 | 745 |
| | 1 | | non | 30/06/2026 | | 311 |
| | 1 | FR0013203734 | non | 27/09/2048 | 27/09/2028 | 1 026 |
| | 1 | FR0013312154 | non | 29/01/2048 | 29/01/2028 | 1 080 |
| | 1 | FR0013523602 | non | 17/07/2030 | | 980 |
| | 1 | FR0014005RZ4 | non | 06/10/2031 | | 991 |
| Sous-total | | | | | | 5 132 |
| Total Général | | | | | | 7 423 |

La part des dettes subordonnées ne faisant pas l'objet des mesures transitoires s'élève à 5 132 millions d'euros. Elles ont été émises par Crédit Agricole Assurances et sont classées en Niveau 2. Il s'agit d'un emprunt subordonné à durée indéterminée et de cinq emprunts subordonnés remboursables dont les dates d'échéance sont prévues respectivement, le 30 juin 2026, le 27 septembre 2048, le 29 janvier 2048, le 17 juillet 2030 et le 6 octobre 2031.

E.1.3.3 Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation est une composante significative des fonds propres, elle est constituée des éléments suivants :

Réserve de réconciliation



La réserve de réconciliation s'élève à 7 676 millions d'euros au 31 décembre 2021. Elle est constituée des réserves consolidées IFRS (report à nouveau, réserves, résultat) pour 5 566 millions d'euros et de la réévaluation des principaux postes du bilan pour 4 095 millions d'euros :

- ▶ des placements (hors provisions techniques cédées) pour 3 042 millions d'euros ;
- ▶ des provisions techniques pour 1 862 millions d'euros ;
- ▶ des autres éléments d'actifs et de passifs pour -174 millions d'euros ;
- ▶ des dettes subordonnées pour -635 millions d'euros.

Les principales déductions sont les éliminations des incorporels pour -1 204 millions d'euros, la déduction du dividende prévisible au titre du résultat 2021 pour -747 millions d'euros.

La réserve de réconciliation augmente de 2 997 millions d'euros par rapport à 2020. Cette hausse se décompose en :

- ▶ une baisse de -877 millions d'euros des réserves et report à nouveau IFRS net de dividendes prévisibles, liée à la baisse des plus-ou-moins-values latentes comptabilisées en capitaux propres ;
- ▶ une hausse des réévaluations des postes du bilan IFRS à la valeur économique de 3 841 millions d'euros ;
- ▶ une hausse de 33 millions d'euros des ajustements liés à l'élimination des actifs incorporels et des fonds propres non disponibles au niveau du Groupe.

E.1.3.4 Réconciliation avec les fonds propres en normes IFRS

Les fonds propres tels qu'ils apparaissent dans les états financiers IFRS en 2021 s'élèvent à 15 549 millions d'euros. L'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité s'élève à 29 534 millions d'euros. Les principales différences entre les fonds propres tels qu'ils apparaissent dans les états financiers IFRS en 2021 et l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité correspondent à :

- ▶ l'intégration des dettes subordonnées classées en capitaux propres IFRS pour 1 248 millions d'euros ;
- ▶ l'annulation des immobilisations incorporelles pour -1 204 millions d'euros ;
- ▶ la mise à la juste valeur des provisions techniques pour 14 125 millions d'euros, dont 12 263 millions de prise en compte des provisions pour participation aux bénéfices (PPB) admissibles des entités Vie françaises (Predica et Spirica) en fonds excédentaires ;
- ▶ la mise à la juste valeur des dettes subordonnées pour -635 millions d'euros ;
- ▶ La mise à la juste valeur des actifs financiers et autres actifs passifs pour 451 millions d'euros.

Les fonds propres disponibles comprennent en complément des excès d'actifs par rapport aux passifs, notamment les dettes subordonnées et atteignent 34 327 millions d'euros à fin 2021.

E.1.3.5 Impôts différés

Les principes de comptabilisation des impôts différés Actif et Passif sont présentés dans les paragraphes D.1.2 Actifs d'impôts différés et D.3.3 Passifs d'impôts différés. Les impôts différés actifs et passifs proviennent principalement des différences temporaires entre la valeur fiscale et l'évaluation économique des provisions techniques et des investissements.

Des impôts différés actifs sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera réalisé conformément à l'exigence réglementaire ou légale en termes de limite (dans les montants ou le temps) du report des crédits d'impôt non utilisés. Ces profits futurs proviennent principalement de l'activité d'assurance générés dans les conditions d'évaluation de la meilleure estimation des provisions techniques ainsi qu'au titre de nouvelles souscriptions.

La reconnaissance d'impôts différés actifs est justifiée, pour les filiales françaises, par l'existence d'une convention d'intégration fiscale entre celles-ci et Crédit Agricole S.A. -société de tête du groupe fiscal. Cette convention fiscale s'exerce en cas de perte et conduit au versement par Crédit Agricole S.A. des économies d'impôts induites par les pertes des filiales. La contribution nette des entités hors-France aux impôts différés actifs est non significative au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, le groupe Crédit Agricole Assurances est en situation nette d'Impôt différé actif à hauteur de 34 millions d'euros.

Concernant les actifs d'impôts différés nets :

- ▶ Ceux-ci sont disponibles en tant qu'éléments de fonds propres de base classés comme de niveau 3 ;
- ▶ Ce montant de ces actifs d'impôts différés nets comptabilisés en tant que fonds propres éligibles est limité en vertu de l'application de l'article 82.

E.1.4 Fonds propres éligibles

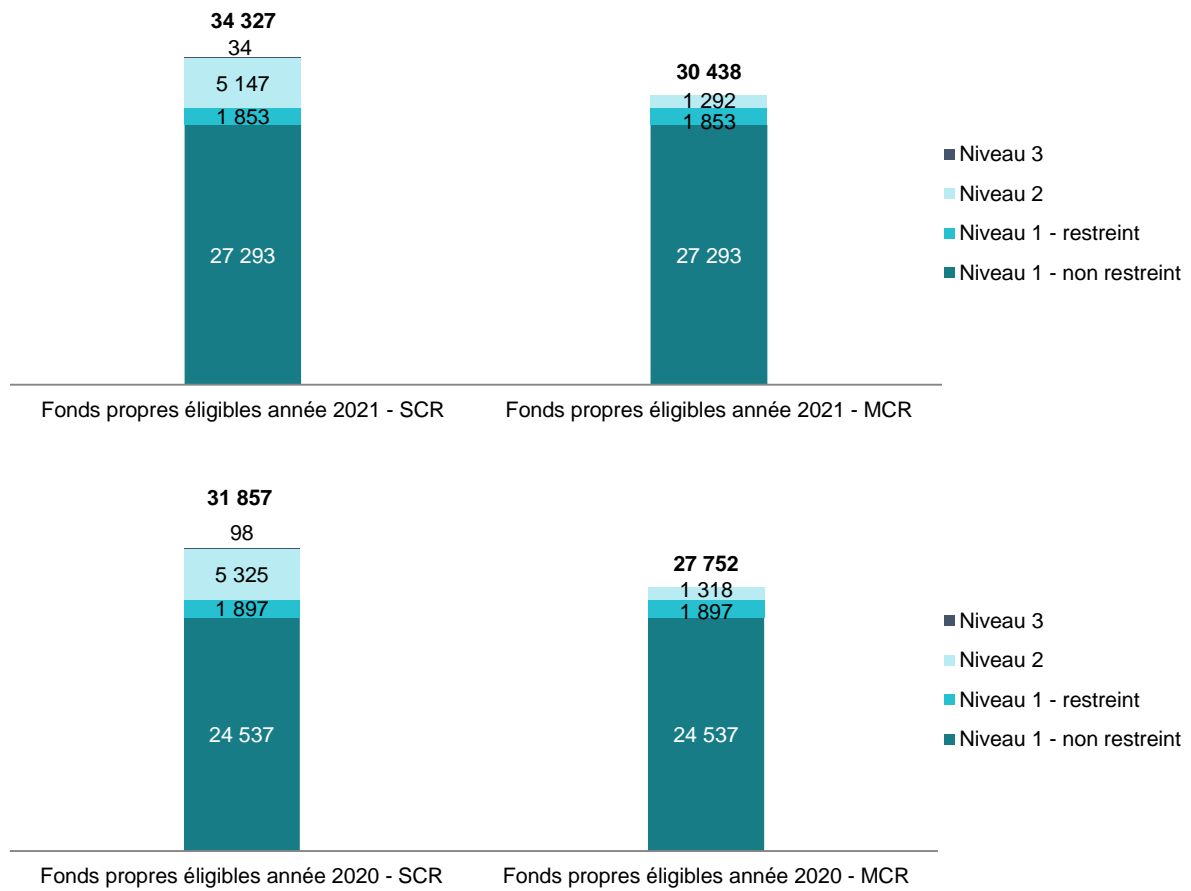
Les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR s'élèvent à 34 327 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Les fonds propres éligibles pour couvrir le MCR s'élèvent à 30 438 millions d'euros.

Ces fonds propres sont composés des mêmes éléments de couverture, l'écart provient des différences liées aux limites quantitatives de la réglementation. Conformément à l'article 82 des actes délégués, les fonds propres de niveau 2 sont limités à 20% du MCR et aucun élément de niveau 3 n'est éligible à la couverture du MCR.



Composition des fonds propres éligibles par niveau en M€



A fin 2021, aucun écrêtement des fonds propres disponibles à la couverture du SCR n'est constaté après application des critères d'éligibilité.



E.2 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS (SCR)

L'évaluation de l'exigence en capital réglementaire (SCR) au niveau du Groupe Crédit Agricole Assurances est réalisée en appliquant la formule standard de la directive Solvabilité 2 sur la base du bilan prudentiel. Aucune mesure transitoire n'a été retenue par le groupe Crédit Agricole Assurances dans le cadre de l'évaluation du SCR.

Conformément aux valeurs fournies par l'EIOPA, la courbe des taux d'intérêt utilisée pour calculer les provisions techniques au 31 décembre 2021 prend en compte l'ajustement pour le risque de crédit (CRA de +10 bps) et l'ajustement pour volatilité (VA de +3 bps).

Ainsi, au 31 décembre 2021, le SCR de Crédit Agricole Assurances s'élève à 14 025 millions d'euros. Le minimum de capital requis (MCR) au niveau du groupe, calculé comme la somme des MCR des filiales d'assurance du périmètre prudentiel de consolidation, s'élève à 6 461 millions d'euros.

Compte tenu de la prédominance des engagements en Epargne / Retraite du groupe Crédit Agricole Assurances, le risque de marché est le risque majeur pour Crédit Agricole Assurances, représentant 69% de son exposition aux risques. Les risques de souscription sont majoritairement issus du risque de la souscription vie (16%), puis dans une moindre mesure de la souscription non-vie (8%) et de la souscription santé (5%).

Les entités du groupe Crédit Agricole Assurances étant exposées à des risques de nature différente et dans différents pays, la consolidation permet de dégager un bénéfice de diversification qui s'élève à 4 069 millions d'euros au 31 décembre 2021.

La capacité d'absorption des pertes par les impôts différés s'élève à -2 998 millions d'euros au 31 décembre 2021. Pour justifier de la prise en compte de cet ajustement, le Groupe Crédit Agricole Assurances s'appuie principalement sur le mécanisme d'intégration fiscale du Groupe Crédit Agricole S.A. Selon la Convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et les entités françaises du Groupe Crédit Agricole Assurances, la charge d'impôt supportée par ces entités, au titre de chaque exercice d'intégration, est identique à celle qu'elle aurait eu à constater si elle avait été imposée séparément. En cas de déficit généré par les entités françaises du groupe Crédit Agricole Assurances au titre d'un exercice, Crédit Agricole S.A., en sa qualité de tête de groupe, versera à chacune de ces entités l'économie d'impôt sur les sociétés et contributions assimilées réalisées par le groupe fiscal du fait de l'imputation effective de ce déficit sur le résultat d'ensemble du groupe (sur la base de son résultat fiscal comme si elle n'était pas membre du groupe intégré).

F. ANNEXES – QRTs

La liste des QRTs suivante et applicable au groupe Crédit Agricole Assurances est fournie en annexe de ce rapport :

| | |
|-------------------|--|
| S.02.01.02 | Bilan |
| S.05.01.02 | Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité |
| S.05.02.01 | Primes, sinistres et dépenses par pays |
| S.22.01.22 | Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires |
| S.23.01.22 | Fonds propres |
| S.25.01.22 | Capital de solvabilité requis – pour les groupes qui utilisent la formule standard |
| S.32.01.22 | Entreprises dans le périmètre du groupe |

| <i>En milliers d'euros</i> | | Valeur Solvabilité 2 |
|---|--------------|-------------------------|
| | | C0010 |
| Actifs | | |
| Immobilisations incorporelles | R0030 | - |
| Actifs d'impôts différés | R0040 | 33 990 |
| Excédent du régime de retraite | R0050 | - |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 | 226 801 |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | R0070 | 339 159 923 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | R0080 | 10 504 276 |
| Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations | R0090 | 20 764 981 |
| Actions | R0100 | 9 149 885 |
| Actions – cotées | R0110 | 9 104 549 |
| Actions – non cotées | R0120 | 45 336 |
| Obligations | R0130 | 233 111 694 |
| Obligations d'État | R0140 | 100 760 609 |
| Obligations d'entreprise | R0150 | 129 287 421 |
| Titres structurés | R0160 | 2 966 544 |
| Titres garantis | R0170 | 97 119 |
| Organismes de placement collectif | R0180 | 63 706 735 |
| Produits dérivés | R0190 | 1 894 658 |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | R0200 | 27 693 |
| Autres investissements | R0210 | - |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 | 84 923 653 |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 | 433 958 |
| Avances sur police | R0240 | 370 786 |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers | R0250 | - |
| Autres prêts et prêts hypothécaires | R0260 | 63 172 |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 | 1 502 752 |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | R0280 | 674 908 |
| Non-vie hors santé | R0290 | 642 801 |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 | 32 107 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | R0310 | 827 844 |
| Santé similaire à la vie | R0320 | 716 506 |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 | 111 338 |
| Vie UC et indexés | R0340 | - |
| Dépôts auprès des cédantes | R0350 | 535 563 |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 | 2 121 511 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 | 64 175 |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 | 1 941 747 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 | - |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 | 832 976 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 | 114 852 |
| Total de l'actif | R0500 | 431 891 900 |

| <i>En milliers d'euros</i> | | Valeur Solvabilité 2 |
|--|--------------|-----------------------------|
| Passifs | | C0010 |
| Provisions techniques non-vie | R0510 | 6 933 334 |
| Provisions techniques non-vie (hors santé) | R0520 | 5 455 745 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 | - |
| Meilleure estimation | R0540 | 5 124 841 |
| Marge de risque | R0550 | 330 904 |
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | R0560 | 1 477 589 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 | - |
| Meilleure estimation | R0580 | 1 385 712 |
| Marge de risque | R0590 | 91 878 |
| Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 | 270 210 642 |
| Provisions techniques santé (similaire à la vie) | R0610 | 3 441 157 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 | - |
| Meilleure estimation | R0630 | 3 019 941 |
| Marge de risque | R0640 | 421 216 |
| Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) | R0650 | 266 769 485 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 | - |
| Meilleure estimation | R0670 | 265 236 193 |
| Marge de risque | R0680 | 1 533 291 |
| Provisions techniques UC et indexés | R0690 | 82 350 873 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0700 | - |
| Meilleure estimation | R0710 | 80 964 953 |
| Marge de risque | R0720 | 1 385 920 |
| Passifs éventuels | R0740 | - |
| Provisions autres que les provisions techniques | R0750 | 78 607 |
| Provisions pour retraite | R0760 | 20 574 |
| Dépôts des réassureurs | R0770 | 793 752 |
| Passifs d'impôts différés | R0780 | 1 771 274 |
| Produits dérivés | R0790 | 172 808 |
| Dettes envers des établissements de crédit | R0800 | 1 458 242 |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 | 797 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 | 2 392 860 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 | 206 870 |
| Autres dettes (hors assurance) | R0840 | 28 311 026 |
| Passifs subordonnés | R0850 | 7 422 804 |
| Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base | R0860 | - |
| Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base | R0870 | 7 422 804 |
| Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus | R0880 | 233 014 |
| Total du passif | R0900 | 402 357 476 |
| Excédent d'actif sur passif | R1000 | 29 534 423 |

| | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | | | | | | | |
|---|--------------|--|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---|-----------------------------------|
| | | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | Assurance d'indemnisation des travailleurs | Assurance de responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Assurance maritime, aérienne et transport | Assurance incendie et autres dommages aux biens | Assurance de responsabilité civile générale | Assurance crédit et cautionnement |
| <i>En milliers d'euros</i> | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 |
| Primes émises | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | 857 857 | 598 932 | - | 507 981 | 875 578 | 2 259 | 1 623 776 | 235 210 | - |
| Brut – Réassurance proportionnelle | R0120 | - | - | - | 10 674 | - | - | 2 130 | - | - |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0140 | 5 793 | 13 907 | - | 22 448 | 33 496 | 74 | 209 783 | 11 649 | - |
| Net | R0200 | 852 064 | 585 026 | - | 496 207 | 842 081 | 2 185 | 1 416 123 | 223 561 | - |
| Primes acquises | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | 843 080 | 593 141 | - | 500 276 | 856 987 | 2 195 | 1 569 413 | 228 473 | - |
| Brut – Réassurance proportionnelle | R0220 | - | - | - | 10 672 | - | - | 2 130 | 155 | - |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0240 | 5 853 | 13 861 | - | 22 145 | 30 977 | 71 | 203 971 | 11 491 | - |
| Net | R0300 | 837 227 | 579 280 | - | 488 803 | 826 010 | 2 123 | 1 367 572 | 217 136 | - |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | 663 107 | 307 096 | - | 492 819 | 520 579 | 734 | 963 696 | 199 327 | - |
| Brut – Réassurance proportionnelle | R0320 | 374 | - | - | 2 880 | - | - | 687 | (6 282) | - |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0340 | 1 242 | 5 624 | - | (5 097) | 5 102 | - | 135 408 | 23 532 | - |
| Net | R0400 | 662 239 | 301 473 | - | 500 796 | 515 478 | 734 | 828 974 | 169 514 | - |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | |
| Brute – assurance directe | R0410 | (266) | 543 | - | 13 562 | (66) | - | 2 076 | (2 699) | - |
| Brute – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0440 | - | - | - | - | - | - | 949 | (1 976) | - |
| Nette | R0500 | (266) | 543 | - | 13 562 | (66) | - | 1 127 | (723) | - |
| Dépenses engagées | R0550 | 163 144 | 225 954 | - | 121 330 | 222 012 | 869 | 464 524 | 71 935 | - |
| Autres dépenses | R1200 | | | | | | | | | |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | | | |

S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

2/3

| | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance non-vie | | | Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total |
|---|--------------|--|--------------|-----------------------------|---|-----------|---|----------|------------------|
| | | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Santé | Accidents | Assurance maritime, aérienne et transport | Biens | |
| <i>En milliers d'euros</i> | | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0200 |
| Primes émises | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | 212 495 | 5 056 | 389 294 | | | | | 5 308 440 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | 1 701 | - | 400 | | | | | 14 905 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0140 | - | 1 208 | 41 211 | - | - | - | - | 339 569 |
| Net | R0200 | 214 196 | 3 848 | 348 484 | - | - | - | - | 4 983 775 |
| Primes acquises | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | 204 175 | 5 160 | 404 817 | | | | | 5 207 717 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | 1 701 | - | 528 | | | | | 15 186 |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0240 | - | 1 202 | 53 288 | - | - | - | - | 342 859 |
| Net | R0300 | 205 876 | 3 959 | 352 057 | - | - | - | - | 4 880 044 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | 73 200 | 199 | 132 246 | | | | | 3 353 004 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | 2 | - | 212 | | | | | (2 127) |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0340 | - | 182 | 22 750 | - | - | - | - | 188 742 |
| Net | R0400 | 73 202 | 18 | 109 708 | - | - | - | - | 3 162 135 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | |
| Brute – assurance directe | R0410 | (10) | - | (4 084) | | | | | 9 056 |
| Brute – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | - | - | - | | | | | - |
| Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0440 | - | - | 530 | - | - | - | - | (497) |
| Nette | R0500 | (10) | - | (4 614) | - | - | - | - | 9 552 |
| Dépenses engagées | R0550 | 102 921 | 1 766 | 138 318 | - | - | - | - | 1 512 773 |
| Autres dépenses | R1200 | | | | | | | | 14 335 |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | | 1 527 107 |

| | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie | | | | | | Engagements de réassurance vie | | Total |
|---|--------------|--|--|--|-----------------------|--|---|--------------------------------|-----------------|---------------------|
| | | Assurance maladie | Assurance avec participation aux bénéfices | Assurance indexée et en unités de compte | Autres assurances vie | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé | Réassurance maladie | Réassurance vie | |
| <i>En milliers d'euros</i> | | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0300 |
| Primes émises | | | | | | | | | | |
| Brut | R1410 | 1 249 881 | 16 390 851 | 11 036 542 | 2 513 686 | - | - | 25 289 | 8 009 | 31 224 258 |
| Part des réassureurs | R1420 | 111 058 | 1 074 | 74 | 215 514 | - | - | 8 424 | 8 983 | 345 128 |
| Net | R1500 | 1 138 823 | 16 389 777 | 11 036 468 | 2 298 172 | - | - | 16 865 | (974) | 30 879 131 |
| Primes acquises | | | | | | | | | | |
| Brut | R1510 | 1 254 284 | 16 390 860 | 11 036 542 | 2 456 953 | - | - | 24 944 | 8 241 | 31 171 823 |
| Part des réassureurs | R1520 | 112 159 | 1 074 | 74 | 205 542 | - | - | 8 423 | 8 983 | 336 255 |
| Net | R1600 | 1 142 125 | 16 389 785 | 11 036 468 | 2 251 410 | - | - | 16 521 | (742) | 30 835 568 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | |
| Brut | R1610 | 586 808 | 16 622 363 | 4 299 024 | 636 467 | 62 700 | 23 548 | 19 010 | 13 829 | 22 263 749 |
| Part des réassureurs | R1620 | 37 822 | 435 | 46 | 73 633 | 2 400 | 5 458 | 7 145 | 4 487 | 131 426 |
| Net | R1700 | 548 986 | 16 621 928 | 4 298 978 | 562 834 | 60 300 | 18 090 | 11 865 | 9 342 | 22 132 323 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | |
| Brute - Assurance directe et réassurance acceptée | R1710 | (422 675) | (7 235 930) | (11 995 503) | (23 637) | 7 | - | 1 099 | (15 816) | (19 692 455) |
| Part des réassureurs | R1720 | 56 233 | - | - | (1 202) | - | - | 1 587 | 3 421 | 60 039 |
| Nette | R1800 | (478 908) | (7 235 930) | (11 995 503) | (22 435) | 7 | - | (488) | (19 237) | (19 752 495) |
| Dépenses engagées | R1900 | 445 059 | 1 228 496 | 701 160 | 1 228 111 | 898 | 41 | 6 526 | 20 536 | 3 630 827 |
| Autres dépenses | R2500 | | | | | | | | | 8 261 |
| Total des dépenses | R2600 | | | | | | | | | 3 639 088 |

S.05.02.01 Primes, sinistres et dépenses par pays

1/2

| | Pays d'origine | 5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie | | | | | Total 5 principaux pays et pays d'origine | |
|---|----------------|---|------------------|---------------|--------------|--------------|---|----------|
| | | PT | IT | DE | PL | DK | | |
| <i>En milliers d'euros</i> | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | |
| Primes émises | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | 520 134 | 4 626 748 | 147 997 | 10 847 | 1 167 | 1 405 | - |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | - | 14 550 | - | 4 | - | 351 | - |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | - | - | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0140 | 29 043 | 247 518 | 49 132 | 1 849 | - | 586 | - |
| Net | R0200 | 491 091 | 4 393 781 | 98 865 | 9 002 | 1 167 | 1 170 | - |
| Primes acquises | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | 520 239 | 4 512 151 | 159 974 | 11 488 | 2 439 | 1 277 | - |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | - | 14 825 | 2 | 7 | - | 351 | - |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | - | - | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0240 | 29 071 | 239 773 | 60 171 | 1 853 | - | 550 | - |
| Net | R0300 | 491 168 | 4 287 202 | 99 805 | 9 642 | 2 439 | 1 078 | - |
| Charge des sinistres | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | 311 060 | 2 997 169 | 41 743 | 2 203 | 438 | 393 | - |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | - | (2 133) | (4) | 3 | - | 5 | - |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | - | - | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0340 | 27 252 | 143 998 | 13 534 | 336 | - | 132 | - |
| Net | R0400 | 283 808 | 2 851 038 | 28 205 | 1 870 | 438 | 266 | - |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | |
| Brute – Assurance directe Variation | R0410 | (4 038) | 12 515 | 579 | 2 | 2 | (5) | - |
| Brute – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | - | - | - | - | - | - | - |
| Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | - | - | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs | R0440 | 530 | (1 027) | - | - | - | - | - |
| Nette | R0500 | (4 568) | 13 542 | 579 | 2 | 2 | (5) | - |
| Dépenses engagées | R0550 | 162 879 | 1 279 819 | 62 296 | 8 085 | 1 848 | 810 | - |
| Autres dépenses | R1200 | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des dépenses | R1300 | - | - | - | - | - | - | - |

| | Pays de domiciliation | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie | | | | | Total | |
|---|-----------------------|--|--------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|----------|
| | | IT | LU | PL | DE | BE | | |
| <i>En milliers d'euros</i> | C0220 | C0230 | C0230 | C0230 | C0230 | C0230 | C0280 | |
| Primes émises | | | | | | | | |
| Brut | R1410 | 25 034 752 | 5 671 288 | 286 451 | 112 964 | 70 479 | 6 888 | - |
| Part des réassureurs | R1420 | 302 813 | 37 563 | - | 1 747 | 1 203 | - | - |
| Net | R1500 | 24 731 939 | 5 633 725 | 286 451 | 111 217 | 69 276 | 6 888 | - |
| Primes acquises | | | | | | | | |
| Brut | R1510 | 25 027 801 | 5 631 474 | 286 451 | 116 847 | 65 644 | 6 888 | - |
| Part des réassureurs | R1520 | 303 169 | 26 868 | - | 1 759 | 2 435 | - | - |
| Net | R1600 | 24 724 632 | 5 604 606 | 286 451 | 115 089 | 63 209 | 6 888 | - |
| Charge des sinistres | | | | | | | | |
| Brut | R1610 | 18 880 941 | 2 802 490 | 334 447 | 77 506 | 13 933 | 61 136 | - |
| Part des réassureurs | R1620 | 105 646 | 19 026 | - | 717 | 901 | - | - |
| Net | R1700 | 18 775 295 | 2 783 464 | 334 447 | 76 789 | 13 032 | 61 136 | - |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | |
| Brute | R1710 | (15 997 884) | (3 683 739) | (7 799) | (9 202) | 53 | 27 512 | - |
| Part des réassureurs | R1720 | 59 498 | - | - | 541 | - | - | - |
| Nette | R1800 | (16 057 382) | (3 683 739) | (7 799) | (9 743) | 53 | 27 512 | - |
| Dépenses engagées | R1900 | 3 072 061 | 442 587 | 8 613 | 40 197 | 50 294 | 3 309 | - |
| Autres dépenses | R2500 | | | | | | | - |
| Total des dépenses | R2600 | | | | | | | - |

S.22.01.22 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

S.22.01.22 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

| | | Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires | Impact de la mesure transitoire sur les provisions techniques | Impact de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt | Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro | Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro |
|---|-------|--|---|--|--|--|
| <i>En milliers d'euros</i> | | C0010 | C0030 | C0050 | C0070 | C0090 |
| Provisions techniques | R0010 | 359 494 850 | - | - | 89 327 | - |
| Fonds propres de base | R0020 | 34 326 866 | - | - | 111 218 | - |
| Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR | R0050 | 34 326 866 | - | - | 111 218 | - |
| SCR | R0090 | 14 025 089 | - | - | 450 878 | - |

S.23.01.22 Fonds propres

En milliers d'euros

Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers

| | | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|--|-------|------------|--------------------------|----------------------|-----------|----------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| Capital en actions ordinaires (brut des actions propres) | R0010 | 1 490 404 | 1 490 404 | | - | |
| Capital en actions ordinaires appelé non versé non disponible au niveau du groupe | R0020 | - | - | | - | |
| Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires | R0030 | 7 374 441 | 7 374 441 | | - | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0040 | - | - | | - | |
| Comptes mutualistes subordonnés | R0050 | - | | - | - | - |
| Comptes mutualistes subordonnés non disponibles au niveau du groupe | R0060 | - | | - | - | - |
| Fonds excédentaires | R0070 | 12 262 681 | 12 262 681 | | | |
| Fonds excédentaires non disponibles au niveau du groupe | R0080 | 1 460 324 | 1 460 324 | | | |
| Actions de préférence | R0090 | - | | - | - | - |
| Actions de préférence non disponibles au niveau du groupe | R0100 | - | | - | - | - |
| Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence | R0110 | - | | - | - | - |
| Comptes de primes d'émission liés aux actions de préférence, non disponibles au niveau du groupe | R0120 | - | | - | - | - |
| Réserve de réconciliation | R0130 | 7 676 264 | 7 676 264 | | | |
| Passifs subordonnés | R0140 | 7 422 804 | | 1 959 525 | 5 463 280 | - |
| Passifs subordonnés non disponibles au niveau du groupe | R0150 | 423 345 | | 106 864 | 316 481 | - |
| Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets | R0160 | 33 990 | | - | - | 33 990 |
| Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets non disponibles au niveau du groupe | R0170 | - | | | | |
| Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra | R0180 | - | - | - | - | - |
| Fonds propres non disponibles relatifs à d'autres éléments de fonds propres approuvés par une autorité de contrôle | R0190 | - | - | - | - | - |
| Intérêts minoritaires (non déclarés dans le cadre d'un autre élément de fonds propres) | R0200 | (50 049) | (50 049) | - | - | - |
| Intérêts minoritaires non disponibles au niveau du groupe | R0210 | - | - | - | - | - |

| | | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|--|--------------|-------------------|-----------------------------|-------------------------|------------------|---------------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| <i>En milliers d'euros</i> | | | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2 | | | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | R0220 | - | - | | | |
| Deductions | | | | | | |
| Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers | R0230 | - | - | - | - | - |
| dont déduites conformément à l'article 228 de la directive 2009/138/CE | R0240 | - | - | - | - | |
| Déductions pour les participations lorsque les informations sont indisponibles (article 229) | R0250 | - | - | - | - | - |
| Déduction pour les participations incluses par déduction et agrégation lorsqu'une combinaison de méthodes est utilisée | R0260 | - | - | - | - | - |
| Total des éléments de fonds propres non disponibles | R0270 | 1 883 669 | 1 460 324 | 106 864 | 316 481 | - |
| Total déductions | R0280 | 1 883 669 | 1 460 324 | 106 864 | 316 481 | - |
| Total fonds propres de base après déductions | R0290 | 34 326 866 | 27 293 417 | 1 852 661 | 5 146 799 | 33 990 |
| Fonds propres auxiliaires | | | | | | |
| Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande | R0300 | - | | | - | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0310 | - | | | - | |
| Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande | R0320 | - | | | - | - |
| Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande | R0330 | - | | | - | - |
| Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0340 | - | | | - | |
| Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0350 | - | | | - | - |
| Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE | R0360 | - | | | - | |
| Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE | R0370 | - | | | - | - |
| Fonds propres auxiliaires non disponibles au niveau du groupe | R0380 | - | | | - | - |
| Autres fonds propres auxiliaires | R0390 | - | | | - | - |
| Total fonds propres auxiliaires | R0400 | - | | | - | - |

| | | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|---|-------|------------|-----------------------------|-------------------------|-----------|----------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| <i>En milliers d'euros</i> | | | | | | |
| Fonds propres d'autres secteurs financiers | | | | | | |
| Établissements de crédit, entreprises d'investissement, établissements financiers, gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs, sociétés de gestion d'OPCVM | R0410 | - | - | - | - | - |
| Institution de retraite professionnelle | R0420 | - | - | - | - | - |
| Entités non réglementées exerçant des activités financières | R0430 | - | - | - | - | - |
| Total fonds propres d'autres secteurs financiers | R0440 | - | - | - | - | - |
| Fonds propres en cas de recours à la méthode de déduction et d'agrégation, soit exclusivement, soit combinée à la première méthode. | | | | | | |
| Fonds propres agrégés en cas d'utilisation de la déduction et agrégation ou d'une combinaison des méthodes | R0450 | - | - | - | - | - |
| Fonds propres agrégés en cas d'utilisation de la déduction et agrégation ou d'une combinaison des méthodes nets des transactions intragroupe | R0460 | - | - | - | - | - |
| Total des fonds propres disponibles servant à couvrir le capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée (à l'exclusion des fonds propres des autres secteurs financiers et des entreprises incluses par déduction et agrégation) | R0520 | 34 326 866 | 27 293 417 | 1 852 661 | 5 146 799 | 33 990 |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée | R0530 | 34 292 876 | 27 293 417 | 1 852 661 | 5 146 799 | - |
| Total des fonds propres éligibles servant à couvrir le capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée (à l'exclusion des fonds propres des autres secteurs financiers et des entreprises incluses par déduction et agrégation) | R0560 | 34 326 866 | 27 293 417 | 1 852 661 | 5 146 799 | 33 990 |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée | R0570 | 30 438 239 | 27 293 417 | 1 852 661 | 1 292 161 | - |
| Minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée | R0610 | 6 460 806 | - | - | - | - |
| Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée | R0650 | 471% | - | - | - | - |
| Total des fonds propres éligibles servant à couvrir le capital de solvabilité requis du groupe (y compris fonds propres des autres secteurs financiers et entreprises incluses par déduction et agrégation) | R0660 | 34 326 866 | 27 293 417 | 1 852 661 | 5 146 799 | 33 990 |
| Capital de solvabilité requis du groupe | R0680 | 14 025 089 | - | - | - | - |
| Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis du groupe (y compris autres secteurs financiers et entreprises incluses par déduction et agrégation) | R0690 | 245% | - | - | - | - |

| <i>En milliers d'euros</i> | | C0060 |
|--|--------------|------------------|
| Réserve de réconciliation | | |
| Excédent d'actif sur passif | R0700 | 29 534 423 |
| Actions propres (détenues directement et indirectement) | R0710 | - |
| Dividendes prévisibles et distribution | R0720 | 746 692 |
| Autres éléments de Fonds Propres de Base | R0730 | 21 111 467 |
| Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés | R0740 | - |
| Autres Fonds Propres non disponibles | R0750 | - |
| Réserve de réconciliation | R0760 | 7 676 264 |
| Bénéfices attendus | | |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)- activités vie | R0770 | 2 526 434 |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie | R0780 | 51 161 |
| Total EPIFP | R0790 | 2 577 595 |

S.25.01.22 Capital de solvabilité requis — pour les groupes qui utilisent la formule standard

| | | Capital de solvabilité requis brut | Simplifications |
|--|--------------|------------------------------------|-----------------|
| | | C0110 | C0120 |
| <i>En milliers d'euros</i> | | | |
| Risque de marché | R0010 | 33 022 150 | |
| Risque de défaut de la contrepartie | R0020 | 389 425 | |
| Risque de souscription en vie | R0030 | 3 725 527 | - |
| Risque de souscription en santé | R0040 | 1 034 534 | - |
| Risque de souscription en non-vie | R0050 | 1 477 812 | - |
| Diversification | R0060 | (4 712 347) | |
| Risque lié aux immobilisations incorporelles | R0070 | - | |
| Capital de solvabilité requis de base | R0100 | 34 937 102 | |

Calcul du capital de solvabilité requis

| | | C0100 |
|--|--------------|-------------------|
| Risque opérationnel | R0130 | 1 516 362 |
| Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques | R0140 | (19 706 571) |
| Capacité d'absorption de pertes des impôts différés | R0150 | (2 997 766) |
| Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE | R0160 | - |
| Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire | R0200 | 14 025 089 |
| Exigences de capital supplémentaire déjà définies | R0210 | - |
| Capital de solvabilité requis | R0220 | 14 025 089 |

Autres informations sur le SCR

| | | |
|---|-------|------------|
| Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée | R0400 | - |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante | R0410 | 13 753 165 |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés | R0420 | 275 961 |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur | R0430 | - |
| Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304 | R0440 | - |

En milliers d'euros

| | | Capital de solvabilité requis net |
|--|-------|-----------------------------------|
| Minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée | R0470 | 6 460 806 |

Informations sur les autres entités

| | | |
|--|-------|---|
| Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) | R0500 | - |
| Établissements de crédit, sociétés d'investissement et établissements financiers, gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, sociétés de gestion d'OPCVM | R0510 | - |
| Institutions de retraite professionnelle | R0520 | - |
| capital requis pour les entités non réglementées exerçant des activités financières | R0530 | - |
| Capital requis pour les exigences relatives aux participations ne donnant pas le contrôle | R0540 | - |
| Capital requis pour entreprises résiduelles | R0550 | - |

SCR Global



| | | |
|---|-------|------------|
| SCR pour les entreprises incluses par déduction et agrégation | R0560 | - |
| Capital de solvabilité requis | R0570 | 14 025 089 |

S.32.01.22 Entreprises dans le périmètre du groupe

| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|---|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 96950018S1XWUGVC0E95 | PREDICA | 4 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ACPR (FR) |
| France | 969500P5DCT4287UVL36 | PACIFICA | 2 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ACPR (FR) |
| France | SYRPI2D1O9WRTS2WX210 | Crédit Agricole Créditor Insurance (CACI) | 5 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ACPR (FR) |
| Portugal | 549300HM15U8TGYXFP61 | MUDUM SEGUROS (Anciennement GNB SEGUROS) | 2 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ISP (PT) |
| Luxembourg | 222100RHVHGHNBQ4VV91 | Crédit Agricole Life Insurance Europe | 1 | société anonyme | 2 - non mutuelle | COMMASSU (LI) |
| France | 969500K2MUPSI57XK083 | Crédit Agricole Assurances (CAA) | 5 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ACPR (FR) |
| France | 969500PIORK1D12IOW02 | La Médicale | 2 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ACPR (FR) |
| Italie | 815600712E1764BEF578 | Crédit Agricole Vita S.p.A. | 1 | société en commandite par actions | 2 - non mutuelle | ISVAP (IT) |
| Irlande | 635400V9R7Z62LMOVS66 | CACI Reinsurance Ltd. | 2 | société anonyme | 2 - non mutuelle | IFSRA (IE) |
| Irlande | IE52095 | SPACE HOLDING (IRELAND) LIMITED | 5 | société anonyme | 2 - non mutuelle | IFSRA (IE) |
| Luxembourg | LU52096 | SPACE LUX | 5 | société anonyme | 2 - non mutuelle | COMMASSU (LI) |
| Irlande | 635400L1YTYKYSKSZB41 | CACI LIFE LIMITED | 1 | société anonyme | 2 - non mutuelle | IFSRA (IE) |
| Irlande | 635400THEYDAIONRRP31 | CACI NON LIFE LIMITED | 2 | société anonyme | 2 - non mutuelle | IFSRA (IE) |
| Pologne | FR26290 | CDT AGRI ZYCIE TU | 2 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | KNF (PL) |
| Japon | 353800EVW07IPLMT2X95 | Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd. | 1 | corporation limited | 2 - non mutuelle | FSA (JP) |
| Grèce | 549300PBNQ5382X7W827 | Crédit Agricole Life | 1 | société anonyme | 2 - non mutuelle | BOG (GR) |
| Italie | 815600A7946313257924 | CA ASSICURAZIONI | 2 | société en commandite par actions | 2 - non mutuelle | ISVAP (IT) |
| France | 969500IXARMKRMXEO315 | Spirica | 1 | société anonyme | 2 - non mutuelle | ACPR (FR) |
| France | 969500I1EJGUAT223F44 | RAMSAY – GENERALE DE SANTE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62128 | INFRA FOCH TOPCO | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500ICGCY1PD6OT783 | ALTAREA | 99 | Société en Commandite par Actions | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500WEPS61H6TJM037 | KORIAN | 99 | Société Anonyme | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500JTN8BU5BW6UW36 | FREY | 99 | Société Anonyme | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24273 | SA RESICO | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62120 | PREDIPARK | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|---------|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR08545 | FONCIERE HYPERSUD | 99 | SA à Conseil d'Administration - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR15325 | CREDIT AGRICOLE ASSURANCES SOLUTIONS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UDH342QLTE1M42 | ICADE | 99 | SA à Conseil d'Administration - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500C2C11L0PTGRH11 | PATRIMOINE ET COMMERCE | 99 | Société en Commandite par Actions - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR28995 | IRIS HOLDING FRANCE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63015 | SH PREDICA ENERGIES DURABLES SAS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR29354 | HOLDING EUROMARSEILLE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24567 | EUROMARSEILLE 1 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24568 | EUROMARSEILLE 2 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR61703 | PREDICA ENERGIE DURABLE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62960 | SAS CRISTAL | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64385 | ARCAPARK SAS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66085 | PREDIRUNGIS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | LU25022 | PRED INFR SA | 99 | Société Anonyme Holding Luxembourg (LU) | 2 - non mutuelle | - |
| Espagne | ES63960 | VAUGIRARD INFRA SLU | 99 | Sociedad Limitada (ES) | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR29358 | ALTA VAI | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| Espagne | LU01018 | VAUGIRARD AUTOVIA SLU | 99 | Société Anonyme | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695001W4CDHTCMKY42 | OPTALIME FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695005XNRMMFURVAS58 | CA MASTER PATRIMOINE FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BB8XBCEI5Q3E46 | VENDOME INV.FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500OGV0USMHRZL725 | LCL ACTIONS EMERGENTS | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695007D45KSFTPUL759 | LCL ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABL | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500H6YIHML1A8AC55 | LCL ACTIONS USA (USA) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500WH6UMILGDZR298 | GRD IFC 97 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500ZXBXTUDCG1485 | ACTIONS 50 FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 969500ZH3LF0A0E3GK72 | GRD FCR 99 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500HYWM3ZULLKBM15 | OBJECTIF PRUDENCE FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500SNQN3DQ2Z99861 | OBJECTIF DYNAMISME FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950059WACY7UVQT910 | GRD CAR 39 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695007RL56GV3MHR244 | OBJECTIF MEDIAN FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500L75HQJWKBE7582 | ANTINEA FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695006J550U3B45JX37 | M.D.F.89 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500MG2URA10Z9W465 | AMUNDI PULSACTIONS | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695005W2PGCJTYGQ602 | LCL ALLOCATION DYNAMIQUE 3D FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500NAC9SN8NVR7435 | ATOUT VERT HORIZON FCP 3 DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500RNDSLMMW12LN84 | ATOUT FRANCE C FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695005JI9Z2BWC FMB29 | ATOUT EUROPE C FCP 3DEC | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500OM9E60PSNCW211 | CPR CONSO ACTIONNAIRE FCP P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500IOFYDV680RBN96 | RSD 2006 FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695004IZBN4VVQP0W72 | LCL MGEST FL.0-100 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500HNYKENNA1O9H05 | ATOUT PREM S ACTIONS 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500RFVZZ96ML02P14 | AMUNDI AFD AV DURABL P1 FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500273NZT7CU5RH14 | RAVIE FCP 5DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500PU9S5XM9WAMC09 | LCL FLEX 30 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KUDYLRLG234P98 | LCL DEVELOPPEM.PME C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500PVU760PYAA8824 | CPR SILVER AGE P 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR30303 | INDOSUEZ CAP EMERG.C FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62062 | OPCIMMO PREM SPPICAV 5DEC | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62061 | OPCIMMO LCL SPPICAV 5DEC | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62942 | AMUN.TRES.EONIA ISR E FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500NKEM4APIW8B451 | AMUNDI PATRIMOINE C 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR61533 | SOLIDARITE INITIATIS SANTE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BSKLP4T28YRC10 | AMUNDI SONANCE VIE 7 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695005RD23ELT702392 | AMUNDI SONANCE VIE N8 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500398HDRC7OS1238 | ARC FLEXIBOND D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500VWLUF12XSWG64 | SONANCE VIE 9 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500PT9U5RPM6VDR81 | ACTICCIA VIE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695001VHXU2GSEJP652 | ACTICCIA VIE N2 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500EH32LDT6NBME75 | ACTICCIA VIE 3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU62064 | AMUNDI EMERG.INTERNAL DEM.AHEC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 222100YTW62AGYBTTC41 | AF INDEX EQ USA A4 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 2221000CD5HRISG4GK83 | AF INDEX EQ JAPANA | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500GLZSLAOCJ3QR88 | UNIPIERRE ASSURANCE (SCPI) | 99 | Société Civile de Placement Immobilier | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16040 | SCI VICQ D'AZIR VELLEFAUX | 99 | Société Civile Immobilière de placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BVVMFYN2KR7588 | AMUNDI TRANSM PAT C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695005O2L3TH27H1O57 | ACTICCIA VIE N4 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BQZCPK4SJXVH76 | AMUNDI ACTIONS FRANCE C 3DEC | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63438 | AMUNDI VALEURS DURAB | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500EMUY3Q5KSLIY14 | CPR OBLIG 12 M.P 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500E6D9UXNGZW7H23 | AMUNDI HORIZON 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500JHMO5LWYNR1K46 | ACTICCIA VIE 90 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500CDUOXA95WDCE78 | LCL ACTIONS EURO C | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695001YZKZC1ISCAC45 | AXA EUR.SM.CAP E 3D | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695001PT4PFKHZUHW89 | AMUNDI OBLIG EURO C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695008OY8ZORCCBAD19 | CPR RENAI.JAP.-P-3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500X6V7BD8QY6QJ80 | AM AC FR ISR PC 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UJEG55OIBPQJ82 | LCL 6 HORIZ. AV 0615 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 969500ZDR3ZVGFIRHL54 | INDOS.EURO.PAT.PD 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695004X72P02LAF3B55 | CPR CROIS.REA.-P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500Q0B0PZGJWLF150 | AM.AC.MINER.-P-3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695008Q0AXFH7B2T758 | ACTICCIA VIE 90 N2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500MFEFTP8K8MCT24 | ACTICCIA VIE 90 N3 C | 99 | Fonds d'investissement à vocation générale | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500A9HZ957VF5BT62 | LCL INVEST.EQ C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695007B3H19MO2FZ223 | LCL INVEST.PRUD.3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500G7AFP5DPIT6M11 | CPR GLO SILVER AGE P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695008FQWLEE007OV97 | ACTICCIA VIE 90 N4 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64164 | SOLIDARITE AMUNDI P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500VLPNGHPJ5HMQ88 | LCL L.GR.B.AV 17 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500WQNYZ4UMM9FH29 | ACTICCIA VIE 90 N6 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695003MPNV2HNQNK034 | AMUN TRESO CT PC 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695009UFX6E638WLE27 | INDOSUEZ ALLOCATION | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500LRQBQQQ8H9S651 | LCL DOUBLE HORIZON A | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695002NXA8C2DHU4L81 | LCL AC MONDE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BSRMBWGT4H5318 | AMUN.ACT.REST.P-C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65066 | AMUNDI KBI ACTIONS C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500HEAL94Z0AMWF36 | LCL ACT RES NATUREL | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500TT01TZD6QEXQ88 | LCL ACT.E-U ISR 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500SP2L2B17L7GD31 | INDO ALLOC MANDAT C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500LR33UZ6LC9KG82 | TRIANANCE 6 ANS 5 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | LU65986 | A FD EQ E CON AE(C) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | LU65988 | A FD EQ E FOC AE (C) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500IEHSH1YWRJNL53 | AMUNDI ALLOCATION C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695003E67H329IT4213 | PORTF DET FI EUR AC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500N5YU9JI2TASS90 | BFT SEL RDT 23 PC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 96950036QHLQHQCZ777 | CPR FOCUS INF.-P-3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KTNR4SZMVIVF33 | AMUNDIOBLIGMONDEP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65194 | AMUNDI KBI ACTION PC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66223 | AMUNDI-CSH IN-PC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500671V0RRBQYV116 | BFT FRAN FUT-C SI.3D | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BDZ40WMMHSQA64 | AM.AC.USA ISR P 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64770 | AM.ACT.EMER.-P-3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500IHWAC6K8X0S852 | AM.RDT PLUS -P-3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500B6U2O7DPOGRP97 | TRIANANCE 6 ANS N3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500Z9QH8AOLHP5689 | RETAH PART C | 99 | Fonds Commun de placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695002DGWH8DR1GP602 | TRIANANCE 6 ANS N6 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU66247 | AMUNDI B GL AGG AEC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 222100CLMMVM6D5EUX04 | AIMSCIWOAE | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 222100ABBIBM1BE8222 | AMUNDI BGEB AEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500YAAQABI64V5W27 | LCL AC.MDE HS EU.3D | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500GCNKY1VO87GJ10 | LCL ACTIONS EURO FUT | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64773 | FONDS AV ECHUS FIA B | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500XTNC8INHJ8V45 | EPARINTER EURO BD | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 5493003YKTGCYJW6KE31 | PORT.METAUX PREC.A-C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500O4Y5DF3ZHYV959 | TRIANANCE 6 ANS N 9 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300HJDMO1LRN7KX18 | JPM US SEL EQ PLS-CA EUR HD | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 222100LU67GQT03SEE74 | CPRGLODISOPARAC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300GSNDOLOIIVWK17 | CPR-CLIM ACT-AEURA | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300XNSHIM2WL4TM69 | CPR I-SM B C-AEURA | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500FINMF5IJTKWF42 | SCPI LFP MULTIMMO | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300YV0FRW7N2G5V44 | INDOSUEZ NAVIGATOR G | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300RXDVRP16RPTZ95 | INDO-GBL TR-PE | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 969500R8GXIRDJ1FAF03 | CPR EUR.HI.DIV.P 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300NHETJ8TZESYV60 | JPMORGAN F-US GROWTH-C AHD | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 529900LFY58YVU1ISY58 | 78752 AEURHC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300ICWRHFZD5W6646 | JPMORGAN F-JPM US VALUE-CEHA | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300ZIW4AJ7HC8UX68 | FRANKLIN DIVER-DYN-I ACC EU | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300YW5ULEDIKFWO84 | BA-FII EUR EQ O-GEUR | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500JPNDFR1QS00D13 | HYMNOS P 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300B1R0N20X3Z5K83 | AMUNDI GLO M/A CONS-M2 EUR C | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500GTT6H284SY4U88 | CHORELIA N5 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300OD7WDES3BYBD54 | AMUNDI GLB MUL-ASSET-M2EURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500AT2IAVN8ZCM559 | LCL OBL.CREDIT EURO | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500EZ0VZZE428PT36 | CHORELIA PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695009AF8R1H7DB7Z77 | AM.AC.EU.ISR-P-3D | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300HHP1HFPO4I5V06 | FE AMUNDI INC BLDR-IHE C | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695002QW846T0A11652 | CHORELIA N3 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500P1LSL2K1VUBZ92 | LCL ACT.OR MONDE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500LJVYK4E5XFFU85 | TRIAN 6 ANS N10 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300ZLQH1YQKFE5F22 | JPM US EQY ALL CAP-C HDG | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695000RMCQKE9TW3O31 | CHORELIA N2 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500RXCP71811EW467 | HASTINGS PATRIM AC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300A75JSDJHNO0S41 | FRANKLIN GLB MLT-AS IN-IAEUR | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU66865 | AMUNDI-EUR EQ GREEN IM-IEURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300DSBX32ZWWU0652 | CHORELIA N4 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BH5PCVT7O8ER52 | CADEISDA 2DEC | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300R5QSNNNJBY1T17 | 5922 AEURHC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 529900B6SPNCCKWSKB87 | AMUNDI-GL INFLAT BD-MEURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UR8HS1YKHRY277 | CHORELIA N6 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| Luxembourg | 529900KI8AF4GJLJFT38 | EXANE 1 OVERDR CC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 2138009MVIN8M388KU32 | IGSF-GBL GOLD FD-I C | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR021130 | AMUNDI AC.FONC.PC 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500YB0BD8SMGUNN73 | Predica OPCI Bureau | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500X953OH4P96UM23 | Predica OPCI Habitation | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500S88EZ9XQOGX053 | Predica OPCI Commerces | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500G43Q4BXYKA5119 | OPCI Camp Invest | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695003BX8IQ11OF0V08 | OPCI Iris Invest 2010 | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950093O82E5U6EVQ24 | OPCI eco campus | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695003FWJEACHEZAM06 | OPCI MASSY BUREAUX | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| Italie | 5493007GIWMXBEIUDV23 | Nexus1 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950031FWQBQWIP8O10 | FEDERVAL | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KR9ZAI2QYC3057 | G R D 2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500JTL6C3US7YY803 | G R D 3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300B2HMXCN3ALDX72 | G R D 5 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500IMWOSRCVHBT090 | G R D 7 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500MJA0GK5IGSQA39 | GRD 10 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UC11N35F2O1613 | GRD 12 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500FX35E1K9LAOZ90 | GRD 14 FCP (ex-FEDERMONDE) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500VBT1PDYBKVVRK67 | GRD 17 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500DY80CZU4UPV904 | GRD 19 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UBO3R03ZD3MO07 | GRD 20 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500293AF6M2ZQ1K38 | GRD11 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695000PJNH8JENNGV92 | PREDIQUANT A1 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 969500CBSEYHOODAEX29 | PREDIQUANT A3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695000TBVXDAT1E2Y90 | GRD 13 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500OTEYC2JAJWU467 | GRD 21 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695006NDT1W9KHH7W87 | BTF OPPORTUNITE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695000TH136W4F61T50 | CA-EDRAM OPPORTUNITES FCP 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63236 | FCPR CAA COMP TER PART A3 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63235 | FCPR CAA COMPART BIS PART A2 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR29352 | FCPR CAA COMPARTIMENT 1 PART A1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500TD5CLSIIQTP723 | FCPR PREDICA 2005 PART A | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695008W0YF6ZB8SMF55 | FCPR PREDICA 2006 PART A | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR25497 | FCPR PREDICA 2007 A 3DEC | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63222 | FCPR PREDICA 2007 C2 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500A328K3U7R30218 | FCPR PREDICA 2008 A1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500CUL7JC30CH3E67 | FCPR PREDICA 2008 COMP BIS A2 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695000O5D2PBGXE5Z40 | FCPR PREDICA 2008 COMP TER A3 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500CZMVFIZ1LGGY08 | G R D 8 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300OWPQYL379VRI74 | G R D 9 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR28118 | PREDICA 2010 parts A1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63225 | PREDICA 2010 parts A2 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63226 | PREDICA 2010 parts A3 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|--|-------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 96950004LCN6INOM4B50 | PREDICA INFR 2006-2007 A FCPR | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500AX4UE0IZKB7A10 | PREDIQUANT OPPORTUNITES FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KSS7JL5OT9YK90 | CAA FRANCE CROISSANCE 2 A FCPR | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR60742 | CAA PRIV.FINANC.COMP.1 A1 FIC | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695002AN22N4N9J3W58 | CAA PRIV.FINANC.COMP.2 A2 FIC | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR61247 | FCPR UI CAP AGRO | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500PL1DJ2GHZ1GQ15 | FCPR CAA 2013 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695005MBDD36G2TI827 | CAA 2013 FCPR B1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KJOFEZXN91W056 | CAA 2013 FCPR C1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695001FQ4KWJ9FIDB84 | CAA 2013 FCPR D1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR61562 | PREDICA SECONDAIRES III | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500EGYZGGG4XPSJ37 | OBJECTIF LONG TERME FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695006MAAJ33BBUDU37 | CAA 2013 COMPARTIMENT 5 A5 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62157 | CAA 2014 COMPARTIMENT 1 PART A1 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63228 | CAA 2014 INVESTISSEMENT PART A3 | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63383 | CAA 2015 CPT 1 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63384 | CAA 2015 CPT 2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63764 | F CORE EU CR 19 MM | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR61563 | CAA 2013-2 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR61665 | CAA 2013-3 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU61682 | LRP - CPT JANVIER 2013 0.30 13-21 11/01A | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|--|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR62127 | FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-1 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695006D8J5NRN45X413 | FCT MID CAP 2 05/12/22 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE63529 | CORSAIR 1.5255% 25/04/35 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500YXPJFQ9O2BYW56 | AGRICOLE RIVAGE DETTE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63730 | CAREPTA RE-2015 -1 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63609 | ARTEMID | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63769 | CA VITA PRIVATE EQUITY CHOISE PARTS PART A | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500LMQP2N5TEXA285 | CA VITA INFRASTRUCTURE CHOISE FIPS c.l. A | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64140 | IAA CROISSANCE INTERNATIONALE | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695007B3RKLN3MLR268 | CAA 2016 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UX6JF9N65VNT33 | CAA INFRASTRUCTURE | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | IT64111 | CA VITA PRIVATE DEBT CHOICE FIPS cl.A | 99 | Fonds Commun de Placement à Risques | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64185 | CAA SECONDAIRE IV | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64187 | FCT BRIDGE 2016-1 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64392 | CAREPTA R 2016 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500E9837WEB4RC674 | FPCI Cogeneration France I | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695003Q05SU0F0FL820 | Prediquant Eurocroissance A2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE64500 | CORS FIN 1.52 10-38 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU64511 | PURPLE PR 1.36 10-38 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | IE63703 | CORS FIN 251038 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU64515 | PURP PR 1.093 10-38 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|---|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | 969500W74NU7V8KRHV32 | CAA INFRASTRUCTURE 2017 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500GUOSX2LAZ26567 | CAA PE 2017 (CAA PRIVATE EQUITY 2017) | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500OV0V76R5DBAS59 | CAA PE 2017 BIS (CAA PRIVATE EQUITY 2017 BIS) | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500ZJA5HXGNC1O247 | CAA PE 2017 France INVESTISSEMENT (CAA PRIVATE EQUITY 2017 MEZZANINE) | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950014PS7AYRW18O62 | CAA PE 2017 MEZZANINE (CAA PRIVATE EQUITY 2017 MEZZANINE) | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500D8HFDLMSZG7N33 | CAA PE 2017 TER CONSO (CAA PRIVATE EQUITY 2017 TER) | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UW35DFZAU58 | GRD 44 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500ZJ333L3FVN6T05 | GRD 44 N2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950002LRAA9VWV4706 | GRD 54 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64733 | UI CAP SANTE 2 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500Y85LR1PJZR5M39 | CAA PR FI II C1 A1 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500L481XEWWH1B735 | Effithermie | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65030 | FCT CAA 2017-1 | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500YV414TPPIVYJ95 | Prediquant Premium | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500NM5JB2NCO7XB12 | PREDIQUANT A2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950095MMS157U3D496 | GRD 18 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950011QRN3QZERC787 | GRD44 n°3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UPU9Z1435VDX79 | CAA INFRASTRUCTURE 2018 - COMPARTIMENT 1 | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65935 | COMPARTIMENT DS3 - IMMOBILIER VAUGIRARD | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695004TZS11DGLLTK31 | CAA PRIVATE EQUITY 2018 - COMPARTIMENT FRANCE INVESTISSEMENT | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65796 | COMPARTIMENT DS3 - VAUGIRARD | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500T80J4O4PJ38I05 | CAA PRIVATE EQUITY 2018 - COMPARTIMENT 1 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR66170 | AM DESE FIII DS3IMDI | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500BSJAY8K2HYRR02 | CNP ACP 10 FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500K5LR6NVTSWED53 | BFT VALUE PREM OP CD | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KWTNY17905DC63 | PREDIQUANT A5 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500KP361LUUFQLK59 | FDC A3 P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500Z521OZKH9ZQG71 | FDA 18 -O- 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500VSUWI8AMAFUP49 | OPCI GHD | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500NIWL9FB0OBB439 | BFT CREDIT OPPORTUNITES -I-C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300ACCSNZLO524T26 | GRD 44 N4 PART CD | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR05774 | CAA PE 2019 CPT 1 A1 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR05773 | CAA PE 19 CPT BIS A2 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR05772 | CAA PE 19 CPT TER A3 | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR05771 | CAA INFRASTRU.2019 A | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 549300FJP9G8S3T0EQ34 | APLEGROSENIEUHD | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66218 | LF PRE ZCP 12 99 LIB | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500J4INRCPZH5U098 | GRD 44 N5 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE63528 | PREMIUM GREEN 1.24% 25/04/35 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61692 | PREMIUM GREEN TV 26/07/22 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61673 | PREMIUM GREE TV 22 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61678 | PREMIUM GR 0% 28 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61676 | PREMIUM GREEN TV 06/22 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61677 | PREMIUM GREEN TV 07/22 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61679 | PREMIUM GREEN 4.72%12-250927 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61680 | PREMIUM GREEN TV2027 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|---------|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| Irlande | IE61693 | PREMIUM GREEN TV 07-22 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61675 | PREMIUM GREEN TV23/05/2022 EMTN | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61694 | PREMIUM GREEN PLC 4.30%2021 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE61671 | PREMIUM GREEN4.33%06-29/10/21 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE64510 | PREM GRE 1.53 04-35 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE63701 | PREM GRE 1.55 07-40 | 99 | Fonds Commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE64686 | PREM GRE 0.51 10-38 | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE64513 | PREGREEN 0.63 10/25/38 Corp | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| Irlande | IE64516 | PREGREEN 1.095 10/25/38 Corp | 99 | Special Purpose Vehicle - Fonds commun de Créances | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16011 | SCI FEDERLONDRES | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16017 | SCI FEDERALE PEREIRE VICTOIRE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16018 | SCI FEDERALE VILLIERS | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16022 | SCI FEDERPIERRE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22175 | SCI VALHUBERT | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22185 | SCI PORTE DES LILAS - FRERES FLAVIEN | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22186 | SCI MEDI BUREAUX | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22187 | SCI BMEDIC HABITATION | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22189 | SCI IMEFA 1 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22192 | SCI IMEFA 4 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22193 | SCI IMEFA 5 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22194 | SCI IMEFA 6 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22198 | SCI IMEFA 11 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22200 | SCI IMEFA 13 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22203 | SCI IMEFA 17 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22204 | SCI IMEFA 18 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR22206 | SCI IMEFA 20 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22212 | SCI IMEFA 32 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22213 | SCI IMEFA 33 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22214 | SCI IMEFA 34 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22215 | SCI IMEFA 35 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16042 | SCI FEDERLOG | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24244 | SCI IMEFA 36 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24245 | SCI IMEFA 37 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24246 | SCI IMEFA 38 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24247 | SCI IMEFA 39 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24249 | SCI IMEFA 42 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24250 | SCI IMEFA 43 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24251 | SCI IMEFA 44 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24254 | SCI IMEFA 47 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24255 | SCI IMEFA 48 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24258 | SCI IMEFA 51 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24259 | SCI IMEFA 52 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24261 | SCI IMEFA 54 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24262 | SCI IMEFA 57 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24263 | SCI IMEFA 58 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24264 | SCI IMEFA 60 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24265 | SCI IMEFA 61 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24266 | SCI IMEFA 62 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24267 | SCI IMEFA 63 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24268 | SCI IMEFA 64 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24270 | SCI IMEFA 67 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24271 | SCI IMEFA 68 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR24272 | SCI IMEFA 69 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24274 | SCI IMEFA 72 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24275 | SCI IMEFA 73 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24276 | SCI IMEFA 74 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24277 | SCI IMEFA 76 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24278 | SCI IMEFA 77 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24279 | SCI IMEFA 78 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24280 | SCI IMEFA 79 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24281 | SCI IMEFA 80 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24283 | SCI IMEFA 82 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24285 | SCI IMEFA 84 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24286 | SCI IMEFA 85 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24288 | SCI IMEFA 89 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24289 | SCI IMEFA 91 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24290 | SCI IMEFA 92 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24293 | SCI IMEFA 96 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24294 | SCI IMEFA 100 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24295 | SCI IMEFA 101 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24296 | SCI IMEFA 102 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24297 | SCI IMEFA 103 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24298 | SCI IMEFA 104 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24299 | SCI IMEFA 105 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24301 | SCI IMEFA 107 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24302 | SCI IMEFA 108 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24303 | SCI IMEFA 109 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24304 | SCI IMEFA 110 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24305 | SCI IMEFA 112 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR24306 | SCI IMEFA 113 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24308 | SCI IMEFA 115 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24309 | SCI IMEFA 116 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24310 | SCI IMEFA 117 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24311 | SCI IMEFA 118 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24315 | SCI IMEFA 128 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24316 | SCI IMEFA 126 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24317 | SCI IMEFA 121 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24319 | SCI IMEFA 120 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24321 | SCI IMEFA 122 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24322 | SCI IMEFA 123 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24326 | SCI IMEFA 129 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24328 | SCI IMEFA 131 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24329 | SCI IMEFA 132 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR16030 | SCI GRENIER VELLEF | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR08549 | SCI LE VILLAGE VICTOR HUGO | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22207 | SCI IMEFA 22 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24284 | SCI IMEFA 83 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22208 | SCI IMEFA 25 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24334 | SCI IMEFA 140 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22195 | SCI IMEFA 8 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22202 | SCI IMEFA 16 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62130 | SCI CAMPUS MEDICIS ST DENIS | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62133 | SCI CAMPUS RIMBAUD ST DENIS | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22191 | SCI IMEFA 3 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22199 | SCI IMEFA 12 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24282 | SCI IMEFA 81 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|--|-------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR62958 | SCI IMEFA 148 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63103 | SCI IMEFA 156 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63097 | SCI IMEFA 150 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63102 | SCI IMEFA 155 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63557 | SCI IMEFA 158 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63558 | SCI IMEFA 159 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63568 | SCI IMEFA 164 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR08725 | SCI Pacifica Hugo | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64121 | SCI IMEFA 171 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63803 | SCI IMEFA 170 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63801 | SCI IMEFA 169 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63800 | HDP La Halle Boca (anciennement SCI IMEFA 168) | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63797 | HDP Bureaux (anciennement SCI IMEFA 166) | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63104 | SCI IMEFA 157 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63798 | HDP Hôtel (SCI IMEFA 167) | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64106 | SCI IMEFA 172 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22197 | SCI IMEFA 10 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22196 | SCI IMEFA 9 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22190 | SCI IMEFA 2 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64122 | SCI IMEFA 173 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64123 | SCI IMEFA 174 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64124 | SCI IMEFA 175 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64125 | SCI IMEFA 176 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63095 | SCI IMEFA 149 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64126 | IMEFA 177 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64127 | IMEFA 178 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64128 | IMEFA 179 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|---|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR30684 | SCI Holding Dahlia | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR24314 | DS Campus | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR62959 | Issy Pont | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR64928 | SCI Vaugirard 36-44 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR08679 | B IMMOBILIER | 99 | SA à Conseil d'Administration - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22172 | SCI 1 TERRASSE BELLINI | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22176 | SOCIETE CIVILE FONDIS | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR60500 | SCI RUE DU BAC | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR60499 | SCI TOUR MERLE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR28132 | SCI CARPE DIEM | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63559 | SCI WAGRAM 22/30 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22182 | SCI ILOT 13 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR63962 | SCI FREY RETAIL VILLAGE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65046 | SCI HEART OF LA DEFENSE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66670 | PREDIWATT | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66159 | AMUNDI KBI AQUA C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66713 | SCI TANGRAM | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR30685 | CAA COMMERCES 2 | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695003CKZVSMLZV7W31 | GRD ACT.ZONE EURO | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 213800FGV8ARHLVFN87 | FCT CAA COMPARTIMENT CESSION DES CREANCES LCL | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR22179 | SAS CB3 | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67559 | PREDICA ENER DUR EUR | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500CQPNNUORDRPC72 | FONDS AV ECHUS FIA A | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300Y1J7CKLI10B145 | 5884 AEURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300LSQ5T56F516810 | 1827 A2EURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67322 | TRIANANCE 6 ANS N 11 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | LU67326 | 56055 A5 EUR | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500UGWBXGL2HTKX31 | PORT EX ABS RET P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300G94XO1UF8XMQ66 | 5880 AEURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 96950074OIDW787YEX53 | CPR EUROLAND ESG P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | MRJ2DMEEJOGEB0L95E15 | PIMCO GLOBAL BND FD-CURN C EX | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9845001B7FB0FB1FFF90 | INDOFIFLEXEG | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67321 | CHORELIA N7 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500IEVBMSC52FRW34 | AMIRAL GROWTH OPP A | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500WT0200DVC5CA24 | CALIFORNIA 09 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 9695009GAZIRIBYMCQ72 | VENDOME SEL EURO PC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 969500ZQM8ABUD0SO333 | EUROPEAN CDT SRI PC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67320 | INDOSUEZ CAP EMERG.M | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67514 | TRIANANCE 6 AN 12 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 2221005BT6ROFABD6U12 | AIJPMGBIGOAHE | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | LU67352 | 56055 AEURHC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | 549300KZW6KQ7WLJO866 | AMUNDI EMERG MKT BD-M2EURHC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67545 | OPCI CAA CROSSROADS | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| France | EJCJD2QBJY0UVP7HMP10 | 37785 QXEURC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67137 | CAA PRIV EQY 19 CF A | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR66719 | SCI ACADEMIE MONTROUGE | 99 | Société coopérative anonyme à capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR30679 | UAF LIFE PATRIMOINE | 99 | SA à Conseil d'Administration - France | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU21705 | QS1000001020 PREDICARE SARL | 99 | SOciété anonyme de PArticipations Financières (LU) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24312 | SCI NEW VELIZY | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63413 | OPTISANTIS SAS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR00097 | DIAPRE | 99 | SARL - France | 2 - non mutuelle | - |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|--------|---------------------------------------|---------------------------------|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | FR20237 | ASSERCAR | 99 | SARL - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500J2RDYILVNG7358 | SAS VIAREN | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR29357 | CAA RESIDENCES SENIORS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR29497 | ISR COURTAGE | 99 | SA à Conseil d'Administration - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR60797 | SAS SPECIFICA | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR16001 | PREVISEO OBSEQUES (EX-FEDER 02) | 99 | SA à Conseil d'Administration - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63561 | SCI IMEFA 161 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63566 | SCI IMEFA 162 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63567 | SCI IMEFA 163 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63569 | SCI IMEFA 165 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24252 | SCI IMEFA 45 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24256 | SCI IMEFA 49 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24257 | SCI IMEFA 50 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24260 | SCI IMEFA 53 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24269 | SCI IMEFA 66 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24342 | SCI IMEFA VELIZY | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR22180 | SCI ALLIANCE PARC A1 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 549300240RQEGYGAX021 | 5906 A5 EUR | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63101 | SCI HOLDING STRATEGE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63369 | SAS GHD OPCO HOTEL | 99 | Société par Actions Simplifiée Unipersonnel | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64129 | PACIFICA GRESILLONS | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64429 | LA MEDICALE COURTAGE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64944 | SCI IMEFA 181 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64945 | SCI IMEFA 182 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64946 | SCI IMEFA 183 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64947 | SCI IMEFA 184 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | FR64948 | SNC MARSEILLE MICHELET | 99 | Société en Nom Collectif | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64949 | SCI IMEFA 186 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64950 | SCI IMEFA 187 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64951 | SCI IMEFA 188 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64952 | SCI IMEFA 189 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64953 | SCI IMEFA 190 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR08546 | SAS OFELIA | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR22178 | SCI FEDERIMMO | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR14032 | CREDIT AGRICOLE PROTECTION & SECURITE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR61717 | SCI 11 PLACE DE L'EUROPE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67511 | ARDIAN MUL STRATG A | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR22171 | SCI SEGUR 2 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR08548 | SOCIETE SOPRESA | 99 | SA à Directoire - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR22173 | SCI SEGUR | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR30731 | SCI DISTRIPOLE PORTE DE FRANCE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR65960 | SAS VILLE DU BOIS INVEST | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63405 | SCI FUTURE WAY | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66096 | STOCKLY | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | LU67543 | AMUNDI M GT PEA P F | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 9695008WROW43ZUUEE92 | FDC A2 -P- 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 96950089LLO7CF864737 | FDC A1 -O- 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500AVODZ5UV874P48 | FDC PREDIQ.OPP.O 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500LQEDOECEGOQL03 | FDA 14 PART O | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | 549300M6DMUC7H67PU05 | TIERA CAPIT NAT PE A | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR30209 | FDA 5 (EX FDA 17 0 2D PART 0) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500V216U5FVKE4F10 | CAA P.EQ.18 CPBIS A2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63576 | CAA PR FIN-CPT 3A3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|-------------------------|---------------------------------------|--|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | 969500VM67KML7JU0R63 | FDA 7 O 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR60387 | OPCI LAPILLUS I | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR61538 | ECHQUIER VALUE FCP 3DEC | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64390 | FDC T1 FCP 3 DEC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 9695002F62F5T27Y176 | FDC SILVER AGE C/D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500XAUGOCYBY4XB39 | FDC PREMIUM | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66084 | CAA SECONDAIRE V A | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500HRW2W6V6R7TL66 | FDA RE -O- 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500WINE90D94G7X04 | AMUN PROT SOLID 3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500JUJ97K0FI27Y85 | AMUNDI TRANSM. IMMO. | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67528 | ALTA COMMERCES EUROP | 99 | SICAV - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67134 | AM.PRIV.EQ.MEGA.II A | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67527 | CAA PE 20 COMP 1 A1 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67515 | CAP SANTE 3 PART A | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67380 | CAP SERVICES A | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500D6DCHAI0KCDH96 | CASIMIR1 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67513 | CHORELIA N 8 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| POLOGNE | PL62695 | CREDIT AGRICOLE TOWARZYSTWO UBEZPIECZEN SPOLKA AKCYJNA | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500JA94FLBC3WXJ06 | FONDS AV ECHUS FIA D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67516 | GIL AND CO C CAP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | LU67550 | SARL LUX LEUDELANGE | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67379 | MID INFRA SLP | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| ANTILLES NEERLAND AISES | AN29797 | PERMAL INV HOLD -A- | 99 | Fund | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500XE3X4ETZMLLJ51 | CARIDOR | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|---|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | FR16023 | FEDERPIERRE CAPUCINES | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR16024 | FEDERPIERRE CAULAINCOURT | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR16028 | FEDERPIERRE MICHAL | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR16029 | FEDERPIERRE UNIVERSITE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR16033 | LONGCHAMP MONTEVIDEO | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR16041 | VICQ NEUILLY | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR24331 | SCI 3-5 BIS BOULEVARD DIDEROT | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 96950052ECKLOA6EHC05 | DE VRIES | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR28110 | ARM (SAS) | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63009 | SABLES D'OLONNE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63098 | SCI IMEFA 151 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63099 | SCI IMEFA 152 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63100 | SCI IMEFA 153 | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR65100 | EFFTHERMIE FINANCE | 99 | Société par Actions Simplifiée Unipersonnel | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR65102 | BOLETUS FINANCE | 99 | Société par Actions Simplifiée Unipersonnel | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66123 | HAAS EPAR PATR I | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66174 | CAA PRIVATE EQUITY 208 - COMPARTIMENT TER | 99 | Fonds Professionnel de Capital Investissement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66538 | BC 44 | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66628 | DS3 - MILAN | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66630 | AMUNDI PRIVATE DEBT FUNDS | 99 | Fonds Commun de Titrisation | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU66887 | CYCLOPE INVES.OPP. | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500BQ17ZLAGFNE838 | ACTICCIA VIE 90 N5 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500R2G4TYJSA4VQ57 | ACTICCIA VIE 90 N7 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 96950098MV6OXMNMDJ92 | ACTICCIA VIE 90 N 8 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| ITALIE | IT66254 | STELVIO | 99 | Societa per Azioni (IT) | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| BELGIQUE | BE63044 | TULIPE HOLDING BELGIQUE SA | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63045 | NARCISSE HOLDING BELGIQUE SA | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63832 | FONCIERE BRUGGE STATION | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63833 | FONCIERE BRUXELLES AEROPORT | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63835 | FONCIERE BRUXELLES GARE CENTRALE | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63836 | FONCIERE BRUXELLES SUD | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63837 | FONCIERE BRUXELLES TOUR NOIRE | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63838 | IRIS TREFONDS | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63839 | FONCIERE LIEGE | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63840 | FONCIERE LOUVAIN CENTRE | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63841 | FONCIERE LOUVAIN | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63842 | FONCIERE MALINES | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE63843 | FONCIERE NAMUR | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BAHAMAS | BS64216 | BRANCH INVESTMENTS INTERNATIONAL INC. | 99 | INTERNATIONAL BUSINESS COMPANY Bahamas | 2 - non mutuelle | - |
| ALLEMAGNE | DE63046 | IRIS INVESTOR HOLDING GMBH | 99 | Gesellschaft mit beschränkter Haftung | 2 - non mutuelle | - |
| ESPAGNE | ES27665 | METEORE ALCALA SL | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| ITALIE | IT27667 | METEORE ITALY SRL | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU66613 | ARCHMORE-IN.DE.PL.II-S-F III EUR DIS | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU66614 | ARCHMORE SCSP-IN.DE.PL.II-S-F IV EUR | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500JH2VQHTX8EU033 | AMUNDI EDR SELECTION | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR25501 | PREDICA ISR MONDE (FCP) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR30741 | EFFI INVEST II | 99 | Société en Commandite par Actions - France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500S78AOSW8IA9I54 | SAS PREIM HEALTHCARE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 213800E3JUSKI6SNH535 | ADL PARTICIPATIONS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|--|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | 969500D688JIO5UESX62 | CA GRANDS CRUS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 815600939034E41F7352 | CENTRAL SICAF | 99 | société anonyme | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500LVOAFYYDA6RQ10 | SEMMARIS | 99 | Société anonyme d'économie mixte locale | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR63948 | FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS HOLDING | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66413 | FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS HOLDING | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU64386 | EUROPEAN MOTORWAY INVESTMENTS 1 | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU63382 | CAVOUR AERO SA | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| BELGIQUE | BE66169 | FLUXDUNE | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| ESPAGNE | ES66958 | TUNELS DE BARCELONA | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR28140 | ALTA BLUE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR66529 | CASSINI SAS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU66716 | LUXEMBOURG INVESTMENT COMPANY 296 SARL | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU67366 | CIRRUS SCA A1 | 99 | Société en Commandite par Actions - Luxembourg | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | LU67560 | SARL IMPULSE | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| PORTUGAL | PT67547 | AGUAS PROFUNDAS SA | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67147 | ELL HOLDCO SARL | 99 | Société à responsabilité limitée (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67396 | EUROWATT ENERGIE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| ITALIE | IT67625 | IEIH | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67624 | FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS HOLDING | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67815 | VAUGIRARD SOLARE | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65559 | LCL BP ECHUS B | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | 222100C0Q8DZ0ONZYS48 | AMUNDI CAP FU PERI C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67331 | LCL COM CARB STRA P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67510 | LCL COMP CB AC MD P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| France | FR67518 | TRIANANCE 6 AN 13 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67774 | TRIANANCE 6 AN 14 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR68182 | TRIA 6 ANS N 16 PT C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | 969500VLQDRZ4MWAXU77 | AMUNDI SF - DVRS S/T BD-HEUR | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR65984 | LCL BDP ECHUS D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67526 | BFT PAR VIA EQ EQ PC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR68174 | TRIANANCE 6 ANS N 15 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR68186 | FONDS AV ECHUS FIA F | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR68188 | FONDS AV ECH FIA G | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU66929 | CPR INV MEGATRENDS R EUR-ACC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | LU67537 | AMUN NEW SIL RO AEC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR67779 | BFT EQUITY PROTEC 44 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| France | FR68078 | SCI PAUL CEZANNE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU68209 | BGF-GLBL DYN EQ-I2EURA | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU68210 | AMUNDI DS IV VAUGIRA | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| ESPAGNE | ES67192 | ABANCA GENERALES | 99 | Société anonyme (hors France) | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67929 | SAS EUROP ASSIS FRAN | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500M5K22JQ64PAG87 | LITHOS FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500UL8E43FQS4NK06 | B2 HOTEL INVEST (SPPICAV) | 99 | Sté Plt prépondérance immobilière capital variable | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500ORO1AXRH1DY544 | FLORISSIME DYNAMIQUE (FCP) | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500VG7W0EK37FIN49 | INDOS.ALLOC.30 -C-3D | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR61887 | PREDIREC FILO | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 969500GPT0UMDYBLRZ81 | AMUNDI TRANSMISSION ACTIONS | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64011 | INVEST LATITUDE MONDE I FCP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR64772 | FR0013217650 FONDS AV ECHUS FIA C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR65264 | AMUNDI ACTIONS OR P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|---|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | 969500718SUJ9VFWE043 | OFI FRANCE EQUITY R | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67519 | CHORELIA N 9 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67546 | RESID MORT II LARG E | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| ITALIE | IT67090 | AMUNDI PROTEZIONE 85 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU68208 | CAP GRP GLB ALL-P EUR ACC | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| AUTRICHE | AT68212 | CAA STERN | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR65197 | JAFAM C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67756 | CAA PE 20 COM BIS A2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67757 | CAA PE 20 COM TER A3 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67758 | CAA INFRASTRU.2020 A | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67759 | AMUN ENERG VERT FIA | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67765 | CPR AMBITION FR SI | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67772 | CHORELIA N 10 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67778 | BFT EQUITY PROTECT 2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67879 | OPTIMUM EQUILIBRE R | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67887 | FOJ CAP 2024 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67931 | 0.0 08-61 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68160 | ABCM GLOB ALLO | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68161 | CAA PR FI II C2 A2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68164 | FRIEDLAND THEM.MEG.A | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | 9695005VWNPZYFEANJ53 | LCL FUTURE CITI P | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68168 | ACTIV ALLC RB R CAP | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68170 | CAA INFRAST 2021 A | 99 | Fonds d'Investissement Professionnel Spécialisé | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68171 | CAA PVT EQ 2021 1 A1 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68172 | CAA PV EQ2021 BIS A2 | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68173 | CERES FD ACT MOND RE | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Nom juridique de l'entreprise | Type d'entreprise | Forme juridique | Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | Autorité de contrôle |
|------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| C0010 | C0020 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 |
| FRANCE | FR68175 | CHORELIA N11 PART C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68177 | PERIAL EUR CARB SCCV | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68180 | LCL BP ECHUS C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68184 | CHORELIA N 12 C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68185 | SCI PM IMMO TREND | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68187 | LCL ECHUS F | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68213 | PREDURBA SAS | 99 | Société par Actions Simplifiée | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | IE67889 | LM-CB VALUE FD-PA EUR | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | IT67788 | AMUNDI PROT 85 ROLLING 2Y | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | LU27039 | EDG-US L G-EUR-A-C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU27081 | BGF WLD GOLD A2C | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU67907 | FRANK-US GOVT-I ACCEH1 | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU67926 | LUMY-SBRGEQN-X5EUR | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU68196 | JPM GLOBAL FOCUS-IA | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU68202 | PICTET GLOBAL THEM OP-HI EUR | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| LUXEMBOURG | LU68205 | 5932 AEURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR68079 | SCI 103 GRENELLE | 99 | Société Civile Immobilière | 2 - non mutuelle | - |
| ITALIE | IT67934 | EF SOLARE ITALIA | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | FR67927 | SA ULLIS | 99 | société anonyme | 2 - non mutuelle | - |
| FRANCE | DE62691 | SA IMMEO AG | 99 | société anonyme | 2 - non mutuelle | - |
| Italie | IT68293 | VAUGIRARD ITALIA SRL. | 99 | Fonds Commun de Placement | 2 - non mutuelle | - |
| Luxembourg | LU67914 | 5940 AEURC | 99 | SICAV - Hors France | 2 - non mutuelle | - |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | Calcul de solvabilité du groupe | |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 96950018S1XWUGVC0E95 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| France | 969500P5DCT4287UVL36 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| France | SYRPI2D1O9WRTS2WX210 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Portugal | 549300HM15U8TGYP61 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Luxembourg | 222100RHVHGHNBQ4VV91 | 94% | 100% | 94% | - | 1 | 94% | 1 | - | 1 |
| France | 969500K2MUPS157XK083 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| France | 969500PIORK1D12IOW02 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Italie | 815600712E1764BEF578 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Irlande | 635400V9R7Z62LMOVS66 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Irlande | IE52095 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Luxembourg | LU52096 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Irlande | 635400L1YTYKYSKSB41 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Irlande | 635400THEYDAIONRRP31 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Pologne | FR26290 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Japon | 353800EVW07IPLMT2X95 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Grèce | 549300PBNQ5382X7W827 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| Italie | 815600A7946313257924 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| France | 969500IXARMKRMXEO315 | 100% | 100% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 1 |
| France | 969500I1EJGUAT223F44 | 40% | 0% | 40% | - | 1 | 40% | 1 | - | 10 |
| France | FR62128 | 36% | 0% | 36% | - | 1 | 36% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ICGCY1PD6OT783 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| France | 969500WEPS61H6TJM037 | 24% | 0% | 24% | - | 1 | 24% | 1 | - | 10 |
| France | 969500JTN8BU5BW6UW36 | 22% | 0% | 22% | - | 1 | 22% | 1 | - | 10 |
| France | FR24273 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR62120 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|---------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR08545 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| France | FR15325 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UDH342QLTE1M42 | 19% | 0% | 19% | - | 1 | 19% | 1 | - | 10 |
| France | 969500C2C11L0PTGRH11 | 21% | 0% | 21% | - | 1 | 21% | 1 | - | 10 |
| France | FR28995 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| France | FR63015 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR29354 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24567 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR24568 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR61703 | 60% | 0% | 60% | - | 1 | 60% | 1 | - | 10 |
| France | FR62960 | 46% | 0% | 46% | - | 1 | 46% | 1 | - | 10 |
| France | FR64385 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR66085 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | LU25022 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Espagne | ES63960 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR29358 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Espagne | LU01018 | 95% | 0% | 95% | - | 1 | 95% | 1 | - | 10 |
| France | 9695001W4CDHTCMKYY42 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695005XNRMMFURVAS58 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BB8XBCEI5Q3E46 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| France | 969500OGV0USMHRZL725 | 39% | 0% | 39% | - | 1 | 39% | 1 | - | 10 |
| France | 9695007D45KSFTPUL759 | 88% | 0% | 88% | - | 1 | 88% | 1 | - | 10 |
| France | 969500H6YIHML1A8AC55 | 87% | 0% | 87% | - | 1 | 87% | 1 | - | 10 |
| France | 969500WH6UMILGDZR298 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ZXBXTUDCG1485 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ZH3LF0A0E3GK72 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|---------------------------------|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 969500HYWM3ZULLKBM15 | 88% | 0% | 88% | - | 1 | 88% | 1 | - | 10 |
| France | 969500SNQN3DQ2Z99861 | 96% | 0% | 96% | - | 1 | 96% | 1 | - | 10 |
| France | 96950059WACY7UVQT910 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695007RL56GV3MHR244 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500L75HQJWKBE7582 | 22% | 0% | 22% | - | 1 | 22% | 1 | - | 10 |
| France | 9695006J550U3B45JX37 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500MG2URA10Z9W465 | 57% | 0% | 57% | - | 1 | 57% | 1 | - | 10 |
| France | 9695005W2PGCJTYGQ602 | 96% | 0% | 96% | - | 1 | 96% | 1 | - | 10 |
| France | 969500NAC9SN8NVR7435 | 35% | 0% | 35% | - | 1 | 35% | 1 | - | 10 |
| France | 969500RNDLSMMW12LN84 | 42% | 0% | 42% | - | 1 | 42% | 1 | - | 10 |
| France | 9695005J19Z2BWC FMB29 | 85% | 0% | 85% | - | 1 | 85% | 1 | - | 10 |
| France | 969500OM9E60PSNCW211 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | 969500I0FYDV680RBN96 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695004IZBN4VVQP0W72 | 89% | 0% | 89% | - | 1 | 89% | 1 | - | 10 |
| France | 969500HNYKENNA1O9H05 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500RFVZZ96ML02P14 | 75% | 0% | 75% | - | 1 | 75% | 1 | - | 10 |
| France | 969500273NZT7CU5RH14 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500PU9S5XM9WAMC09 | 55% | 0% | 55% | - | 1 | 55% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KUDYLR LG234P98 | 67% | 0% | 67% | - | 1 | 67% | 1 | - | 10 |
| France | 969500PVU760PYAA8824 | 59% | 0% | 59% | - | 1 | 59% | 1 | - | 10 |
| France | FR30303 | 33% | 0% | 33% | - | 1 | 33% | 1 | - | 10 |
| France | FR62062 | 95% | 0% | 95% | - | 1 | 95% | 1 | - | 10 |
| France | FR62061 | 97% | 0% | 97% | - | 1 | 97% | 1 | - | 10 |
| France | FR62942 | 78% | 0% | 78% | - | 1 | 78% | 1 | - | 10 |
| France | 969500NKEM4APIW8B451 | 86% | 0% | 86% | - | 1 | 86% | 1 | - | 10 |
| France | FR61533 | 77% | 0% | 77% | - | 1 | 77% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|---------------------------------|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 969500BSKLP4T28YRC10 | 97% | 0% | 97% | - | 1 | 97% | 1 | - | 10 |
| France | 9695005RD23ELT702392 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500398HDCR7OS1238 | 2% | 0% | 2% | - | 1 | 2% | 1 | - | 10 |
| France | 969500VWLUF12XSWG64 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| France | 969500PT9U5RPM6VDR81 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | 9695001VHXU2GSEJP652 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | 969500EH32LDT6NBME75 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU62064 | 44% | 0% | 44% | - | 1 | 44% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 222100YTW62AGYBTTC41 | 62% | 0% | 62% | - | 1 | 62% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 2221000CD5HRISG4GK83 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| France | 969500GLZSLAOCJ3QR88 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR16040 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BVVMFY2KR7588 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| France | 9695005O2L3TH27H1O57 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BQZCPK4SJVH76 | 46% | 0% | 46% | - | 1 | 46% | 1 | - | 10 |
| France | FR63438 | 69% | 0% | 69% | - | 1 | 69% | 1 | - | 10 |
| France | 969500EMUY3Q5KSLIY14 | 93% | 0% | 93% | - | 1 | 93% | 1 | - | 10 |
| France | 969500E6D9UXNGZW7H23 | 67% | 0% | 67% | - | 1 | 67% | 1 | - | 10 |
| France | 969500JHMO5LWYNR1K46 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500CDUOXA95WDCE78 | 37% | 0% | 37% | - | 1 | 37% | 1 | - | 10 |
| France | 9695001YZKZC1ISCAC45 | 93% | 0% | 93% | - | 1 | 93% | 1 | - | 10 |
| France | 9695001PT4PFKHZUHW89 | 52% | 0% | 52% | - | 1 | 52% | 1 | - | 10 |
| France | 9695008OY8ZORCCBAD19 | 38% | 0% | 38% | - | 1 | 38% | 1 | - | 10 |
| France | 969500X6V7BD8QY6QJ80 | 68% | 0% | 68% | - | 1 | 68% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UJEG55OIBPQJ82 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ZDR3ZVGFIRHL54 | 34% | 0% | 34% | - | 1 | 34% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 9695004X72P02LAF3B55 | 27% | 0% | 27% | - | 1 | 27% | 1 | - | 10 |
| France | 969500Q0B0PZGJWLF150 | 86% | 0% | 86% | - | 1 | 86% | 1 | - | 10 |
| France | 9695008Q0AXFH7B2T758 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500MFEFTP8K8MCT24 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500A9HZ957VF5BT62 | 94% | 0% | 94% | - | 1 | 94% | 1 | - | 10 |
| France | 9695007B3H19MO2FZ223 | 93% | 0% | 93% | - | 1 | 93% | 1 | - | 10 |
| France | 969500G7AFP5DPIT6M11 | 95% | 0% | 95% | - | 1 | 95% | 1 | - | 10 |
| France | 9695008FQWLEE007OV97 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64164 | 71% | 0% | 71% | - | 1 | 71% | 1 | - | 10 |
| France | 969500VLPNGHPJ5HMQ88 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500WQNYZ4UMM9FH29 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695003MPNV2HNNQKO34 | 2% | 0% | 2% | - | 1 | 2% | 1 | - | 10 |
| France | 9695009UFX6E638WLE27 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500LRQBQQQ8H9S651 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695002NXA8C2DHU4L81 | 43% | 0% | 43% | - | 1 | 43% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BSRMBWGT4H5318 | 31% | 0% | 31% | - | 1 | 31% | 1 | - | 10 |
| France | FR65066 | 90% | 0% | 54% | - | 1 | 54% | 1 | - | 10 |
| France | 969500HEAL94Z0AMWF36 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | 969500TT01TZD6QEXQ88 | 28% | 0% | 28% | - | 1 | 28% | 1 | - | 10 |
| France | 969500SP2L2B17L7GD31 | 94% | 0% | 94% | - | 1 | 94% | 1 | - | 10 |
| France | 969500LR33UZ6LC9KG82 | 79% | 0% | 79% | - | 1 | 79% | 1 | - | 10 |
| France | LU65986 | 19% | 0% | 19% | - | 1 | 19% | 1 | - | 10 |
| France | LU65988 | 56% | 0% | 56% | - | 1 | 56% | 1 | - | 10 |
| France | 969500IEHSH1YWRJNL53 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | 9695003E67H329IT4213 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500N5YU9JI2TASS90 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 96950036QLHQHOCZ777 | 10% | 0% | 10% | - | 1 | 10% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KTNR4SZMIVF33 | 74% | 0% | 74% | - | 1 | 74% | 1 | - | 10 |
| France | FR65194 | 88% | 0% | 88% | - | 1 | 88% | 1 | - | 10 |
| France | FR66223 | 75% | 0% | 75% | - | 1 | 75% | 1 | - | 10 |
| France | 96950067IV0RRBQYV116 | 53% | 0% | 53% | - | 1 | 53% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BDZ40WMMHSA64 | 59% | 0% | 59% | - | 1 | 59% | 1 | - | 10 |
| France | FR64770 | 45% | 0% | 45% | - | 1 | 45% | 1 | - | 10 |
| France | 969500IHWAC6K8X0S852 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| France | 969500B6U207DPOGRP97 | 3% | 0% | 3% | - | 1 | 3% | 1 | - | 10 |
| France | 969500Z9QH8AOLHP5689 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695002DGWH8DR1GP602 | 84% | 0% | 84% | - | 1 | 84% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU66247 | 6% | 0% | 6% | - | 1 | 6% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 222100CLMMVM6D5EUX04 | 5% | 0% | 5% | - | 1 | 5% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 222100ABBIBM1BE8222 | 37% | 0% | 37% | - | 1 | 37% | 1 | - | 10 |
| France | 969500YAAQABI64V5W27 | 43% | 0% | 43% | - | 1 | 43% | 1 | - | 10 |
| France | 969500GCNKY1VO87GJ10 | 77% | 0% | 77% | - | 1 | 77% | 1 | - | 10 |
| France | FR64773 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500XTNC8INHWJ8V45 | 24% | 0% | 24% | - | 1 | 24% | 1 | - | 10 |
| France | 5493003YKTCYJW6KE31 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | 969500O4Y5DF3ZH9V959 | 3% | 0% | 3% | - | 1 | 3% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300HJDMO1LRN7KX18 | 63% | 0% | 63% | - | 1 | 63% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 222100LU67GQT03SEE74 | 46% | 0% | 46% | - | 1 | 46% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300GSNDOLOIIVWK17 | 21% | 0% | 21% | - | 1 | 21% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300XNSHIM2WL4TM69 | 92% | 0% | 92% | - | 1 | 92% | 1 | - | 10 |
| France | 969500FINMF5IJTKWF42 | 46% | 0% | 46% | - | 1 | 46% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300YV0FRW7N2G5V44 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |



| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| Luxembourg | 549300RXDVRP16RPTZ95 | 58% | 0% | 58% | - | 1 | 58% | 1 | - | 10 |
| France | 969500R8GXYRDJ1FAF03 | 41% | 0% | 41% | - | 1 | 41% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300NHETJ8TZESYV60 | 21% | 0% | 21% | - | 1 | 21% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 529900LFY58YVU1ISY58 | 44% | 0% | 44% | - | 1 | 44% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300ICWRHFZD5W6646 | 41% | 0% | 41% | - | 1 | 41% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300ZIW4AJ7HC8UX68 | 54% | 0% | 54% | - | 1 | 54% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300YW5ULEDIKFWO84 | 52% | 0% | 52% | - | 1 | 52% | 1 | - | 10 |
| France | 969500JPNDFR1QS00D13 | 91% | 0% | 91% | - | 1 | 91% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300B1R0N20X3Z5K83 | 79% | 0% | 79% | - | 1 | 79% | 1 | - | 10 |
| France | 969500GTT6H284SY4U88 | 77% | 0% | 77% | - | 1 | 77% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300OD7WDES3BYBD54 | 52% | 0% | 52% | - | 1 | 52% | 1 | - | 10 |
| France | 969500AT2IAVN8ZCM559 | 87% | 0% | 87% | - | 1 | 87% | 1 | - | 10 |
| France | 969500EZ0VZZE428PT36 | 85% | 0% | 85% | - | 1 | 85% | 1 | - | 10 |
| France | 9695009AF8R1H7DB7Z77 | 48% | 0% | 48% | - | 1 | 48% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300HHP1HFPO4I5V06 | 91% | 0% | 91% | - | 1 | 91% | 1 | - | 10 |
| France | 9695002QW846T0A11652 | 86% | 0% | 86% | - | 1 | 86% | 1 | - | 10 |
| France | 969500P1LSL2K1VUBZ92 | 56% | 0% | 56% | - | 1 | 56% | 1 | - | 10 |
| France | 969500LJVYK4E5XFFU85 | 81% | 0% | 81% | - | 1 | 81% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300ZLQH1YQKFE5F22 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| France | 9695000RMCQKE9TW3O31 | 88% | 0% | 88% | - | 1 | 88% | 1 | - | 10 |
| France | 969500RXCP71811EW467 | 37% | 0% | 37% | - | 1 | 37% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300A75JSDJHNO0S41 | 69% | 0% | 69% | - | 1 | 69% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU66865 | 26% | 0% | 26% | - | 1 | 26% | 1 | - | 10 |
| France | 549300DSBX32ZWWU0652 | 88% | 0% | 88% | - | 1 | 88% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BH5PCVT7O8ER52 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300R5QSNNNJBY1T17 | 59% | 0% | 59% | - | 1 | 59% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| Luxembourg | 529900B6SPNCKKWSKB87 | 39% | 0% | 39% | - | 1 | 39% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UR8HS1YKHRY277 | 81% | 0% | 81% | - | 1 | 81% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 529900K18AF4GJLJFT38 | 72% | 0% | 72% | - | 1 | 72% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 2138009MVIN8M388KU32 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR021130 | 58% | 0% | 58% | - | 1 | 58% | 1 | - | 10 |
| France | 969500YB0BD8SMGUNN73 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500X953OH4P96UM23 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500S88EZ9QOGX053 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500G43Q4BXYKA5119 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| France | 9695003BX8IQ11OF0V08 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| France | 96950093O82E5U6EVQ24 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695003FWJEACHEZAM06 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Italie | 5493007GIWMXBUIUDV23 | 97% | 0% | 97% | - | 1 | 97% | 1 | - | 10 |
| France | 96950031FWQBQWIP8O10 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KR9ZAI2QYC3057 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500JTL6C3US7YY803 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 549300B2HMXC3ALDX72 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500IMWOSRCVHBTO90 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500MJA0GK5IGSQA39 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UC11N35F2O1613 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500FX35E1K9LAOZ90 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| France | 969500VBT1PDYBKVRK67 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500DY80CZU4UPV904 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UBO3R03ZD3MO07 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500293AF6M2ZQ1K38 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695000PJNH8JENNGV92 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 969500CBSEYHOODAEX29 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695000TBVXDAT1E2Y90 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500OTEYC2JAJWU467 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695006NDT1W9KHH7W87 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695000TH136W4F61T50 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63236 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63235 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR29352 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500TD5CLSIIQTP723 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695008W0YF6ZB8SMF55 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR25497 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63222 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500A328K3U7R30218 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500CUL7JC30CH3E67 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695000O5D2PBGXE5Z40 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500CZMVFIZ1LGGY08 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 549300OWPQYL379VRI74 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR28118 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63225 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63226 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 96950004LCN6INOM4B50 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500AX4UE0IZKB7A10 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KSS7JL5OT9YK90 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR60742 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695002AN22N4N9J3W58 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR61247 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 969500PL1DJ2GHZ1GQ15 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695005MBDD36G2TI827 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KJOFEZXN91W056 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695001FQ4KWJ9FIDB84 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR61562 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500EGYZGGG4XPSJ37 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695006MAAJ33BBUDU37 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR62157 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63228 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63383 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63384 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63764 | 44% | 0% | 44% | - | 1 | 44% | 1 | - | 10 |
| France | FR61563 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR61665 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU61682 | 85% | 0% | 85% | - | 1 | 85% | 1 | - | 10 |
| France | FR62127 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695006D8J5NRN45X413 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE63529 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500YXPJFQ9O2BYW56 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63730 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63609 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63769 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500LMQP2N5TEXA285 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64140 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695007B3RKLN3MLR268 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UX6JF9N65VNT33 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | IT64111 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64185 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64187 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64392 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500E9837WEB4RC674 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695003Q05SU0F0FL820 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE64500 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU64511 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | IE63703 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU64515 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500W74NU7V8KRHV32 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500GUOSX2LAZ26567 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500OV0V76R5DBAS59 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ZJA5HXGNC1O247 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 96950014PS7AYRW18O62 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500D8HFDLMSZG7N33 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UW35DFZAUMVE58 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ZJ333L3FVN6T05 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 96950002LRAA9VWV4706 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64733 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500Y85LR1PJZR5M39 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500L481XEWWH1B735 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR65030 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500YV414TPPIVYJ95 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500NM5JB2NCO7XB12 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 96950095MMS157U3D496 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 96950011QRN3QZERC787 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UPU9Z1435VDX79 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR65935 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695004TZS11DGLLTK31 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR65796 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500T80J4O4PJ38I05 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR66170 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500BSJAY8K2HYRR02 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500K5LR6NVTSWED53 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KWTNY17905DC63 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500KP361LUUFQLK59 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500Z521OZKH9ZQG71 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500VSUWI8AMAFUP49 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| France | 969500NIWL9FB0OBB439 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 549300ACCSNZLO524T26 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR05774 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR05773 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR05772 | 91% | 0% | 91% | - | 1 | 91% | 1 | - | 10 |
| France | FR05771 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 549300FJP9G8S3T0EQ34 | 16% | 0% | 16% | - | 1 | 16% | 1 | - | 10 |
| France | FR66218 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500J4INRCPZH5U098 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE63528 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61692 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61673 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61678 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|---------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| Irlande | IE61676 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61677 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61679 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61680 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61693 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61675 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61694 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE61671 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE64510 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE63701 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE64686 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE64513 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Irlande | IE64516 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR16011 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR16017 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | FR16018 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR16022 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22175 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22185 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22186 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22187 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22189 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22192 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22193 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22194 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22198 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR22200 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22203 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22204 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22206 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22212 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22213 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22214 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22215 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR16042 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24244 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24245 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24246 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24247 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24249 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24250 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24251 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24254 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24255 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24258 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24259 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24261 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24262 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24263 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24264 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24265 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24266 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR24267 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24268 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24270 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24271 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24272 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24274 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24275 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24276 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24277 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24278 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24279 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24280 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24281 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24283 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24285 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24286 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24288 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24289 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24290 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24293 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24294 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24295 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24296 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24297 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24298 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24299 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR24301 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24302 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24303 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24304 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24305 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24306 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24308 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24309 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24310 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24311 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24315 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24316 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24317 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24319 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24321 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24322 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24326 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24328 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24329 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR16030 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR08549 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22207 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24284 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22208 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24334 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22195 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR22202 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR62130 | 70% | 0% | 70% | - | 1 | 70% | 1 | - | 10 |
| France | FR62133 | 70% | 0% | 70% | - | 1 | 70% | 1 | - | 10 |
| France | FR22191 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22199 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24282 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR62958 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63103 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| France | FR63097 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63102 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63557 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63558 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63568 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR08725 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64121 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63803 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63801 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63800 | 95% | 0% | 95% | - | 1 | 95% | 1 | - | 10 |
| France | FR63797 | 95% | 0% | 95% | - | 1 | 95% | 1 | - | 10 |
| France | FR63104 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| France | FR63798 | 95% | 0% | 95% | - | 1 | 95% | 1 | - | 10 |
| France | FR64106 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22197 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22196 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22190 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64122 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR64123 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64124 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64125 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR63095 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64126 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64127 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR64128 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR30684 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR24314 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR62959 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| France | FR64928 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR08679 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22172 | 33% | 0% | 33% | - | 1 | 33% | 1 | - | 10 |
| France | FR22176 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| France | FR60500 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR60499 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR28132 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR63559 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR22182 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| France | FR63962 | 48% | 0% | 0% | - | 1 | 0% | 1 | - | 10 |
| France | FR65046 | 33% | 0% | 33% | - | 1 | 33% | 1 | - | 10 |
| France | FR66670 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR66159 | 79% | 0% | 79% | - | 1 | 79% | 1 | - | 10 |
| France | FR66713 | 91% | 0% | 91% | - | 1 | 91% | 1 | - | 10 |
| France | FR30685 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 9695003CKZVSMLZV7W31 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | 213800FGV8ARHLVFNP87 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR22179 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| France | FR67559 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 969500CQPNUORDRPC72 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 549300Y1J7CKLI10B145 | 6% | 0% | 6% | - | 1 | 6% | 1 | - | 10 |
| France | 549300LSQ5T56F5I6810 | 30% | 0% | 30% | - | 1 | 30% | 1 | - | 10 |
| France | FR67322 | 83% | 0% | 83% | - | 1 | 83% | 1 | - | 10 |
| France | LU67326 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | 969500UGWBXGL2HTKX31 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| France | 549300G94XO1UF8XMQ66 | 77% | 0% | 77% | - | 1 | 77% | 1 | - | 10 |
| France | 96950074OIDW787YEX53 | 17% | 0% | 17% | - | 1 | 17% | 1 | - | 10 |
| France | MRJ2DMEEJOGEB0L95E15 | 32% | 0% | 32% | - | 1 | 32% | 1 | - | 10 |
| France | 9845001B7FB0FB1FFF90 | 46% | 0% | 46% | - | 1 | 46% | 1 | - | 10 |
| France | FR67321 | 87% | 0% | 87% | - | 1 | 87% | 1 | - | 10 |
| France | 969500IEVBMSC52FRW34 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| France | 969500WT0200DVC5CA24 | 83% | 0% | 83% | - | 1 | 83% | 1 | - | 10 |
| France | 9695009GAZIRIBYMCQ72 | 9% | 0% | 9% | - | 1 | 9% | 1 | - | 10 |
| France | 969500ZQM8ABUD0SO333 | 56% | 0% | 56% | - | 1 | 56% | 1 | - | 10 |
| France | FR67320 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR67514 | 84% | 0% | 84% | - | 1 | 84% | 1 | - | 10 |
| France | 2221005BT6ROFABD6U12 | 78% | 0% | 78% | - | 1 | 78% | 1 | - | 10 |
| France | LU67352 | 43% | 0% | 43% | - | 1 | 43% | 1 | - | 10 |
| France | 549300KZW6KQ7WLJO866 | 78% | 0% | 78% | - | 1 | 78% | 1 | - | 10 |
| France | FR67545 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | EJCJD2QBJY0UVP7HMP10 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR67137 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| | | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|-----------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| Pays | Code d'identification de l'entreprise | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR66719 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR30679 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU21705 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24312 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63413 | 84% | 0% | 84% | - | 1 | 84% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR00097 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR20237 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500J2RDYILVNG7358 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR29357 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR29497 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR60797 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16001 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63561 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63566 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63567 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63569 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24252 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24256 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24257 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24260 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24269 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24342 | 56% | 0% | 56% | - | 1 | 56% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR22180 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 549300240RQEGYGAX021 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63101 | 78% | 0% | 78% | - | 1 | 78% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63369 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|--------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | FR64129 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64429 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64944 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64945 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64946 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64947 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64948 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64949 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64950 | 65% | 0% | 65% | - | 1 | 65% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64951 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64952 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64953 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR08546 | 33% | 0% | 33% | - | 1 | 33% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR22178 | 40% | 0% | 40% | - | 1 | 40% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR14032 | 20% | 0% | 20% | - | 1 | 20% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR61717 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67511 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR22171 | 24% | 0% | 24% | - | 1 | 24% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR08548 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR22173 | 36% | 0% | 36% | - | 1 | 36% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR30731 | 33% | 0% | 33% | - | 1 | 33% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR65960 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63405 | 45% | 0% | 45% | - | 1 | 45% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66096 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | LU67543 | 55% | 0% | 55% | - | 1 | 55% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 9695008WROW43ZUUEE92 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|-----------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | 96950089LLO7CF864737 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500AVODZ5UV874P48 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500LQEDOECCGOQL03 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | 549300M6DMUC7H67PU05 | 69% | 0% | 69% | - | 1 | 69% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR30209 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500V216U5FVKE4F10 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63576 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500VM67KML7JU0R63 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR60387 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR61538 | 96% | 0% | 96% | - | 1 | 96% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64390 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 9695002F62F5T27IY176 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500XAUGOCYBY4XB39 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66084 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500HRW2W6V6R7TL66 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500WINE90D94G7X04 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500JUJ97K0FI27Y85 | 91% | 0% | 91% | - | 1 | 91% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67528 | 70% | 0% | 70% | - | 1 | 70% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67134 | 52% | 0% | 52% | - | 1 | 52% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67527 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67515 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67380 | 0% | 0% | 0% | - | 1 | 0% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500D6DCHAI0KCDH96 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67513 | 89% | 0% | 89% | - | 1 | 89% | 1 | - | 10 |
| POLOGNE | PL62695 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500JA94FLBC3WXJ06 | 0% | 0% | 0% | - | 1 | 0% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|----------------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | FR67516 | 61% | 0% | 61% | - | 1 | 61% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | LU67550 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67379 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| ANTILLES NEERLANDAIS | AN29797 | 54% | 0% | 54% | - | 1 | 54% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500XE3X4ETZMLLJ51 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16023 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16024 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16028 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16029 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16033 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR16041 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR24331 | 99% | 0% | 99% | - | 1 | 99% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 96950052ECKLOA6EHC05 | 70% | 0% | 70% | - | 1 | 70% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR28110 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63009 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63098 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63099 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63100 | 90% | 0% | 90% | - | 1 | 90% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR65100 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR65102 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66123 | 65% | 0% | 65% | - | 1 | 65% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66174 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66538 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66628 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66630 | 44% | 0% | 44% | - | 1 | 44% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOURG | LU66887 | 46% | 0% | 46% | - | 1 | 46% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|-----------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | 969500BQ17ZLAGFNE838 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500R2G4TYJSA4VQ57 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 96950098MV60XMNMDJ92 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| ITALIE | IT66254 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63044 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63045 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63832 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63833 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63835 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63836 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63837 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63838 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63839 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63840 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63841 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63842 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE63843 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| BAHAMAS | BS64216 | 0% | 0% | 0% | - | 1 | 0% | 1 | - | 10 |
| ALLEMAGNE | DE63046 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| ESPAGNE | ES27665 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| ITALIE | IT27667 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU66613 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU66614 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500JH2VQHTX8EU033 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR25501 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR30741 | 30% | 0% | 30% | - | 1 | 30% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|-----------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|--|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | 969500S78AOSW8IA9I54 | 21% | 0% | 21% | - | 1 | 21% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 213800E3JUSKI6SNH535 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500D688JIO5UESX62 | 22% | 0% | 22% | - | 1 | 22% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 815600939034E41F7352 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500LVOAFYYDA6RQ10 | 38% | 0% | 38% | - | 1 | 38% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR63948 | 30% | 0% | 30% | - | 1 | 30% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66413 | 48% | 0% | 48% | - | 1 | 48% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU64386 | 60% | 0% | 60% | - | 1 | 60% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU63382 | 37% | 0% | 37% | - | 1 | 37% | 1 | - | 10 |
| BELGIQUE | BE66169 | 25% | 0% | 25% | - | 1 | 25% | 1 | - | 10 |
| ESPAGNE | ES66958 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR28140 | 33% | 0% | 33% | - | 1 | 33% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR66529 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU66716 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU67366 | 20% | 0% | 20% | - | 1 | 20% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | LU67560 | 38% | 0% | 38% | - | 1 | 38% | 1 | - | 10 |
| PORTUGAL | PT67547 | 35% | 0% | 35% | - | 1 | 35% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67147 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67396 | 75% | 0% | 75% | - | 1 | 75% | 1 | - | 10 |
| ITALIE | IT67625 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67624 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| France | FR67815 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR65559 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | 222100C0Q8DZ0ONZYS48 | 98% | 0% | 98% | - | 1 | 98% | 1 | - | 10 |
| France | FR67331 | 93% | 0% | 93% | - | 1 | 93% | 1 | - | 10 |
| France | FR67510 | 62% | 0% | 62% | - | 1 | 62% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|---------------------------------|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| France | FR67518 | 85% | 0% | 85% | - | 1 | 85% | 1 | - | 10 |
| France | FR67774 | 89% | 0% | 89% | - | 1 | 89% | 1 | - | 10 |
| France | FR68182 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | 969500VLQDRZ4MWAXU77 | 47% | 0% | 47% | - | 1 | 47% | 1 | - | 10 |
| France | FR65984 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR67526 | 47% | 0% | 47% | - | 1 | 47% | 1 | - | 10 |
| France | FR68174 | 86% | 0% | 86% | - | 1 | 86% | 1 | - | 10 |
| France | FR68186 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR68188 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU66929 | 44% | 0% | 44% | - | 1 | 44% | 1 | - | 10 |
| France | LU67537 | 40% | 0% | 40% | - | 1 | 40% | 1 | - | 10 |
| France | FR67779 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| France | FR68078 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU68209 | 60% | 0% | 60% | - | 1 | 60% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU68210 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| ESPAGNE | ES67192 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | - |
| FRANCE | FR67929 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500M5K22JQ64PAG87 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500UL8E43FQS4NK06 | 40% | 0% | 40% | - | 1 | 40% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500ORO1AXRH1DY544 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500VG7W0EK37FIN49 | 48% | 0% | 48% | - | 1 | 48% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR61887 | 50% | 0% | 50% | - | 1 | 50% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 969500GPT0UMDYBLRZ81 | 75% | 0% | 75% | - | 1 | 75% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64011 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR64772 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR65264 | 87% | 0% | 87% | - | 1 | 87% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|-----------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|---------------------------------|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | 969500718SUJ9VFWEO43 | 48% | 0% | 48% | - | 1 | 48% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67519 | 91% | 0% | 91% | - | 1 | 91% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67546 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| ITALIE | IT67090 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU68208 | 92% | 0% | 92% | - | 1 | 92% | 1 | - | 10 |
| AUTRICHE | AT68212 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR65197 | 47% | 0% | 47% | - | 1 | 47% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67756 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67757 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67758 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67759 | 62% | 0% | 62% | - | 1 | 62% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67765 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67772 | 94% | 0% | 94% | - | 1 | 94% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67778 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67879 | 47% | 0% | 47% | - | 1 | 47% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67887 | 55% | 0% | 55% | - | 1 | 55% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67931 | 78% | 0% | 78% | - | 1 | 78% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68160 | 41% | 0% | 41% | - | 1 | 41% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68161 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68164 | 67% | 0% | 67% | - | 1 | 67% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | 9695005VWNPZYFEANJ53 | 66% | 0% | 66% | - | 1 | 66% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68168 | 80% | 0% | 80% | - | 1 | 80% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68170 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68171 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68172 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68173 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |





| Pays | Code d'identification de l'entreprise | Critères d'influence | | | | | | Inclusion dans le contrôle de groupe | | Calcul de solvabilité du groupe |
|------------|---------------------------------------|----------------------|---|----------------------|-----------------|-------------------|--|--------------------------------------|---|---------------------------------|
| | | % de part de capital | % utilisé pour l'établissement des comptes consolidés | % des droits de vote | Autres critères | Degré d'influence | Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe | OUI/NON | Date de la décision si l'article 214 s'applique | |
| C0010 | C0020 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 |
| FRANCE | FR68175 | 93% | 0% | 93% | - | 1 | 93% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68177 | 75% | 0% | 75% | - | 1 | 75% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68180 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68184 | 60% | 0% | 60% | - | 1 | 60% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68185 | 87% | 0% | 87% | - | 1 | 87% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68187 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68213 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | IE67889 | 62% | 0% | 62% | - | 1 | 62% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | IT67788 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | LU27039 | 89% | 0% | 89% | - | 1 | 89% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU27081 | 94% | 0% | 94% | - | 1 | 94% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU67907 | 44% | 0% | 44% | - | 1 | 44% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU67926 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU68196 | 51% | 0% | 51% | - | 1 | 51% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU68202 | 60% | 0% | 60% | - | 1 | 60% | 1 | - | 10 |
| LUXEMBOUR | LU68205 | 72% | 0% | 72% | - | 1 | 72% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR68079 | 49% | 0% | 49% | - | 1 | 49% | 1 | - | 10 |
| ITALIE | IT67934 | 30% | 0% | 30% | - | 1 | 30% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | FR67927 | 19% | 0% | 19% | - | 1 | 19% | 1 | - | 10 |
| FRANCE | DE62691 | 12% | 0% | 12% | - | 1 | 12% | 1 | - | 10 |
| Italie | IT68293 | 100% | 0% | 100% | - | 1 | 100% | 1 | - | 10 |
| Luxembourg | LU67914 | 52% | 0% | 52% | - | 1 | 52% | 1 | - | 10 |

Type d'entreprise

1 - Entreprise d'assurance vie





| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> 2 - Entreprise d'assurance non-vie 3 - Entreprise de réassurance 4 - Entreprise multibranches 5 - Société holding d'assurance au sens de l'article 212, paragraphe 1, point f), de la directive 2009/138/CE 6 - Société holding mixte d'assurance au sens de l'article 212, paragraphe 1, point g), de la directive 2009/138/CE 7 - Compagnie financière holding mixte au sens de l'article 212, paragraphe 1, point h), de la directive 2009/138/CE 8 - Établissement de crédit, entreprise d'investissement ou établissement financier 9 - Institution de retraite professionnelle 10 - Entreprise de services auxiliaires au sens de l'article 1er, point 53, du règlement (UE) 2015/35 11 - Entreprise non réglementée exerçant des activités financières au sens de l'article 1er, point 52, du règlement (UE) 2015/35 12 - Véhicule de titrisation agréé en vertu de l'article 211 de la directive 2009/138/CE 13 - Véhicule de titrisation autre qu'agréé en vertu de l'article 211 de la directive 2009/138/CE 14 - Société de gestion d'OPCVM au sens de l'article 1er, point 54, du règlement (UE) 2015/35 15 - Gestionnaire de fonds d'investissement alternatif au sens de l'article 1er, point 55, du règlement (UE) 2015/35 99 - Autre |
| Catégorie (mutuelle/non mutuelle) | <ul style="list-style-type: none"> 1 - Mutuelle 2 - Non mutuelle |
| Degré d'influence | <ul style="list-style-type: none"> 1 - Dominante 2 - Significative |
| Inclusion dans le contrôle du groupe | <ul style="list-style-type: none"> 1 - Incluse dans le contrôle du groupe 2 - Non incluse dans le contrôle du groupe (article 214, paragraphe 2, point a)) 3 - Non incluse dans le contrôle du groupe (article 214, paragraphe 2, point b)) 4 - Non incluse dans le contrôle du groupe (article 214, paragraphe 2, point c)) |
| Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise | <ul style="list-style-type: none"> 1 - Première méthode: consolidation intégrale 2 - Première méthode: consolidation proportionnelle 3 - Première méthode: méthode de la mise en équivalence corrigée 4 - Première méthode: règles sectorielles 5 - Seconde méthode: Solvabilité II 6 - Seconde méthode: autres règles sectorielles 7 - Seconde méthode: règles locales 8 - Déduction de la participation conformément à l'article 229 de la directive 2009/138/CE 9 - Non-inclusion dans le contrôle de groupe conformément à l'article 214 de la directive 2009/138/CE 10 - Autre méthode |

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



ASSURANCES

Crédit Agricole Assurances, société anonyme au capital de 1 490 403 670 euros
Siège social : 16/18 boulevard de Vaugirard 75015 Paris – RCS Paris 451 746 077

www.ca-assurances.com